101e ANNÉE
VOL. 101

N° 30
4009

Gazette officielle du Québec

QUÉBEC OFFICIAL GAZETTE

Québec, samedi 26 juillet 1969

Règlements

1° Adresser toute correspondance à l'Éditeur officiel du Québec, Hôtel du Gouvernement, Québec.

2° Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Indiquer le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous, excepté lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. En ce cas, l'intéressé doit acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Éditeur officiel du Québec, qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Tout paiement doit être fait par chèque ou mandat à l'ordre du ministre des Finances.

7° La *Gazette officielle du Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, expire à midi, le ***mercredi***, à moins que ce jour soit un jour férié. Dans ce cas, l'ultime délai expire à midi, le mardi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Éditeur officiel du Québec, a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toute demande d'annulation ou tout paiement sont soumis aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en aviser l'Éditeur officiel du Québec, avant la seconde insertion et ce, afin d'éviter de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

Québec, Saturday, July 26, 1969

Rules

1. Address all communications to The Québec Official Publisher, Parliament Buildings, Québec.

2. Advertisers should submit all copy in both official languages, otherwise they will be charged for translation at official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Advertisements are payable in advance at rates set forth below, except when they are to be published more than once. In such case, remittance must be made upon receipt of the invoice and before the second insertion, failing which further insertions will be automatically cancelled without prejudice to The Québec Official Publisher, and any overpayment refunded.

5. Fees for subscription, sale of documents and the like are payable in advance.

6. Remittance must be made by cheque or money order payable to the Minister of Finance.

7. The *Québec Official Gazette* is published every Saturday morning. All notices, documents or advertisements for publication must reach The Québec Official Publisher, not later than ***Wednesday***, noon; if Wednesday is a holiday, the deadline is Tuesday noon. Material not delivered in time will appear in a later edition. Moreover, The Québec Official Publisher, reserves the right to defer publication of certain documents because of their length or for administrative reasons.

8. Any request for cancellation or refund is subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, interested parties are requested to notify The Québec Official Publisher, before the second insertion, in order to avoid costly duplication.

L'Éditeur officiel du Québec, ROCH LEFEBVRE, *Québec Official Publisher*

Tarif des annonces, abonnements, etc.

Première insertion: 35 cents la ligne agate, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 270 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 15 cents la ligne agate pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: $4 des 100 mots.

Exemplaire séparé: $1 chacun.

Feuilles volantes: $3 la douzaine.

Périodes d'abonnement: du 1er janvier au 31 décembre, $20; du 1er avril au 31 décembre, $15 et du 1er juillet au 31 décembre, $10.

N.B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier nombre réfère à notre numéro de facture; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro de facture.

L'Éditeur officiel du Québec,
ROCH LEFEBVRE.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 30 avril 1969

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 35 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, or 270 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 15 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (lists of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: $4 per 100 words.

Single copies: $1 each.

Slips: $3 per dozen.

Subscription periods: From January 1st to December 31st, $20; April 1st to December 31st, $15 and July 1st to December 31st, $10.

N.B.— Key to figures below notices:

The first figure is our invoice number; the second, that of the edition of the *Gazette* carrying the first insertion; the third, the number of insertions. The letter "o" indicates that the text was not composed or translated by The Québec Official Publisher personnel. Notices published only once are followed by our invoice number.

ROCH LEFEBVRE,
Québec Official Publisher.

Parliament Buildings,
Québec, April 30, 1969

27440 — 1-52-o

Affranchissement en numéraire au tarif de la troisième classe (permis No 107)
Postage paid-in-cash — Third class matter (permit No. 107).

Lettres patentes

A.C.R. inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de juin 1969, constituant en corporation: Eric Neal Bartlam, chimiste, Lolita Bouchard, ménagère, épouse dudit Eric Neal Bartlam, tous deux de 889, Lavoisier, Arvida, et Paul Bouchard, ouvrier, 108, King Georges, Kénogami, pour les objets suivants:

Faire le commerce de meubles et nouveautés de toutes sortes, sous le nom de « A.C.R. inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Arvida, district judiciaire de Chicoutimi.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

30184-o 2346-69

A.J.S. Metal Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de mai 1969, constituant en corporation: Menashe Broder, 5715, Léger, Côte Saint-Luc, Arthur A. Garvis, 3250, Forest Hill, app. 410A, tous deux avocats, et Esther Freedman, secrétaire, fille majeure, 3250, Ellendale, app. 214, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer toutes sortes de métaux, en faire le commerce, sous le nom de « A.J.S. Metal

Letters Patent

A.C.R. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of June, 1969, have been issued by the Government Administrator of the Province, incorporating: Eric Neal Bartlam, chemist, Lolita Bouchard, housewife, wife of the said Eric Neal Bartlam, both of 889 Lavoisier, Arvida, and Paul Bouchard, labourer, 108 King Georges, Kenogami, for the following purposes:

To deal in furniture and novelties of all kinds, under the name of "A.C.R. inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 common shares of $10 each and 1,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Arvida, judicial district of Chicoutimi.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

30184 2346-69

A.J.S. Metal Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Menashe Broder, 5715 Léger, Côte Saint-Luc, Arthur A. Garvis, 3250 Forest Hill, Apt. 410A, both advocates, and Esther Freedman, secretary, fille majeure, 3250 Ellendale, Apt. 214, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of metals, under the name of "A.J.S. Metal Inc.", with a

Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Hyacinthe, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

30184 2430-69

Association de protection et conservation de la faune du district No 8 inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de mars 1969, constituant en corporation sans capital-actions: Maurice Paquin, avocat, 36, St-Vincent, Roland Gaudet, commerçant, 60, Préfontaine, et Rollande Fournelle, secrétaire, fille majeure, 10, St-Venant, tous trois de Sainte-Agathe-des-Monts, pour les objets suivants:

L'étude et la préservation de la faune, sous le nom de « Association de protection et conservation de la faune du district No 8 inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est $50,000.

Le siège social de la corporation est 36, rue St-Vincent, Sainte-Agathe-des-Monts, district judiciaire de Terrebonne.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

30184-o 1269-69

Accessoires de bureau Québec inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de mai 1969, constituant en corporation: Julie Joseph, 1080, Bourlamaque, Québec, Louise Bouchard, 1296, Chanoine Morel, Sillery, toutes deux secrétaires, filles majeures, et Marthe Lessard, réceptionniste, fille majeure, 354, Lavigueur, Québec, pour les objets suivants:

Faire le commerce de meubles et nouveautés de toutes sortes, relativement à l'ameublement, à la fourniture et aux accessoires de bureau, sous le nom de « Accessoires de bureau Québec inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

30184-o 2489-69

Association des loisirs du Lac Rond inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de juin 1969, constituant en corporation sans capital-actions: Jean-Louis DesRochers, 5389, D'Orléans, Réjean Quesnel, 5904, St-André, tous deux ouvriers, Bernard Dumoulin, dessinateur, 8953, Châteaubriand, Pierre Boisvert, entrepreneur général, 4639, Forest, tous quatre de Montréal, et Martha Harasimovitch, ménagère, épouse de Claude Lalande, 814, 24e avenue, Lachine, pour les objets suivants:

total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Saint-Hyacinthe, judicial district of Saint-Hyacinthe.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

30184-o 2430-69

Association de protection et conservation de la faune du district No 8 inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of March, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, to incorporate a corporation without share capital: Maurice Paquin, advocate, 36 Saint-Vincent, Roland Gaudet, trader, 60 Préfontaine, and Rollande Fournelle, secretary, spinster of the full age of majority, 10 Saint-Venant, all three of Sainte-Agathe-des-Monts, for the following purposes:

The study and preservation of fauna, under the name of "Association de protection et conservation de la faune du district No 8 inc.".

The amount to which is limited the value of the immovables which may be acquired and owned by the corporation is $50,000.

The head office of the corporation is at 36 Saint-Vincent Street, Sainte-Agathe-des-Monts, judicial district of Terrebonne.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

30184 1269-69

Accessoires de bureau Québec inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Julie Joseph, 1080 Bourlamaque, Québec, Louise Bouchard, 1296 Chanoine Morel, Sillery, both secretaries, spinsters of the full age of majority, and Marthe Lessard, receptionist, spinster of the full age of majority, 354 Lavigueur, Québec, for the following purposes:

To carry on business dealing in all kinds of furniture and novelties related to office furniture, furnishings and equipment, under the name of "Accessoires de bureau Québec inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Québec, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

30184 2489-69

Association des loisirs du Lac Rond inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of June, 1969, have been issued by the Government Administrator of the Province to incorporate a corporation without share capital: Jean-Louis DesRochers, 5389 D'Orléans, Réjean Quesnel, 5904 St-André, both labourers, Bernard Dumoulin, draughtsman, 8953 Châteaubriand, Pierre Boisvert, general contractor, 4639 Forest, all four of Montreal, and Martha Harasimovitch, housewife, wife of Claude Lalande, 814, 24th Ave., Lachine, for the following purposes:

Établir et exploiter un club social, sous le nom de « Association des loisirs du Lac Rond inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $25,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Calixte, district judiciaire de Joliette.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

30184-o 2345-69

To establish and operate a social club, under the name of "Association des loisirs du Lac Rond inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $25,000.

The head office of the corporation is at Saint-Calixte, judicial district of Joliette.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

30184 2345-69

Les Aubaines Idéales inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de mai 1969, constituant en corporation: Marcel Masse, 331, 4e rue, Québec, Yvon Moffet, 40, de la Morendière, tous deux hommes d'affaires, Nicole LeBel, secrétaire, fille majeure, 70, des Cascades, tous deux de Beauport, et Raymond Caron, avocat, 699, Routhier, Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Exploiter des magasins et entrepôts pour vendre toutes sortes de marchandises en général, sous le nom de « Les Aubaines Idéales inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

30184-o 2589-69

Les Aubaines Idéales inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Marcel Masse, 331, 4th Street, Québec, Yvon Moffet, 40 de la Morendière, both businessmen, Nicole LeBel, secretary, spinster of the full age of majority, 70 des Cascades, both of Beauport, and Raymond Caron, advocates, 699 Routhier, St. Foy, for the following purposes:

To operate stores and warehouses to sell all kinds of merchandise in general, under the name of "Les Aubaines Idéales inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Québec, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

30184 2589-69

Auvicom inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de mai 1969, constituant en corporation: Pierre-Luc Blain, avocat, 10582, Clark, Marie Leclerc, 6430, Mignault, tous deux de Montréal, et Jacqueline Boyer, 8390, Marie-Victorin, Brossard, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Agir comme consultant en matière audio-visuelle et en électronique de communication, sous le nom de « Auvicom inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $5 chacune et en 3,600 actions privilégiées d'une valeur nominale de $25 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

30184-o 2595-69

Auvicom inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pierre-Luc Blain, advocate, 10582 Clark, Marie Leclerc, 6430 Mignault, both of Montreal, and Jacqueline Boyer, 8390 Marie-Victorin, Brossard, the latter two secretaries, spinsters of the full age of majority, for the following purposes:

To act as consultants in the fields of audio-visual and electronic communication, under the name of "Auvicom inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of $5 each and 3,600 shares of a nominal value of $25 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

30184 2595-69

Eug. Beaudoin & fils ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de mai 1969, constituant en corporation: Jean-Pierre Beaudoin, entrepreneur de pompes funèbres, Rita R. Beaudoin, ménagère, épouse dudit Jean-Pierre Beaudoin, tous deux de Saint-Agapit, et Marc Jessop, avocat, 2748, Liégeois, Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Eug. Beaudoin & fils ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Pierre Beaudoin, undertaker, Rita R. Beaudoin, housewife, wife of said Jean-Pierre Beaudoin, both of Saint-Agapit, and Marc Jessop, advocate, 2748 Liégeois, Saint-Foy, for the following purposes:

Faire affaires comme entrepreneurs de pompes funèbres, sous le nom de « Eug. Beaudoin & fils ltée », avec un capital total de $100,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 90,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Agapit, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

30184-o 2539-69

To carry on business as undertakers, under the name of "Eug. Beaudoin & fils ltée", with a total capital stock of $100,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 90,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Saint-Agapit, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

30184 2539-69

B.J. Entreprises inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de mai 1969, constituant en corporation: André St-Jacques, 154, d'Anjou, Damase Brissette, 243, Marie-Rose, et Pierre Dureault, 401, de Lorraine, tous trois avocats, de Longueuil, pour les objets suivants:

Faire le commerce de l'essence, produits chimiques, alcools et autres produits employés dans le nettoyage, sous le nom de « B.J. Entreprises inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $5 chacune et en 300 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2045, rue Laurier, Jacques-Cartier, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

30184-o 2518-69

B.J. Entreprises inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: André St-Jacques, 154 d'Anjou, Damase Brissette, 243 Marie-Rose, and Pierre Dureault, 401 de Lorraine, all three advocates, of Longueuil, for the following purposes:

To carry on business dealing in gasoline, chemical products, alcohol and other products used in cleaning, under the name of "B. J. Entreprises inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of $5 each and 300 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at 2045 Laurier St., Jacques-Cartier, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

30184 2518-69

Claude Bolduc limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de mai 1969, constituant en corporation: Claude Bolduc, conseiller en administration, Thérèse Forest, ménagère, épouse dudit Claude Bolduc, tous deux de 865, 38e avenue, et Hector Bolduc, rentier, 2995, Rathwell, tous trois de Lachine, pour les objets suivants:

Fournir les services de conseiller en administration, organisation et méthodes, sous le nom de « Claude Bolduc limitée », avec un capital total de $40,000, divisé en 50 actions ordinaires de $1 chacune, 3,983 actions privilégiées classe « A » de $10 chacune et en 120 actions privilégiées classe « B » de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 865, 38e avenue, Lachine, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

30184-o 2483-69

Claude Bolduc limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of th Province, incorporating: Claude Bolduc, management consultant, Thérèse Forest, housewife, wife of the said Claude Bolduc, both of 865, 38th Ave., and Hector Bolduc, annuitant, 2995 Rathwell, all three of Lachine, for the following purposes:

To supply the services of consultants in management, organization and methods, under the name of "Claude Bolduc limitée", with a total capital stock of $40,000, divided into 50 common shares of $1 each, 3,983 preferred class "A" shares of $10 each and 120 preferred class "B" shares of $1 each.

The head office of the company is at 865, 38th Ave., Lachine, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

30184 2483-69

Bons Coupons de Montréal ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de mai 1969, constituant en corporation: Harold Gossack, avocat, 7025, Chester, Montréal, Rosa Gualtieri, avocate, fille majeure, 80, avenue Hudson, appartement 10, Mont-Royal, et Kathleen Brawley, secrétaire, épouse de James Brawley, 8549, rue Brown, LaSalle, pour les objets suivants:

Bons Coupons de Montréal ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Harold Gossack, advocate, 7025 Chester, Montreal, Rosa Gualtieri, advocate, fille majeure, 80 Hudson Avenue, Apartment 10, Mount Royal, and Kathleen Brawley, secretary, wife of James Brawley, 8549 Brown Street, LaSalle, for the following purposes:

La fabrication et le commerce de textiles, marchandises sèches, coupons, cotons, laines, lainages, rayonnes, tissus de laine peignée et tissus de toutes sortes, sous le nom de « Bons Coupons de Montréal ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

30184 995-69

Boucherie Idéale (Baie-Comeau) inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de mai 1969, constituant en corporation: Gilles Périgny, 80, Babel, Ghislain Viens, 18, Donald Smith, tous deux commerçants, et Roger Levasseur, notaire, Place Lasalle, tous trois de Baie-Comeau, pour les objets suivants:

Faire le commerce de charcuterie et de boucherie, sous le nom de « Boucherie Idéale (Baie-Comeau) inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Baie-Comeau, district judiciaire de Hauterive.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

30184-o 2605-69

Buffet Nico inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de juin 1969, constituant en corporation: Philippe-Aubert Lemire, restaurateur, Germaine Lapointe, cuisinière, épouse dudit Philippe-Aubert Lemire, tous deux de 463, Plessis, Normand Dumoulin, commerçant, et Jeannette Ayotte, ménagère, épouse dudit Normand Dumoulin, tous quatre de Nicolet, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Buffet Nico inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 3,800 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 461, rue Plessis, Nicolet, district judiciaire de Nicolet.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

30184-o 2788-69

Caparo inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de juin 1969, constituant en corporation: Paul Mailloux, avocat, 6120, de l'Aution, Anjou, Roger Lalonde, 8731, Sherbrooke est, et Paul-A. Larivée, 2970, rue Hays, ces deux derniers courtiers d'assurance, de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter une agence de publicité, sous le nom de « Caparo inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une

To manufacture and deal in textiles, yard goods, remnants, cottons, wools, woolens, rayons, worsteds and fabrics of all kinds, under the name of "Bons Coupons de Montréal ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

30184-o 995-69

Boucherie Idéale (Baie-Comeau) inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating Gilles Périgny, 80 Babel, Ghislain Viens, 18 Donald Smith, both traders, and Roger Levasseur, notary, Place Lasalle, all three of Baie-Comeau, for the following purposes:

To carry on business as pork-butchers and butchers, under the name of "Boucherie Idéale (Baie-Comeau) inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 3,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Baie-Comeau, judicial district of Hauterive.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

30184 2605-69

Buffet Nico inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of June, 1969, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Philippe-Aubert Lemire, restaurant keeper, Germaine Lapointe, cook, wife of said Philippe-Aubert Lemire, both of 463 Plessis, Normand Dumoulin, trader, and Jeannette Ayotte, housewife, wife of said Normand Dumoulin, all four of Nicolet, for the following purposes:

To carry on business as restaurant keepers, under the name of "Buffet Nico inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of $1 each and into 3,800 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at 461 Plessis Street, Nicolet, judicial district of Nicolet.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

30184 2788-69

Caparo inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of June, 1969, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Paul Mailloux, advocate, 6120 de l'Aution, Anjou, Roger Lalonde, 8731 Sherbrooke East, and Paul-A. Larivée, 2970 Hays Street, the latter two insurance brokers, of Montreal, for the following purposes:

To operate a publicity agency, under the name of "Caparo inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of a

valeur nominale de $100 chacune, 5,000 actions privilégiées classe « A » d'une valeur nominale de $1 chacune et en 25,000 actions privilégiées classe « B » d'une valeur nominale de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

30184-o 2344-69

Louis Carrier inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de mai 1969, constituant en corporation: Louis Carrier, marchand, Nicolas Carrier, secrétaire, et Simon Carrier, vendeur, tous trois de Saint-Louis-de-Pintendre, pour les objets suivants:

Faire le commerce de meubles neufs et usagés, accessoires domestiques et nouveautés de toutes sortes, sous le nom de « Louis Carrier inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Louis-de-Pintendre, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

30184-o 2587-69

Carrières Ste-Thérèse limitée
Ste-Thérèse Quarries Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de mai 1969, constituant en corporation: Ruth De Kinder, secrétaire, épouse de Louis De Kinder, 10184, rue Marquette, Montréal, Jean-Marc Poulin, avocat, 3045, rue Savard, Saint-Laurent, et Normand Mathers, administrateur, 264, rue Féré, Saint-Eustache, pour les objets suivants:

Faire le commerce de la pierre, de la chaux, du ciment, du sable, des minerais, minéraux et matériaux de construction de toutes sortes, sous le nom de « Carrières Ste-Thérèse limitée — Ste-Thérèse Quarries Limited », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune, 37,000 actions privilégiées « A » de $1 chacune et en 2,000 actions privilégiées « B » de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Eustache, district judiciaire de Terrebonne.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

30184-o 2465-69

Wilfrid Choinière inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de mai 1969, constituant en corporation: Wilfrid Choinière, entrepreneur général, Suzanne Girouard, secrétaire, épouse dudit Wilfrid Choinière, tous deux de 344, Paré, et Louis Choinière, technicien, 405, St-Jean, tous trois de Granby, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Wilfrid Choinière inc. », avec un capital

nominal value of $100 each, 5,000 preferred class "A" shares of a nominal value of $1 each and into 25,000 preferred class "B" shares of a nominal value of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

30184 2344-69

Louis Carrier inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Louis Carrier, trader, Nicolas Carrier, secretary, and Simon Carrier, salesman, all three of Saint-Louis-de-Pintendre, for the following purposes:

To deal in new and used furniture, domestic accessories and novelties of all kinds, under the name of "Louis Carrier inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Saint-Louis-de-Pintendre, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

30184 2587-69

Carrières Ste-Thérèse limitée
Ste-Thérèse Quarries Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Ruth De Kinder, secretary, wife of Louis De Kinder, 10184 Marquette Street, Montreal, Jean-Marc Poulin, advocate, 3045 Savard Street, Saint-Laurent, and Normand Mathers, administrator, 264 Féré Street, Saint-Eustache, for the following purposes:

To deal in stone, lime, cement, sand, ore, minerals and construction material of all kinds, under the name of "Carrières Ste-Thérèse limitée — Ste-Thérèse Quarries Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each, 37,000 preferred "A" shares of $1 each and into 2,000 preferred "B" shares of $1 each.

The head office of the company is at Saint-Eustache, judicial district of Terrebonne.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

30184 2465-69

Wilfrid Choinière inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Wilfrid Choinière, general contractor, Suzanne Girouard, secretary, wife of the said Wilfrid Choinière, both of 344 Paré, and Louis Choinière, technician, 405 St-Jean, all three of Granby, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, and to deal in all kinds of materials, under the name of "Wilfrid Choinière inc.", with a total capital stock of $40,000,

total de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 344, rue Paré, Granby, district judiciaire de Bedford.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

30184-o 2562-69

divided into 500 common shares of $10 each and 3,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 344 Paré St., Granby, judicial district of Bedford.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

30184 2562-69

Cifax inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de mai 1969, constituant en corporation: Giovanni Ciccarelli, vendeur, Béatrice Ciccarelli, secrétaire, épouse dudit Giovanni Ciccarelli, tous deux de 3803, Dickens, et Dominique Fatigati, industriel, 8629, De Teck, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tous produits, articles et marchandises, sous le nom de « Cifax inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

30184-o 2640-69

Cifax inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Giovanni Ciccarelli, salesman, Béatrice Cicarelli, secretary, wife of the said Giovanni Ciccarelli, both of 3803 Dickens, and Dominique Fatigati, industrialist, 8629 De Teck, all three of Montreal, for the following purposes:

To deal in all products, goods and merchandise, under the name of "Cifax inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of $10 each and 2,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

30184 2640-69

Le Comité Industriel de Tingwick inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de mai 1969, constituant en corporation: Pierre Lambert, avocat, 191, Notre-Dame est, Jacques Ricard, étudiant en droit, 11, Grégoire, tous deux de Victoriaville, et Jérémie Mayrand, commerçant, Tingwick, pour les objets suivants:

Favoriser la venue ou l'implantation d'industries ou de commerces dans le territoire ou dans les environs du territoire de la municipalité de Chénier, sous le nom de « Le Comité Industriel de Tingwick inc. », avec un capital total de $80,000, divisé en 800 actions ordinaires de $50 chacune et en 800 actions privilégiées de $50 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Tingwick, district judiciaire d'Arthabaska.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

30184-o 2542-69

Le Comité Industriel de Tingwick inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pierre Lambert, advocate, 191 Notre-Dame east, Jacques Ricard, law student, 11 Grégoire, both of Victoriaville, and Jérémie Mayrand, trader, Tingwick, for the following purposes:

To favor the arrival or establishment of industries or businesses in the territory of the municipality of Chénier or in the surrounding territory, under the name of "Le Comité Industriel de Tingwick inc.", with a total capital stock of $80,000, divided into 800 common shares of $50 each and 800 preferred shares of $50 each.

The head office of the company is at Tingwick, judicial district of Arthabakska.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

30184 2542-69

La Compagnie Paquet, limitée
The Paquet Company, Limited

Avis est donné qu'en vertu de la deuxième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes en date du 12e jour de mai 1969, à « La Compagnie Paquet, limitée — The Paquet Company, Limited », 1° subdivisant ses 145,000 actions ordinaires de $10 chacune en 290,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $5 chacune; 2° subdivisant ses 5,000 actions classe « A » de $10 chacune en 10,000 actions classe « A » de $5 chacune.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

30184-o 870-01 — 1490/28

La Compagnie Paquet, limitée
The Paquet Company, Limited

Notice is given that under Part II of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of May, 1969, have been issued by the Lieusenant-Governor of the Province, to "La Compagnie Paquet, limitée — The Paquet Company, Limited", 1. subdividing its 145,000 common shares of $10 each into 290,000 common shares of a par value of $5 each; 2. subdividing its 5,000 class "A" shares of $10 each into 10,000 class "A" shares of $5 each.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

30184 870-01 — 1490/28

La Compagnie Québecoise Larovel ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de juin 1969, constituant en corporation: Pierre Lacaille, avocat, 1230, McGregor, Jean-Guy Bernier, teneur de livres, 145-A, St-Philippe, tous deux de Montréal, et Madeleine Home, secrétaire, fille majeure, 206-A, Marie-Victorin, Longueuil, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « La Compagnie Québecoise Larovel ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune et en 3,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

30184-o 3024-69

La Compagnie Québecoise Larovel ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of June, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pierre Lacaille, advocate, 1230 McGregor, Jean-Guy Bernier, book-keeper, 145A Saint-Philippe, both of Montreal, and Madeleine Home, secretary, spinster of the full age of majority, 206A Marie-Victorin, Longueuil, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "La Compagnie Québecoise Larovel ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of a nominal value of $100 each and 3,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

30184 3024-69

Compresseur Général 69 inc.
General Compressor 69 Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de juin 1969, constituant en corporation: Jean-M. Pâquet, 8375, Pontmain, Saint-Léonard, Paul Mailloux, 6120, de l'Authion, Anjou, et Raymond Pagé, 31, Sunset, Outremont, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'appareils, équipement, outillage, machines ou engins mécaniques, hydrauliques et électriques, sous le nom de « Compresseur Général 69 inc. — General Compressor 69 Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,500 actions ordinaires de $1 chacune et en 36,500 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

30184-o 2271-69

Compresseur Général 69 inc.
General Compressor 69 Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of June, 1969, have been issued by the Government Administrator, of the Province, incorporating: Jean-M. Pâquet, 8375 Pontmain, Saint-Léonard, Paul Mailloux, 6120 de l'Authion, Anjou, and Raymond Pagé, 31 Sunset, Outremont, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business dealing in mechanical, hydraulic and electrical apparatus, equipment, implements, machines or gear, under the name of "Compresseur Général 69 inc. — General Compressor 69 Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,500 common shares of $1 each and 36,500 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Québec, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

30184 2271-69

Confection C.M.P. inc.
C.M.P. Confection Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de juin 1969, constituant en corporation: Conrad Pépin, commerçant, Délianne Fréchette, couturière et modiste, épouse dudit Conrad Pépin, tous deux de 7, Laurier, Arthabaska, et Léon-Maurice Potvin, commerçant, 37, Thibodeau, Victoriaville, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de vêtements de toutes sortes, sous le nom de « Confection C.M.P. inc.— C.M.P. Confection Inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 150 actions ordinaires de $100 chacune et en 850 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 27, avenue Laurier, Arthabaska, district judiciaire d'Arthabaska.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

30184-o 2622-69

Confection C.M.P. inc.
C.M.P. Confection Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of June, 1969, have been issued by the Government Administrator of the Province, incorporating: Conrad Pépin, trader, Délianne Fréchette, seamstress and milliner, wife of the said Conrad Pépin, both of 7 Laurier, Arthabaska, and Léon-Maurice Potvin, trader, 37 Thibodeau, Victoriaville, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of clothing, under the name of "Confection C.M.P. inc.— C.M.P. Confection Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 150 common shares of $100 each and 850 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 27 Laurier Ave., Arthabaska, judicial district of Arthabaska.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

30184 2622-69

Consulab inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de mai 1969, constituant en corporation: Jean-Luc Beaudoin, 3465, Carré de Nevers, Roland Couture, 687, Dalquier, tous deux ingénieurs, de Sainte-Foy, et Jacques Bill, technicien, 480, 50e rue est, Charlesbourg, pour les objets suivants:

Administrer un ou des laboratoires de recherche, d'expérimentation et de développement en électricité, électronique, mécanique et chimie, sous le nom de « Consulab inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 235, 47e rue ouest, Charlesbourg, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

30184-o 2701-69

Consulab inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Luc Beaudoin, 3465 Carré de Nevers, Roland Couture, 687 Dalquier, both engineers of St. Foy, and Jacques Bill, technician, 480, 50th Street East, Charlesbourg, for the following purposes:

To direct one or several research, experimenting and electrical, electronic, mechanical and chemical development laboratories, under the name of "Consulab inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 235, 47th Street West, Charlesbourg, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

30184 2701-69

Corporation Patronale des Coiffeurs pour homme, Région de Montréal inc. Corporation of Employers of Men's Hairdressers, Montreal Region Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de juin 1969, constituant en corporation sans capital-actions: Lucien Massé, 34, 31e avenue, Bois-des-Filion, Joseph Doré, 1629, LeProhon, Georges-H. Bérard, 3555, Joliette, Mario Ariano, 6656, Louis-Hémon, Maurice Sirois, 4245, St-Donat, Bernard Melnick, 5717, Hudson, tous cinq de Montréal, André Allard, 568, Place Marois, et Nathan Gallowitz, 1461, Louis Crescent, ces deux derniers de Laval, tous coiffeurs pour hommes, pour les objets suivants:

Promouvoir le bien-être social, économique, professionnel, culturel et moral des membres, sous le nom de « Corporation Patronale des Coiffeurs pour hommes, Région de Montréal inc.— Corporation of Employers of Men's Hairdressers, Montreal Region Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $50,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

30184-o 2771-69

Corporation Patronale des Coiffeurs pour homme, Région de Montréal inc. Corporation of Employers of Men's Hairdressers, Montreal Region Inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of June, 1969, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to incorporate a corporation without share capital: Lucien Massé, 34, 31st Avenue, Bois-des-Filion, Joseph Doré, 1629 LeProhon, Georges-H. Bérard, 3555 Joliette, Mario Ariano, 6656 Louis-Hémon, Maurice Sirois, 4245 Saint-Donat, Bernard Melnick, 5717 Hudson, all five of Montreal, André Allard, 568 Place Marois, and Nathan Gallowitz, 1461 Louis Crescent, the latter two of Laval, all men's hairdressers, for the following purposes:

To promote the social, economic, professional, cultural and moral welfare of its members, under the name of "Corporation Patronale des Coiffeurs pour hommes, Région de Montréal inc.— Corporation of Employers of Men's Hairdressers, Montreal Region Inc.".

The amount to which are limited the immovables which may be acquired and owned by the corporation is $50,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

30184 2771-69

Couët inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de mai 1969, constituant en corporation: François-Xavier Couët, entrepreneur, Jeanne Dallaire, ménagère, épouse dudit François-Xavier Couët, et Louis Couët, étudiant, tous trois de Saint-Samuel, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Couët inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Couët inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: François-Xavier Couët, contractor, Jeanne Dallaire, housewife, wife of the said François-Xavier Couët, and Louis Couët, student, all three of Saint-Samuel, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors, under the name of "Couët inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of a nominal value of $1 each and 2,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

Le siège social de la compagnie est à Lac Mégantic, district judiciaire de Beauce.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

30184-o 1912-69

Davignon Enterprises Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de juin 1969, constituant en corporation: Rolland-E. Davignon, homme d'affaires, Minerva Haddad, ménagère, épouse dudit Rolland-E. Davignon, et Alan Davignon, étudiant, tous trois de Hinchinbrook, pour les objets suivants:

Immeubles, exploiter des restaurants ou motels; quincaillerie; ventes en gros de bois de construction et matériaux de construction, sous le nom de « Davignon Enterprises Inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune et 600 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Hinchinbrook, district judiciaire de Beauharnois.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

30184 4940-57

Des Rochers, Dubuc, Émond, Tanguay & associés inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de mai 1969, constituant en corporation: Bernard Desjarlais, 1600, Stephens, Verdun, Louis Vaillancourt, 4519, Oxford, et Roma Cousineau, 5652, Drake, ces deux derniers de Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme courtiers et agents en assurance, sous le nom de « Des Rochers, Dubuc, Émond, Tanguay & associés inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilé- de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 550, rue Sherbrooke ouest, suite 1200, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

30184-o 2590-69

Roland Diamond inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de juin 1969, constituant en corporation: Roland Diamond, bijoutier, Lyanne Ricard, ménagère, épouse dudit Roland Diamond, tous deux de 2324, de la Jonquière, Trois-Rivières, et Gaston Diamond, maître de poste, Saint-Barnabé, pour les objets suivants:

Faire affaires comme bijoutiers, horlogers, joailliers et diamantaires, sous le nom de « Roland Diamond inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

The head office of the company is at Lake Megantic, judicial district of Beauce.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

30184 1912-69

Davignon Enterprises Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of June, 1969, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Rolland-E. Davignon, business man, Minerva Haddad, housewife, wife of the said Rolland-E. Davignon, and Alan Davignon, student, all three of Hinchinbrook, for the following purposes:

Real estate; operate restaurants or motels; hardware; lumber and builder supply wholesale, under the name of "Davignon Enterprises Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 400 common shares of $100 each and 600 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Hinchinbrook, judicial district of Beauharnois.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

30184-o 4940-67

Des Rochers, Dubuc, Émond, Tanguay & associés inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Bernard Desjarlais, 1600 Stephens, Verdun, Louis Vaillancourt, 4519 Oxford, and Roma Cousineau, 5652 Drake, the latter two of Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as insurance brokers and agents, under the name of "Des Rochers, Dubuc, Émond, Tanguay & associés inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 550 Sherbrooke St. West, Suite 1200, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

30184 2590-69

Roland Diamond inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of June, 1969, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Roland Diamond, jeweller, Lyanne Ricard, housewife, wife of the said Roland Diamond, both of 2324 de la Jonquière, Trois-Rivières, and Gaston Diamond, Postmaster, Saint-Barnabé, for the following purposes:

To carry on business as jewellers, clock-makers and diamond cutters, under the name of "Roland Diamond inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of $10 each and 3,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

Le siège social de la compagnie est 2324, rue de la Jonquière, Trois-Rivières, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

30184-o 2787-69

Les Distributions de l'Est inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de mai 1969, constituant en corporation: Jean Turcotte, East Broughton, Guymond Lessard, rue Notre-Dame, Thetford Mines, tous deux techniciens, et Andréa Latulippe, comptable agréé, 282, avenue du Palais, Saint-Joseph, pour les objets suivants:

Faire le commerce et la distribution de cosmétiques et de produits d'entretien ménager, sous le nom de « Les Distributions de l'Est inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à East Broughton, district judiciaire de Beauce.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

30184-o 2574-69

Les Distributions Olympiques inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de mai 1969, constituant en corporation: André Giguère, distributeur, 17, rue des Ormes, Laval, Angelo Carpini, homme d'affaires, 1501, rue Dunant, Deux-Montagnes, et Joan Moldovan, ménagère, épouse de John Iannuzzi, 1810, rue Béique, LaSalle, pour les objets suivants:

Éditer des journaux et autres publications et exploiter une agence de publicité, sous le nom de « Les Distributions Olympiques inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

30184-o 2509-69

Double H Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de juin 1969, constituant en corporation: Henry Steinberg, avocat, Howard Dermer, étudiant en droit, tous deux de 360 ouest, rue St-Jacques, Montréal, Deborah Blackler, 120, Ste-Rose, Laval, et Laura Jones, 480, Galland, Dorval, ces deux dernières secrétaires, célibataires, pour les objets suivants:

S'occuper de placements et de finance, agir en qualité de courtiers et agents, sous le nom de « Double H Corp. », avec un capital total de $100,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 900 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

The head office of the company is at 2324 de la Jonquière Street, Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

30184 2787-69

Les Distributions de l'Est inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean Turcotte, East Broughton, Guymond Lessard, Notre-Dame St., Thetford-Mines, both technicians, and Andréa Latulippe, chartered accountant, 282 du Palais Ave., Saint-Joseph, for the following purposes:

To deal in and distribute cosmetics and household maintenance products, under the name of "Les Distributions de l'Est inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at East Broughton, judicial district of Beauce.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

30184 2574-69

Les Distributions Olympiques inc.

Notice is given that under Part I of the Act, letters patent, bearing date the 22nd day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: André Giguère, distributor, 17 des Ormes Street, Laval, Angelo Carpini, businessman, 1501 Dunant Street, Two Mountains, and Joan Moldovan, housewife, wife of John Iannuzzi, 1810 Béique Street, LaSalle, for the following purposes:

To publish newspapers and other publications and to operate a publicity agency, under the name of "Les Distributions Olympiques inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $10 each and into 3,900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

30184 2509-69

Double H Corp.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of June, 1969, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Henry Steinberg, advocate, Howard Dermer, law-student, both of 360 St. James Street West, Montreal, Deborah Blackler, 120 Ste-Rose, Laval, and Laura Jones, 480 Galland, Dorval, the latter two secretaries, spinsters, for the following purposes:

To carry on business as investors, financiers, brokers and agents, under the name of "Double H Corp.", with a total capital stock of $100,000, divided into 10,000 common shares of the par value of $1 each and 900 preferred shares of the par value of $100 each.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

30184 2632-69

Duplessis électrique inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de juin 1969, constituant en corporation: Yvan Duplessis, entrepreneur-électricien, Martinville, André Trottier, comptable agréé, Roch Forest, et Jacques O'Bready, avocat, 581, Touchette, Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs-électriciens et faire le commerce et l'entretien de toutes sortes d'appareils et accessoires électriques, sous le nom de « Duplessis électrique inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 390 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Martinville, district judiciaire de Saint-François.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

30184-o 2591-69

Éditions Pédagogie Nouvelle inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de mai 1969, constituant en corporation: Pierre-Luc Blain, avocat, 10582, Clark, Marie Leclerc, 6430, Mignault, tous deux de Montréal, et Jacqueline Boyer, 8390, Marie-Victorin, Brossard, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Faire affaires comme éditeurs, libraires et et imprimeurs, sous le nom de « Éditions Pédagogie Nouvelle inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $5 chacune, 2,000 actions privilégiées classe « A » d'une valeur nominale de $25 chacune et en 1,600 actions privilégiées classe « B » d'une valeur nominale de $25 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

30184-o 2599-69

Les Encans St-Polycarpe inc.
St-Polycarpe Auctions Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de mai 1969, constituant en corporation: Lucien Bissonnette, entrepreneur en transport, 231, St-Charles, Pierre-A. Lamarre, notaire, 168, Querbes, et Annette Dandurand, secrétaire, fille majeure, 48, Brodeur, tous trois de Dorion, pour les objets suivants:

Faire affaires comme encanteurs, sous le nom de « Les Encans St-Polycarpe inc. — St-Polycarpe Auctions Inc. », avec un capital total de

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

30184-o 2632-69

Duplessis électrique inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of June, 1969, have been issued by the Government Administrator of the Province, incorporating: Yvan Duplessis, electrical contractor, Martinville, André Trottier, chartered accountant, Rock Forest, and Jacques O'Bready, advocate, 581 Touchette, Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on business as electrical contractors, and to deal in and maintain all kinds of electrical apparatus and appliances, under the name of "Duplessis électrique inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of $1 each and 390 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at Martinville, judicial district of Saint-François.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

30184 2591-69

Éditions Pédagogie Nouvelle inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pierre-Luc Blain, advocate, 10582 Clark, Marie Leclerc, 6430 Mignault, both of Montreal, and Jacqueline Boyer, 8390 Marie-Victorin, Brossard, the latter two secretaries, spinsters of the full age of majority, for the following purposes:

To carry on business as publishers, booksellers and printers, under the name of "Éditions Pédagogie Nouvelle inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of $5 each, 2,000 preferred class "A" shares of a nominal value of $25 each and 1,600 preferred class "B" shares of a nominal value of $25 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

30184 2599-69

Les Encans St-Polycarpe inc.
St-Polycarpe Auctions Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Lucien Bissonnette, transportation contractor, 231, St-Charles, Pierre-A. Lamarre, notary, 168 Querbes, and Annette Dandurand, secretary, spinster of the full age of majority, 48 Brodeur, all three of Dorion, for the following purposes:

To carry on business as auctioneers, under the name of "Les Encans St-Polycarpe inc. — St-Polycarpe Auctions Inc.", with a total capital

$10,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Polycarpe, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

30184-o 2533-69

Les Entreprises Apac inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour d'avril 1969, constituant en corporation: Paul-André Caouette, architecte, Raymonde Grégoire, ménagère, épouse dudit Paul-André Caouette, tous deux de 570, Notre-Dame nord, et Jacques Ferron, avocat, 528, Des Cèdres, tous trois de Thetford Mines, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'administration, sous le nom de « Les Entreprises Apac inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 3,900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Thetford Mines district judiciaire de Mégantic.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

30184-o 1395-69

Entreprises F-4 Dion inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de juin 1969, constituant en corporation: Fernand Dion, machiniste, Huguette Jackson, ménagère, épouse dudit Fernand Dion, tous deux de 1877, route nationale 2, Ancienne-Lorette, et Jean-Guy Cantin, homme de service, Saint-Raymond, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'automobiles, camions, tracteurs et autres véhicules à moteur, ainsi que tous instruments aratoires, sous le nom de « Entreprises F-4 Dion inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à l'Ancienne-Lorette, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

30184-o 1725-69

Les Entreprises Gilles Hains ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de juin 1969, constituant en corporation: Jeannine Hains, ménagère, épouse de Gilles Hains, 5, des Forges, Drummondville, Gaston Fontaine, 1907, rue Cardin, Tracy, et Charles Gagnon, 26, Guévremont, Sorel, ces deux derniers comptables, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille, de placement et de gestion, sous le nom de « Les Entreprises Gilles Hains ltée », avec un capital total de $50,000, divisé en 60 actions ordinaires de $10 chacune, 200 actions privilégiées classe « A » de $1 chacune et en 492 actions privilégiées classe « B » de $100 chacune.

stock of $10,000, divided into 10,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at Saint-Polycarpe, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

30184 2533-69

Les Entreprises Apac inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Paul-André Caouette, architect, Raymonde Grégoire, housewife, wife of the said Paul-André Caouette, both of 570 Notre-Dame North, and Jacques Ferron, advocate, 528 Des Cèdres, all three of Thetford Mines, for the following purposes:

To carry on business as a management company, under the name of "Les Entreprises Apac inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 3,900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Thetford Mines, judicial district of Mégantic.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

30184 1395-69

Entreprises F-4 Dion inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of June, 1969, have been issued by the Government Administraotr of the Province, incorporating: Fernand Dion, machinist, Huguette Jackson, housewife, wife of the said Fernand Dion, both of 1877 National Route 2, Ancienne-Lorette, and Jean-Guy Cantin, serviceman, Saint-Raymond, for the following purposes:

To carry on business dealing in automobiles, trucks, tractors and other motor vehicles, as well as in farming implements, under the name of "Entreprises F-4 Dion inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 common shares of $10 each and 1,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Ancienne-Lorette, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

30184 1725-69

Les Entreprises Gilles Hains ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of June, 1969, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Jeannine Hains, housewife, wife of Gilles Hains, 5 des Forges, Drummondville, Gaston Fontaine, 1907 Cardin Street, Tracy, and Charles Gagnon, 26 Guévremont, Sorel, the latter two accountants, for the following purposes:

To carry on business as a holding, investment and management company, under the name of "Les Entreprises Gilles Hains ltée", with a total capital stock of $50,000, divided into 60 common shares of $10 each, 200 preferred class "A" shares of $1 each and into 492 preferred class "B" shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie est à Drummondville, district judiciaire de Drummond.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

30184-o 1990-69

Entreprises Gotham inc.
Gotham Enterprises Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de juin 1969, constituant en corporation: Wilfrid Lacroix, comptable, 3660, boulevard St-Charles, Lachenaie, Denis Tremblay, vendeur, et Raymonde Fontaine, téléphoniste, épouse dudit Denis Tremblay, ces deux derniers de 336, 13e rue, Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Entreprises Gotham inc.— Gotham Enterprises Inc. », avec un capital divisé en 20,000 actions ordinaires sans valeur nominale et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 336, 13e rue, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

30184-o 2775-69

Les Entreprises Nifort inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de mai 1969, constituant en corporation: Charles-Auguste Fortin, industriel, 46, Lafleur, Bernard Fortin, industriel, et Jeannine Fortin, industrielle, fille majeure, ces deux derniers de 34, Lafleur, tous trois de Verdun, pour les objets suivants:

Exercer le commerce, l'achat et la vente d'immeubles ainsi que le placement en valeur immobilière, sous le nom de « Les Entreprises Nifort inc. », avec un capital total de $65,000, divisé en 650 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Verdun, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

30184-o 2534-69

Les Entreprises R.Y.R. inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de mai 1969, constituant en corporation: Yvon Vincent, acheteur, Réal Gazaille, et Robert Proulx, ces deux derniers journaliers, tous trois de Saint-Valérien-de-Milton, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de gestion mobilière et immobilière, de portefeuille et de placement, sous le nom de « Les Entreprises R.Y.R. inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Valérien-de-Milton, district judiciaire de Bedford.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

30184-o 2502-69

The head office of the company is at Drummondville, judicial district of Drummond.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

30184 1990-69

Entreprises Gotham inc.
Gotham Enterprises Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of June, 1969, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Wilfrid Lacroix, accountant, 3660 St-Charles Boulevard, Lachenaie, Denis Tremblay, salesman, and Raymonde Fontaine, telephone operator, wife of said Denis Tremblay, the latter two of 336, 13th Street, Laval, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Entreprises Gotham inc.— Gotham Enterprises Inc.", with a capital stock divided into 20,000 common shares without nominal value and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 336, 13th Street, Laval, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

30184 2775-69

Les Entreprises Nifort inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Charles-Auguste Fortin, industrialist, 46 Lafleur, Bernard Fortin, industrialist, and Jeannine Fortin, industrialist spinster of the full age of majority, the two latter of 34 Lafleur, all three of Verdun, for the following purposes:

To deal in, purchase and sell real estate, and to deal in investment in real estate, under the name of "Les Entreprises Nifort inc.", with a total capital stock of $65,000, divided into 650 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Verdun, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

30184 2534-69

Les Entreprises R.Y.R. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Yvon Vincent, purchaser, Réal Gazaille, and Robert Proulx, the latter two labourers, all three of Saint-Valérien-de-Milton, for the following purposes:

To carry on business as a movable and immovable management, holding and investment company, under the name of "Les Entreprises R.Y.R. inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and into 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Saint-Valérien-de-Milton, judicial district of Bedford.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

30184 2502-69

Épicerie Royale (Carleton) inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de juin 1969, constituant en corporation: Léon Viens, épicier, Guy Bernier, entrepreneur, Ghislaine S. Bernier, ménagère, épouse dudit Guy Bernier, et Denis Viens, commis, tous quatre de Carleton, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers, sous le nom de « Épicerie Royale (Carleton) inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Carleton, district judiciaire de Bonaventure.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

30184-o 2670-69

Épicerie Royale (Carleton) inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of June, 1969, have been issued by the Government Administrator of the Province, incorporating: Léon Viens, grocer, Guy Bernier, contractor, Ghislaine S. Bernier, housewife, wife of the said Guy Bernier, and Denis Viens, clerk, all four of Carleton, for the following purposes:

To carry on business as grocers, under the name of "Épicerie Royale (Carleton) inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,000 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Carleton, judicial district of Bonaventure.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

30184 2670-69

Fédération Haltérophile du Québec

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de juin 1969, constituant en corporation sans capital-actions: Jean-Yves Dionne, professeur d'éducation physique, 31, McMahon, Québec, Philippe-A. Saint-Cyr, contremaître, 5910, Agathe, Brossard, Lionel St-Jean, courtier, 10583, Georges-Baril, Montréal, et Yvon Chouinard, constable, 900, 71e rue est, Charlesbourg, pour les objets suivants:

Promouvoir le sport et la culture physique en général et en particulier le sport de l'haltérophilie, sous le nom de « Fédération Haltérophile du Québec ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $50,000.

Le siège social de la corporation est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

30184-o 2145-69

Fédération Haltérophile du Québec

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of June, 1969, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to incorporate a corporation without share capital: Jean-Yves Dionne, physical education professor, 31 McMahon, Québec, Philippe-A. Saint-Cyr, foreman, 5910 Agathe, Brossard, Lionel St-Jean, broker, 10583 Georges-Baril, Montreal, and Yvon Chouinard, constable, 900, 71st St. East, Charlesbourg, for the following purposes:

To promote the practise of sports and physical culture in general, and in particular the sport of weight-lifting, under the name of "Fédération Haltérophile du Québec".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $50,000.

The head office of the corporation is at Québec, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

30184 2145-69

Fleuriste St-Luc inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de juin 1969, constituant en corporation: Pierre Gaudreau, journalier, Louise Gaudreau, tisserande, épouse dudit Pierre Gaudreau, et André Gaouette, journalier, tous trois de 21, Papineau ouest, Saint-Luc, pour les objets suivants:

Faire affaires comme fleuristes, pépiniéristes et cultivateurs de graines, sous le nom de « Fleuriste St-Luc inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 20,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 21, rue Papineau ouest, Saint-Luc, district judiciaire d'Iberville.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

30184-o 974-69

Fleuriste St-Luc inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of June, 1969, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Pierre Gaudreau, labourer, Louise Gaudreau, weaver, wife of said Pierre Gaudreau, and André Gaouette, labourer, all three of 21 Papineau West, Saint-Luc, for the following purposes:

To carry on business as florists, nurserymen and seed growers, under the name of "Fleuriste St-Luc inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and into 20,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 21 Papineau Street West, Saint-Luc, judicial district of Iberville.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

30184 974-69

Garage Port-Cartier ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de juin 1969, constituant en corporation: Jean Dionne, avocat, 202, Cartier, Giuseppe Cunial, administrateur, 696, Gamache, et Gilles Laforge, comptable, 3, Laurin, tous trois de Sept-Iles, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, moteurs, machines et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Garage Port-Cartier ltée », avec un capital divisé en 4,000 actions ordinaires sans valeur nominale.

Le siège social de la compagnie est route 15, Port-Cartier, district judiciaire de Hauterive.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

30184-o 2555-69

Gaz & Soudure Leclair inc. Leclair Gas & Welding Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de mars 1969, constituant en corporation: Jean Côté, 3204, Royale, Giffard, Michel Ouellet, 849, Bellevue, Sainte-Foy, tous deux avocats, et Bernadette Fontaine, secrétaire, fille majeure, 617, 4e avenue, Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme soudeur, maître de forge, fondeur et ouvriers en métaux, sous le nom de « Gaz & Soudure Leclair inc.— Leclair Gas & Welding Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de la valeur nominale de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Duberger, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

30184-o 1527-69

Gen-Tec (1969) inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de mai 1969, constituant en corporation: Jean-Marie Langevin, ingénieur, 1597, Côte Ross, Marc Jessop, 2748, Liégeois, tous deux de Sainte-Foy, et Yvan Gagnon, 1721, de la Capricieuse, Québec, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme électriciens et faire le commerce et l'entretien de toutes sortes d'appareils et accessoires électriques, sous le nom de « Gen-Tec (1969) inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 60,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 40,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

30184-o 2540-69

Myer Hershorn Consultants Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des

Garage Port-Cartier ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of June, 1969, have been issued by the Government Administrator of the Province, incorporating: Jean Dionne, advocate, 202 Cartier, Giuseppe Cunial, administrator, 696 Gamache, and Gilles Laforge, accountant, 3 Laurin, all three of Sept-Iles, for the following purposes:

To carry on business as garage-keepers, and to deal in automobiles, motors, machines and all their accessories and parts, under the name of "Garage Port-Cartier ltée", with a capital stock divided into 4,000 common shares of no nominal value.

The head office of the company is on Route 15, Port-Cartier, judicial district of Hauterive.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

30184 2555-69

Gaz & Soudure Leclair inc. Leclair Gas & Welding Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of March, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean Côté, 3204 Royale, Giffard, Michel Ouellet, 848 Bellevue, St. Foy, both advocates, and Bernadette Fontaine, secretary, spinster of the full age of majority, 617, 4th Avenue, Québec, for the following purposes:

To carry on business as welder, iron-master, founder and metal workers, under the name of "Gaz & Soudure Leclair inc.— Leclair Gas & Welding Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of a nominal value of $1 each.

The head office ofthe company is at Duberger, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

30184 1527-69

Gen-Tec (1969) inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Marie Langevin, engineer, 1597 Côte Ross, Marc Jessop, 2748 Liégeois, both of St. Foy, and Yvan Gagnon, 1721 de la Capricieuse, Québec, the latter two advocates, for the following purposes:

To carry on business as electricians, and to deal in and maintain all kinds of electrical apparatus and appliances, under the name of "Gen-Tec (1969) inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 60,000 common shares of $1 each and 40,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at St. Foy, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

30184 2540-69

Myer Hershorn Consultants Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of June, 1969, have been issued by the

lettres patentes, en date du 6e jour de juin 1969, constituant en corporation: Myer Hershorn, administrateur d'affaires, 1115 ouest, rue Sherbrooke, John Hershorn, avocat et conseil en Loi de la reine, 2300, St-Mathieu et Christine W. Gates, secrétaire juridique, épouse de Jacques Roy, 1010, Habitat '67, cité du Havre, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Agir en qualité de consultants et conseillers généraux en matière de gestion et administration de toute entreprise commerciale ou organisation industrielle, particulièrement l'industrie du textile, sous le nom de « Myer Hershorn Consultants Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et 39,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1115 ouest, rue Sherbrooke, appartements Le Cartier, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

30184 2211-69

International Hardware Corporation Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de juin 1969, constituant en corporation: Julie Joseph, 1080, Bourlamaque, Micheline Durand, 315, 9e rue, toutes deux de Québec, et Louise Bouchard, 1296, Chanoine Morel, Sillery, toutes trois secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tous produits, articles et marchandises, sous le nom de « International Hardware Corporation Limited », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1585, Côte Ross, Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

30184-o 2718-69

Ménard asphalte inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de mai 1969, constituant en corporation: Henri Ménard, industriel, Madeleine Auclair, ménagère, épouse dudit Henri Ménard, tous deux de 79, boulevard Lévesque, et Jean-Jacques Castonguay, comptable, rue Leclerc, tous trois de Saint-Félicien, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Ménard asphalte inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Félicien, district judiciaire de Roberval.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

30184-o 2597-69

Administrator of the Government of the Province, incorporating: Myer Hershorn, business-executive, 1115 Sherbrooke Street West, John Herschorn, advocate and Queen's Counsel, 2300 St. Mathieu, and Christine W. Gates, legal secretary, wife of Jacques Roy, 1010 Habitat '67, Cité du Havre, all three of Montreal, for the following purposes

To act as consultants and advisors in general to the management and executors of any commercial enterprise or industrial organization with particular reference to the textile industry, under the name of "Myer Hershorn Consultants Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 39,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 1115 Sherbrooke Street West, Le Cartier Apartments, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

30184-o 2211-69

International Hardware Corporation Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of June, 1969, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Julie Joseph, 1080 Bourlamaque, Micheline Durand, 315, 9th Street, and Louise Bouchard, 1296 Chanoine Morel, Sillery, all three secretaries, spinsters of the full age of majority, for the following purposes:

To deal in all products, goods and merchandise, under the name of "International Hardware Corporation Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 1585 Côte Ross, St. Foy, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

30184 2718-69

Ménard asphalte inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Henri Ménard, industrialist, Madeleine Auclair, housewife, wife of said Henri Ménard, both of 79 Lévesque Boulevard, and Jean-Jacques Castonguay, accountant, Leclerc Street, all three of Saint-Félicien, for the following purposes:

To carry on business as constructors and general building contractors and to deal in all kinds of material, under the name of "Ménard asphalte inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Saint-Félicien, judicial district of Roberval.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

30184 2597-69

Metalphoto Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de mai 1969, constituant en corporation: Alexandre Morency, industriel, 140, rue St-Jean, suite 316, Thérèse D'Amours, ménagère, épouse dudit Alexandre Morency, 955, Calixa Lavallée, et Jean Cantin, notaire, 132, rue St-Pierre, tous trois de Québec, pour les objets suivant:

Faire affaires comme photographes, sous le nom de « Metalphoto Corp. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

30184-o 2560-69

Ovide Morin inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de mai 1969, constituant en corporation: Ovide Morin, hôtelier, Marie-Paule Asselin, maîtresse de Maison, épouse dudit Ovide Morin, tous deux de La Malbaie, et Victorin Bergeron, comptable agréé, 2590, Plaza, Sillery, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « Ovide Morin inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 6,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Irénée, district judiciaire de Saguenay.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

30184-o 2549-69

Mossos Importing Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de mai 1969, constituant en corporation: Daniel Kingstone, 4985, Iona, Irving L. Adessky, 56, place Heath, Peter Virag, 6709, Lemieux, tous trois de Montréal, Gilles Poulin, 103, Ashton, Saint-Laurent, Dionysia Zerbisias, célibataire, 5525, Westbourne, Côte Saint-Laurent, tous les cinq avocats, Carolyn Schanfield, 2782, McWillis, Saint-Laurent, Lucille Matte, 7094, 14e avenue, et Carole Brais, 8901, Berri, ces deux dernières de Montréal, les trois dernières secrétaires, célibataires, pour les objets suivants:

Manufacturer, importer, exporter, acheter, vendre toutes sortes de produits, articles et marchandises, sous le nom de « Mossos Importing Co. Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

30184 2536-69

Metalphoto Corp.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Alexandre Morency, industrialist, 140 St. John Street, Suite 316, Thérèse D'Amours, housewife, wife of the said Alexandre Morency, 955 Calixa Lavallée, and Jean Cantin, notary, 132 St. Peter Street, all three of Québec, for the following purposes:

To carry on business as photographers, under the name of "Metalphoto Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Québec, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

30184 2560-69

Ovide Morin inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Ovide Morin, innkeeper, Marie-Paule Asselin, housewife, wife of said Ovide Morin, both of La Malbaie, and Victorin Bergeron, chartered accountant, 2590 Plaza, Sillery, for the following purposes:

To operate hotels, taverns, inns and restaurants, under the name of "Ovide Morin inc.", with a total stock of $100,000, divided into 4,000 common shares of $10 each and 6,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Saint-Irénée, judicial district of Saguenay.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

30184 2549-69

Mossos Importing Co. Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Daniel Kingstone, 4985 Iona, Irving L. Adessky, 56 Heath Place, Peter Virag, 6709 Lemieux, all three of Montreal, Gilles Poulin, 103 Ashton, Sait-Laurent, Dionysia Zerbisias, spinster, 5525 Westbourne, Côte Saint-Luc, all five advocates, Carolyn Schanfield, 2782 McWillis, Saint-Laurent, Lucille Matte, 7094, 14th Avenue, and Carole Brais, 8901 Berri, the latter two of Montreal, the latter three secretaries, spinsters, for the following uprposes:

To manufacture, import, export, buy, sell and deal in all kinds of products, articles and merchandise, under the name of "Mossos Importing Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

30184-o 2536-69

Moto-neige Grand Prix inc.
Grand Prix Snowmobile Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de juin 1969, constituant en corporation: Jean-Louis Nagant, homme d'affaires, 435, Branly, Jean-Louis Pelletier, industriel, 670, Monty, François Benoit, hôtelier, 147, boulevard Ste-Rose, Claude Brodeur, 697, boulevard Mille Iles, tous quatre de Laval, et Guy Lebuis, 523, rue Carroll, LaSalle, ces deux derniers administrateurs, pour les objets suivants:

Faire le commerce des autos-neige et tous autres véhicules quelconques de transport, sous le nom de « Moto-neige Grand Prix inc. — Grand Prix Snowmobile Inc. », avec un capital total de $200,000, divisé en 10,000 actions classe « A » d'une valeur nominale de $10 chacune et en 10,000 actions classe « B » d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

30184-o 2015-69

Motoricie inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de juin 1969, constituant en corporation: Pierre Deschenes, avocat, Shawinigan, Roger Huard, professeur, 395, 110e rue, et Alphonse Huard, soudeur, 800, 111e rue, ces deux derniers de Shawinigan-Sud, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, moteurs, machines et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Motoricie inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 9643, boulevard des Hêtres, Shawinigan, district judiciaire de Saint-Maurice.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

30184-o 2698-69

Novab ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de mai 1969, constituant en corporation: Séverin Lachapelle, 1320, Leblanc, Sillery, Gatien Roy, 6895, 4e avenue est, Charlesbourg, et Clément Richard, 3255, de la Paix, Sainte-Foy, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille (holding), sous le nom de « Novab ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

30184-o 2609-69

Moto-neige Grand Prix inc.
Grand Prix Snowmobile Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of June, 1969, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Jean-Louis Nagant, businessman, 435 Branly, Jean-Louis Pelletier, industrialist, 670 Monty, François Benoit, hôtelier, 147 Sainte-Rose Boulevard, Claude Brodeur, 697 Mille Iles Boulevard, all four of Laval, and Guy Lebuis, 523 Carroll Street, LaSalle, the latter two administrators, for the following purposes:

To deal in snowmobiles and all other transport vehicles, under the name of "Moto-neige Grand Prix inc.— Grand Prix Snowmobile Inc.", with a total capital stock of $200,000, divided into 10,000 class "A" shares of a nominal value of $10 each and 10,000 class "B" shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at Laval, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

30184 2015-69

Motoricie inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of June, 1969, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Pierre Deschenes, advocate, Shawinigan, Roger Huard, teacher, 395, 110th Street, and Alphonse Huard, welder, 800, 111th Street, the latter two of Shawinigan South, for the following purposes:

To carry on business as garage-keepers and to deal in automobiles, motors, machines and all accessories and parts thereof, under the name of "Motoricie inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at 9643 des Hêtres Boulevard, Shawinigan, judicial district of Saint-Maurice.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

30184 2698-69

Novab ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Séverin Lachapelle, 1320 Leblanc, Sillery, Gatien Roy, 6895, 4th Avenue East, Charlesbourg, and Clément Richard, 3255 de la Paix, St. Foy, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as a holding company, under the name of "Novab ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

30184 2609-69

Orfa Sportswear Mfg. Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de juin 1969, constituant en corporation: Sheldon Finkelstein, 5712, Wilderton, Pinja E. Blitt, 4505, Plamondon, tous deux de Montréal, et Bernard Gardner, 412, chemin Northcote, Rosemère, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Confectionner des vêtements et articles vestimentaires de toutes sortes, en faire le commerce, sous le nom de « Orfa Sportswear Mfg. Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 6833, De l'Épée, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

30184 2630-69

Orfa Sportswear Mfg. Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of June, 1969, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Sheldon Finkelstein, 5712 Wilderton, Pinja E. Blitt, 4505 Plamondon, both of Montreal, and Bernard Gardner, 412 Northcote Road, Rosemère, all three advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in clothing and wearing apparel of all kinds, under the name of "Orfa Sportswear Mfg. Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 6833 De l'Épée, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

30184-o 2630-69

L'Organisation Via ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de juin 1969, constituant en corporation: André Baumann, ingénieur, Noëlla Leroux, ménagère, épouse dudit André Baumann, tous deux de 1225, Ste-Foy, Saint-Bruno-de-Montarville, et Maurice Martel, avocat et conseil en Loi de la reine, 1301, St-Viateur ouest, Outremont, pour les objets suivants:

Exercer les opérations d'un organisme de consultation, d'assistance, de représentation, de transaction, de gestion, d'exploitation en tout ce qui touche aux sphères du tourisme, des communications, de l'information, du traitement des données, de l'électronique et des transports en général ainsi que tous autres domaines connexes, sous le nom de « L'Organisation Via ltée », avec un capital divisé en 30,000 actions ordinaires sans valeur nominale, 350 actions privilégiées classe « A » d'une valeur nominale de $100 chacune et en 350 actions privilégiées classe « B » d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

30184-o 2607-69

L'Organisation Via ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of June, 1969, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: André Baumann, engineer, Noëlla Leroux, housewife, wife of the said André Baumann, both of 1225 Sainte-Foy, Saint-Bruno-de-Montarville, and Maurice Martel, advocate and Queen's Counsel learned in the Law, 1301 Saint-Viateur West, Outremont, for the following purposes:

To carry on business as a consultation, assistance, representation, transaction, administration and management corporation in fields relating to tourism, communication, information, data processing, electronics and transport generally, as well as in all other related fields, under the name of "L'Organisation Via ltée", with a capital stock divided into 30,000 common shares without nominal value, 350 class "A" preferred shares of a nominal value of $100 each and 350 class "B" preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

30184 2607-69

PaRi 5-10-15 inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de juin 1969, constituant en corporation: Patrick Lévesque, commerçant, Rita Bérubé, ménagère, épouse dudit Patrick Lévesque, tous deux de 2734, Restigouche, et Maurice Hébert, comptable, 2785, boulevard Laurier, tous trois de Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tous produits, articles et marchandises, sous le nom de « PaRi 5-10-15 inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

PaRi 5-10-15 inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of June, 1969, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporation: Patrick Lévesque, trader, Rita Bérubé, housewife, wife of said Patrick Lévesque, both of 2734 Restigouche, and Maurice Hébert, accountant, 2785 Laurier Boulevard, all three of St. Foy, for the following purposes:

To deal in all products, articles and merchandise, under the name of "PaRi 5-10-15 inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and into 300 preferred shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie est à Lorette-ville, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

30184-o 2584-69

Pinard & Simard inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de juin 1969, constituant en corporation: J.-Albert Simard, marchand, rang numéro 2, Grantham-Ouest, Maurice Sigouin, gérant, 144, chemin du Golf, Gilles Bélisle, comptable, 170 B, Des Peupliers, et Madeleine Théroux, secrétaire, fille majeure, 626, rue Brock, ces trois derniers de Drummond-ville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, moteurs, machines et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Pinard & Simard inc. », avec un capital total de $150,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de la valeur nominale de $10 chacune et en 10,000 actions privilégiées de la valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est rang numéro 2, Grantham-Ouest, district judiciaire de Drummond.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

30184-o 2056-69

Piscines Fontainebleau inc.
Fontainebleau Pools Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de juin 1969, constituant en corporation: Henri-Paul Maurais, commerçant, 2905, 8e avenue, Shawinigan-Sud, Ovila Boisvert, papetier, 771, 2e rue, et Léon Arcand, électricien, 75, Des Cèdres, ces deux derniers de Shawinigan, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de piscines de tout genre, sous le nom de « Piscines Fontainebleau inc. — Fontainebleau Pools Inc. », avec un capital total de $35,000, divisé en 150 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 765, 129e rue, Shawinigan-Sud, district judiciaire de Saint-Maurice.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

30184-o 1682-69

Les Placements Fontéga ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de mai 1969, constituant en corporation: Adèle Gagnon, 111, Georges, Charles Gagnon, 26, Guèvremont, tous deux de Sorel, et Gaston Fontaine, 1907, Cardin, Tracy, tous trois comptables, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Les Placements Fontéga ltée », avec un capital divisé en 420 actions classe « A » sans valeur nominale, 7,600 actions classe « B »

The head office of the company is at Lorette-ville, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

30184 2584-69

Pinard & Simard inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of June, 1969, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: J.-Albert Simard, merchant, Range number 2, Grantham West, Maurice Sigouin, manager, 144 Golf Road, Gilles Bélisle, accountant, 170 B Des Peupliers, and Madeleine Théroux, secretary, spinster of the full age of majority 626 Brock Street, the latter three of Drummond-ville, for the following purposes:

To carry on business as garage-keepers and to deal in automobiles, motors, machines and all their accessories and parts, under the name of "Pinard & Simard inc.", with a total capital stock of $150,000, divided into 5,000 common shares of a nominal value of $10 each and 10,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at Range number 2, Grantham West, judicial district of Drummond.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

30184 2056-69

Piscines Fontainebleau inc.
Fontainebleau Pools Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of June, 1969, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Henri-Paul Maurais, trader, 2905, 8th Avenue, Shawinigan South, Ovila Boisvert, stationer, 771, 2nd Street, and Léon Arcand, electrician, 75 Des Cèdres, the latter two of Shawinigan, for the following purposes:

To manufacture and deal in swimming pools of all kinds, under the name of "Piscines Fontainebleau inc. — Fontainebleau Pools Inc.", with a total capital stock of $35,000, divided into 150 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 765, 129th Street, Shawinigan South, judicial district of Saint-Maurice.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

30184 1682-69

Les Placements Fontéga ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Adèle Gagnon, 111 Georges, Charles Gagnon, 26 Guèvremont, both of Sorel, and Gaston Fontaine, 1907 Cardin, Tracy, all three accountants, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Les Placements Fontéga ltée", with a capital stock divided into 420 class "A" shares without nominal value,

sans valeur nominale et en 11,980 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 111, rue Georges, Sorel, district judiciaire de Richelieu.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

30184-o 1062-69

Placements Gilmont inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de mai 1969, constituant en corporation: Gilles Vendette, pharmacien, 6840, Davila, Saint-Léonard, Claudette Perryman, commis, épouse dudit Gilles Vendette, 9173, Châteaubriand, Montréal, Marcel Robitaille, entrepreneur, 3535, rue Messier, Montréal, et Roger Sirard, pharmacien, 76, Marie-Boulard, Boucherville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de construction et de placement, sous le nom de « Placements Gilmont inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 400 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Léonard, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

30184-o 2470-69

Les Placements Orcal inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de juin 1969, constituant en corporation: Yvon Lacroix, dessinateur, 674, 9e avenue, Nicole Lacroix, secrétaire, fille majeure, Pierre Lacroix, professeur, Michel Lacroix, électricien, tous trois de 709, 9e avenue, tous quatre de Lachine, et Fernand Lacroix, surveillant, 500, Terrasse Newman, app. 207, LaSalle, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Les Placements Orcal inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 35,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

30184-o 2737-69

Placements J.E. St-Laurent inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de juin 1969, constituant en corporation: Pierre Lalande, avocat, Charlotte Dubois, ménagère, épouse dudit Pierre Lalande, tous deux de 1, Place Laval, Laval, et Ginette Huneault, secrétaire, fille majeure, 7283, rue Berri, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction, de placement et de portefeuille (holding), sous le nom de « Placements J.E. St-Laurent inc. », avec un capital total de $75,000,

7,600 class "B" shares without nominal value and into 11,980 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at 111 Georges Street, Sorel, judicial district of Richelieu.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

30184 1062-69

Placements Gilmont inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gilles Vendette, pharmacist, 6840 Davila, Saint-Léonard, Claudette Perryman, clerk, wife of the said Gilles Vendette, 9173 Châteaubriand, Montreal, Marcel Robitaille, contractor, 3535 Messier Street, Montreal, and Roger Sirard, pharmacist, 76 Marie-Boulard, Boucherville, for the following purposes:

To carry on business as a construction and investment company, under the name of "Placements Gilmont inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of $10 each and 400 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at Saint-Léonard, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

30184 2470-69

Les Placements Orcal inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of June, 1969, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Yvon Lacroix, draughtsman, 674, 9th Avenue, Nicole Lacroix, secretary, spinster of the full age of majority, Pierre Lacroix, teacher, Michel Lacroix, electrician, all three of 709, 9th Avenue, all four of Lachine, and Fernand Lacroix, supervisor, 500 Newman Terrace, Apt. 207, LaSalle, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Les Placements Orcal inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 5,000 common shares of $1 each and 35,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

30184 2737-69

Placements J.E. St-Laurent inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of June, 1969, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Pierre Lalande, advocate, Charlotte Dubois, housewife, wife of said Pierre Lalande, both of 1 Place Laval, Laval, and Ginette Huneault, secretary, spinster of the full of majority, 7283 Berri Street, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction, investment and holding company, under the name of "Placements J.E. St-Laurent inc.", with a total capital stock of $75,000, divided

divisé en 30 actions ordinaires de $10 chacune, 100 actions privilégiées classe « A » de $1 chacune et en 746 actions privilégiées classe « B » de $100 chacune.

Le siège social de .a compagnie est 641, 2e rue est, Amos, district judiciaire d'Abitibi.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

30184-o 67-79

into 30 common shares of $10 each, 100 preferred class "A" chares of $1 each and into 746 preferred preferred class "B" shares of $100 each.

The head office of the company is at 641, 2nd Street East, Amos, judicial district of Abitibi.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

38104 67-69

Placements Unico inc.
Unico Investments Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de mai 1969, constituant en corporation: Lucien Chevalier, coiffeur, 3377, Grande-Allée, Camille Gauthier, restaurateur, 3416, Grande-Allée, Claude Goulet, électricien, 1824, Cartier, André Godin, gérant, 1758, Walnut, Maurice Desgroseilliers, électricien, 3037, Mackay, Albert Lacasse, agent d'assurance, 1859, Marie, Jean-Guy Plante, spécialiste en réfrigération, 1583, Albert, Claude Riberdy, maître plombier, 1443, Cartier, et Carol Lapointe, comptable, 1897, Bonaparte, tous de Laflèche, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Placements Unico inc. —Unico Investments Inc. », avec un capital total de $250,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 5,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1824, rue Cartier, Laflèche, district judiciaire de Montréal.

Lr sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

30184-o 2593-69

Placements Unico inc.
Unico Investments Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Lucien Chevalier, hairdresser, 3377 Grande-Allée, Camille Gauthier, restaurant-keeper, 3416 Grande-Allée, Claude Goulet, electrician, 1824 Cartier, André Godin, manager, 1758 Walnut, Maurice Desgroseilliers, electrician, 3037 Mackay, Albert Lacasse, insurance agent, 1859, Marie Jean-Guy Plante, refrigeration specialist 1583 Albert, Claude Riberdy, master plumber, 1443 Cartier, and Carol Lapointe, accountant, 1897 Bonaparte, all of Laflèche, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Placements Unico inc. — Unico Investments Inc.", with a total capital stock of $250,000, divided into 20,000 common shares of $10 each and into 5,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 1824 Cartier Street, Laflèche, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

30184 2593-69

Playbull Steak House Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de mai 1969, constituant en corporation: Julie Joseph, 1080, Bourlamaque, Marthe Lessard, 354, Lavigueur, toutes deux de Québec, et Louise Bouchard, 1296, Chanoine Morel, Sainte-Foy, toutes trois secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Playbull Steak House Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

30184-o 2485-69

Playbull Steak House Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Julie Joseph, 1080 Bourlamaque, Marthe Lessard, 354 Lavigueur, both of Québec, and Louise Bouchard, 1296 Chanoine Morel, St. Foy, all three secretaries, spinsters of the full age of majority, for the following purposes:

To carry on business as restaurant keepers, under the name of "Playbull Steak House Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Québec, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

30184 2485-69

Plomberie & Chauffage André Gendron inc.
André Gendron Plumbing & Heating Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de mai 1969, constituant en corporation: Isidore Greenbaum, 615, Westluke, Côte Saint-Luc, Aaron Pollack, 900, Rockland, Montréal, tous deux avocats, et Shirley Najovits, secrétaire, célibataire, 1330, Allan, Laval, pour les objets suivants:

Plomberie & Chauffage André Gendron inc.
André Gendron Plumbing & Heating Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Isidore Greenbaum, 615 Westluke, Côte Saint-Luc, Aarno Pollack, 900 Rockland, Montreal, both advocates, and Shirley Najovits, secretary, spinster, 1330 Allan, Laval, for the following purposes:

Exploiter un commerce d'entrepreneurs en plomberie, chauffage et refrigération, sous le nom de « Plomberie & Chauffage André Gendron inc. — André Gendron Plumbing & Heating Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

30184 2233-69

Poly-Tec Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de mai 1969, constituant en corporation: Limperis Limperis, ingénieur, 8989, St-Urbain, Montréal, Dionysia Zerbisias, avocate, célibataire, 5525, Westbourne, Côte Saint-Luc, et Irving L. Adessky, avocat, 56, place Heath, Hampstead, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce de constructeurs et entrepreneurs, sous le nom de « Poly-Tec Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune et 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

30184 2577-69

Marcel Pouliot inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de mai 1969, constituant en corporation: Rolande Ouellet, secrétaire, fille majeure, 1580, Cadillac, Québec, Dolorès Garneau, réceptionniste, fille majeure, 5295, Royale, Boischatel, et Marc Cantin, avocat, 124, Côte du Passage, Lévis, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en plomberie, chauffage et en réfrigération, sous le nom de « Marcel Pouliot inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Charny, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

30184-o 2230-69

Québec Box Manufacturing and Paper Corporation Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de mai 1969, constituant en corporation: Peter Nickoletopoulos, vendeur, Harry Nickoletopoulos, épicier, tous deux de 4050, Côte Ste-Catherine, app. 4, et John Argyris, machiniste, 7553, Outremont, app. 2, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

To carry on business as plumbing, heating and refrigeration contractors, under the name of "Plomberie & Chauffage André Gendron inc. — André Gendron Plumbing & Heating Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of the par value of $1 each and 3,000 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

30184-o 2233-69

Poly-Tec Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Limperis Limperis, engineer, 8989 St. Urbain, Montreal, Dionysia Zerbisias, advocate, spinster, 5525 Westbourne, Côte Saint-Luc, and Irving L. Adessky, advocate, 56 Heath Place, Hampstead, for the following purposes:

To carry on business as builders and contractors, under the name of "Poly-Tec Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 common shares of $10 each and 1,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

30184-o 2577-69

Marcel Pouliot inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Rolande Ouellet, secretary, spinster of the full age of majority, 1580 Cadillac, Québec, Dolorès Garneau, receptionist, spinster of the full age of majority, 5295 Royale, Boischatel, and Marc Cantin, advocate, 124 Côte du Passage, Lévis, for the following purposes:

To carry on business as plumbing, heating and refrigeration contractors, under the name of "Marcel Pouliot inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and into 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Charny, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

30184 2230-69

Québec Box Manufacturing and Paper Corporation Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Peter Nickoletopoulos, salesman, Harry Nickoletopoulos, grocer, both of 4050 Côte St. Catherine, Apt. 4, and John Argyris, machinist, 7553 Outremont, Apt. 2, all three of Montreal, for the following purposes:

Fabriquer des boîtes de carton, de la papeterie, des étiquettes et fiches, en faire le commerce, sous le nom de « Québec Box Manufacturing and Paper Corporation Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

30184 2413-69

R.J.P. Holdings Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de mai 1969, constituant en corporation: Jack Lighstone, 68, chemin Stratford, Hampstead, Marvin Riback, 5621, avenue Palmer, tous deux avocats, et Sarah Applebaum, secrétaire, célibataire, 5608, avenue Wolseley, ces deux derniers de Côte Saint-Luc, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de « R.J.P. Holdings Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2585, rue Allard, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

30184 2532-69

Renor construction ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de juin 1969, constituant en corporation: Rémi Blackburn, 9420, Henri-Bourassa, René Hudon, 9455, Ampleman, tous deux de Charlesbourg, et Oscar Hudon, 4150, 55e rue, Montréal, tous trois constructeurs, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Renor construction ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 24,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 16,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Charlesbourg, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

30184-o 2671-69

Restaurama Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de mai 1969, constituant en corporation: Melvin S. Kronish, Allan Zilbert, tous deux avocats, et Jean F. Nesbitt, secrétaire, célibataire, tous trois de 1255, carré Phillips, Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce de restaurateurs, sous le nom de « Restaurama Inc. », avec un capital

To manufacture and deal in paper boxes, stationery, tags and labels, under the name of "Québec Box Manufacturing and Paper Corporation Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of a par value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

30184-o 2413-69

R.J.P. Holdings Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jack Lightstone, 68 Stratford Road, Hampstead, Marvin Riback, 5621 Palmer Avenue, both advocates, and Sarah Applebaum, secretary, spinster, 5608 Wolseley Avenue, the latter two of Côte Saint-Luc, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "R.J.P. Holdings Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 2585 Allard Street, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

30184-o 2532-69

Renor construction ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of June, 1969, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Rémi Blackburn, 9420 Henri-Bourassa, René Hudon, 9455 Ampleman, both of Charlesbourg, and Oscar Hudon, 4150, 55th Street, Montreal, all three constructors, for the following purposes:

To carry on business as constructors and general building contractors, and to deal in all kinds of materials, under the name of "Renor construction ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 24,000 common shares of $1 each and 16,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Charlesbourg, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

30184 2671-69

Restaurama Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Melvin S. Kronish, Allan Zilbert, both advocates, and Jean F. Nesbitt, secretary, spinster, all three of 1255 Phillips Square, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Restaurama Inc.", with a total

total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1430, Rainville, Jacques-Cartier, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

30184 2531-69

Reynolds Air Services Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de mai 1969, constituant en corporation: Morris Chaikelson, 4950, avenue Ponsard, Mortimer Chaikelson, 5893, avenue Clanranald, tous deux avocats, et Thérèse Perreault, secrétaire, célibataire, 5533 est, Henri Bourassa, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Fournir un service de messagerie et d'expédition, sous le nom de « Reynolds Air Services Inc. », avec un capital total de $75,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 6,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4549, avenue Harvard, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

30184 2453-69

Rockway Enterprises Inc.
Les Entreprises Rockway inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de juin 1969, constituant en corporation: Brian Crone, constructeur, Roy Crone, contremaître, et Doris Crone, ménagère, épouse d'Arthur Sirois, tous trois d'Huberdeau, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce de constructeurs et d'entrepreneurs, sous le nom de « Rockway Enterprises Inc.— Les Entreprises Rockway inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Huberdeau, district judiciaire de Terrebonne.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

30184 2169-69

St. Augustine Sunset Campground Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de mai 1969, constituant en corporation: André Simard, 4767, Du Tremblay, Laval, Jean-Pierre Hébert, 214, Dauphiné, Préville, tous deux avocats, et Francine Pruneau, secrétaire, épouse de Gilles Veillette, 2342, rue Théodore, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce d'exploitants de terrains de camping et de jeux, sous le nom de « St. Augustine Sunset Campground Inc. », avec un capital-actions divisé en 40,000 actions ordinaires sans valeur au pair.

capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 1430 Rainville, Jacques-Cartier, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

30184-o 2531-69

Reynolds Air Services Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Morris Chaikelson, 4950 Ponsard Avenue, Mortimer Chaikelson, 5893 Clanranald Avenue, both advocates, and Thérèse Perreault, secretary, spinster, 5533 Henri Bourassa East, all three of Montreal, for the following purposes:

To provide a general messenger and forwarding service, under the name of "Reynolds Air Services Inc.", with a total capital stock of $75,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 6,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 4549 Harvard Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

30184-o 2453-69

Rockway Enterprises Inc.
Les Entreprises Rockway inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of June, 1969, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Brian Crone, builder, Roy Crone, foreman, and Doris Crone, housewife, wife of Arthur Sirois, all three of Huberdeau, for the following purposes:

To carry on business as builders and contractors, under the name of "Rockway Enterprises Inc.— Les Entreprises Rockway inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Huberdeau, judicial district of Terrebonne.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

30184-o 2169-69

St. Augustine Sunset Campground Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: André Simard, 4767 Du Tremblay, Laval, Jean-Pierre Hébert, 214 Dauphiné, Préville, both lawyers, and Francine Pruneau, secretary, wife of Gilles Veillette, 2342 Théodore Street, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as camps and sports ground operators, under the name of "St. Augustine Sunset Campground Inc.", with a capital stock divided into 40,000 common shares without par value.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

30184 2013-69

St. Edward's House
La Maison St. Edward

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de mai 1969, constituant en corporation sans capital-actions: Harry St. Clair Hilchey, membre du clergé, 3450, Atwater, Montréal, Joan Bovington, ménagère, épouse de Frank Bovington, 1671, Leprohon, Montréal, Kenneth Buchan, travailleur social, 420 Fothergill, LaSalle, Hendrik Willem Blasé, aumônier, 59, Alie, Dollard-des-Ormeaux, Paul F. W. Busing, membre du clergé, 6, place Redpath, Westmount, Kenneth I. Cleator, membre du clergé, 5757, Roslyn, Montréal, Stephen C. Cumas, travailleur social, 91, Hullowell, Montréal, G. Ahford Dunn, marchand, 640, Graham, Mont-Royal, George A. Donald, comptable, 349, Metcalfe, Westmount, Albert E. Hawes, prêtres, 4885, Trenholme, Montréal, Donald G. MacKay, médecin, 4449, Montrose, Westmount, Joseph W. McCarthy, prêtre, 4155, Forbes, Montréal, Alan McFarlane, prêtre, 3, place Bellerive, Laval, Edward D. Payne, aumônier, 1, Weredale Park, Westmount, Samuel L. Polland, prêtre, 10961, Esplanade, Montréal, E. Eulalie Shipley, ménagère, épouse de John B. Shipley, 207, Braebook, Pointe-Claire, Stanley A. Smith, vendeur de placements, 135, Walnut, Saint-Lambert, Latimer S. Watson, gérant d'assurance, 431, Carlyle, Montréal, et William P. Keating, avocat, 379, Portland, Mont-Royal, pour les objets suivants:

Fournir une maison de transition aux hommes libérés des institutions de correction ou désignés par les cours de justice ou agences publiques, sous le nom de « St. Edward House — La Maison St. Edward ».

Le montant auquel est limité la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut posséder ou détenir est de $100,000.

Le siège social de la comparation est 900 est, rue Sherbrooke, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

30184 72-69

St-Georges draperies inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de mai 1969, constituant en corporation: Billy Gousse, commerçant, Louise Veilleux, secrétaire, épouse dudit Billy Gousse, tous deux de 720, 16e rue, Saint-Georges-Ouest, et Jean Langevin, comptable agréé, 7620, avenue Hoffman, Charlesbourg, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tissus, meubles et nouveautés de toutes sortes, sous le nom de « St-Georges draperies inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 250 actions ordinaires de $100 chacune et en 150 actions privilégiées de $100 chacune.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

30184-o 2013-69

St. Edward's House
La Maison St. Edward

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Harry St. Clair Hilchey, clergyman, 3450 Atwater, Montreal, Joan Bovington, housewife, wife of Frank Bovington, 1671 Leprohon, Montreal, Kenneth Buchan, social worker, 420 Fothergill, LaSalle, Hendrik Willem Blasé, chaplain, 59 Alie, Dollard-des-Ormeaux, Paul F. W. Busing, clergyman, 6 Redpath Place, Westmount, Kenneth I. Cleator, clergyman, 5757 Roslyn, Montreal, Stephen C. Cumas, social worker, 91 Hullowell, Montreal, G. Ahford Dunn, merchant, 640 Graham, Mount Royal, George A. Donald, accountant, 349 Metcalfe, Westmount, Albert E. Hawes, priest, 4885 Trenholme, Montreal, Donald G. MacKay, physician, 4449 Montrose, Westmount, Joseph W. McCarthy, priest, 4155 Forbes, Montreal, Alan McFarlane, priest, 3 Place Bellerive, Laval, Edward D. Payne, chaplain, 1 Weredale Park, Westmount, Samuel L. Polland, priest, 10961 Esplanade, Montreal, E. Eulalie Shipley, housewife, wife of John B. Shipley, 207 Braebook, Pointe-Claire, Stanley A. Smith, investment dealer, 135 Walnut, Saint-Lambert, Latimer S. Watson, insurance manager, 431 Carlyle, Montreal, and William P. Keating, advocate, 379 Portland, Mount Royal, for the following purposes:

To provide a transition house for men released from correctional institutions, or referred by courts or public agencies, under the name of "St. Edward's House — La Maison St. Edward".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold or own, is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation is at 900 Sherbrooke Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

30184-o 72-69

St-Georges draperies inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Billy Gousse, trader, Louise Veilleux, secretary, wife of the said Billy Gousse, both of 720, 16th Street, Saint-Georges West, and Jean Langevin, chartered accountant, 7620 Hoffman Avenue, Charlesbourg, for the following purposes:

To deal in fabrics, furniture and novelties of all kinds, under the name of "St-Georges draperies inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 250 common shares of $100 each and 150 preferred shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie est 400, 2e avenue, Saint-Georges-Est, district judiciaire de Beauce.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

30184-o 2613-69

The head office of the company is at 400, 2nd Avenue, Saint-Georges East, judicial district of Beauce.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

30184 2613-69

St-Jarre & Legault ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de juin 1969, constituant en corporation: Émile St-Jarre, industriel, Annette Adam, ménagère, épouse dudit Émile St-Jarre, tous deux de 160, Abitibi, Malartic, et Laurier Legault, ingénieur, 437, rue du Bord, Saint-Eustache, pour les objets suivants:

Exercer le commerce du transport d'écoliers, de passagers et de marchandises par voie de terre, sous le nom de « St-Jarre & Legault ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Malartic, district judiciaire d'Abitibi.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

30184-o 2274-69

St-Jarre & Legault ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of June, 1969, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Émile St-Jarre, industrialist, Annette Adam, housewife, wife of the said Émile St-Jarre, both of 160 Abitibi, Malartic, and Laurier Legault, engineer, 437 du Bord Street, Saint-Eustache, for the following purposes:

To operate a transport by land business for school boys and girls, passengers and merchandise, under the name of "St-Jarre & Legault ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Malartic, judicial district of Abitibi.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Coperatives.

30184 2274-69

Salon Claudine (LaSalle) inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de juin 1969, constituant en corporation: Claude-A. Sheppard, 5030, Glencairn, Theodore H. Shapiro, 5175, Côte St-Luc, tous deux avocats, et Claudine Proutat, secrétaire, fille majeure, 200, Corot, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un salon de coiffure sous toutes ses formes, sous le nom de « Salon Claudine (LaSalle) inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à LaSalle, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

30184-o 2659-69

Salon Claudine (LaSalle) inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of June, 1969, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Claude-A. Sheppard, 5030 Glencairn, Theodore H. Shapiro, 5175 Côte Saint-Luc, both advocates, and Claudine Proutat, secretary, spinster of the full age of majority, 200 Corot, all three of Montreal, for the following purposes:

To operate a beauty parlor in all its specialties, under the name of "Salon Claudine (LaSalle) inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at LaSalle, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

30184 2659-69

La Scierie Aimé Gaudreau inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour d'avril 1969, constituant en corporation: Charles Tremblay, 2770, Mont-Royal, Jean-Marie Bouchard, 2897, Providence, et Jean Beauvais, 1622, rue des Rocs, tous trois avocats, de Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Industrie et commerce de bois, sous le nom de « La Scierie Aimé Gaudreau inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

30184-o 1754-69

La Scierie Aimé Gaudreau inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Charles Tremblay, 2770 Mont-Royal, Jean-Marie Bouchard, 2897 Providence, and Jean Beauvais, 1622 des Rocs Street, all three advocates, of St. Foy, for the following purposes:

The lumber trade and industry, under the name of "La Scierie Aimé Gaudreau inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at Québec, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

30184 1754-69

Société de financement Pilaco inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de décembre 1968, constituant en corporation: Calongero Alacchi, 9053, Verville, Vincenzo Alacchi, 9051, Verville, tous deux de Montréal, et Pietro Cammalleri, 11085, Audoin, Montréal-Nord, tous trois constructeurs, pour les objets suivants:

Exercer généralement les opérations commerciales et financières d'une société de gestion et de placement, sous le nom de « Société de financement Pilaco inc. », avec un capital total de $150,000, divisé en 7,500 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 750 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 6523 A, rue Jarry, Saint-Léonard, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

30184-o 5934-68

Société de financement Pilaco inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Calongero Alacchi, 9053 Verville, Vincenzo Alacchi, 9051 Verville, both of Montreal, and Pietro Cammalleri, 11085 Audoin, Montreal North, all three constructors, for the following purposes:

To carry on business generally in the commercial and financial operations of a management and investment company, under the name of "Société de financement Pilaco inc.", with a total capital stock of $150,000, divided into 7,500 common shares of a nominal value of $10 each and 750 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at 6523A Jarry Street, Saint-Léonard, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

30184 5934-68

La Société Télécab limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de juin 1969, constituant en corporation: Farid A. Cheftechi, commis en Loi, 6950, avenue Fielding, app. 615, Wentworth S. Lee, commis, 1475, boulevard Dorchester ouest, Theodore W. Martinson, commis, 4217, boulevard de Maisonneuve, tous trois de Montréal, Paul Piché, 7898, avenue George, et Colin R. Chisholm, 736, 41e avenue, ces deux derniers commis, de LaSalle, pour les objets suivants:

Acquérir, louer, détenir à titre de propriétaire, établir, outiller, équiper, entretenir et exploiter un ou des systèmes de télévision par câble et/ou un ou des systèmes de télévision et radio par antenne commune et des stations radiodiffusion et de réception, sous le nom de « La Société Télécab limitée », avec un capital divisé en 40,000 actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et cooperatives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

30184-o 2761-69

La Société Télécab limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of June, 1969, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Farid A. Cheftechi, law clerk, 6950 Fielding Avenue, Apt. 615, Wenworth S. Lee, clerk, 1475 Dorchester Boulevard West, Theodore W. Martinson, clerk, 4217 de Maisonneuve Boulevard, all three of Montreal, Paul Piché, 7898 George Avenue, and Colin R. Chisholm, 736, 41st Avenue, the latter two clerks of LaSalle, for the following purposes:

To purchase, rent, hold as proprietor, establish, supply, equip, maintain and operate one or several television cable systems and/or one or several television and radio systems by common antenna and broadcasting and receiving stations, under the name of "La Société Télécab limitée », with a capital stock divided into 40,000 common shares without par value.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

30184 2761-69

Station-Service Le Forum ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de mai 1969, constituant en corporation: Maxwell Shenker, Max M. Teitelbaum tous deux avocats, de 1010 ouest, rue Ste-Catherine, bureau 620, et Miriam Bernard, secrétaire, célibataire, 2980, chemin Bedford, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des stations de service, sous le nom de « Station-Service Le Forum ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Station-Service Le Forum ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Maxwell Shenker, Mac M. Teitelbaum, both advocates, of 1010 St. Catherine Street West, Suite 620, and Miriam Bernard, secretary, spinster, 2980 Bedford Road, all three of Montreal, for the following purposes:

To operate service stations, under the name of "Station-Service Le Forum ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

30184 2367-69

Taxi Sénécal inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de juin 1969, constituant en corporation: Réjeanne Dubois, ménagère, veuve de Adrien Sénécal, Jean-Marc Sénécal, hôtelier, et Régent Sénécal, étudiant, tous trois de 27, rue De Niverville, Boucherville, pour les objets suivants:

Exploiter une station de taxis, sous le nom de « Taxi Sénécal inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Boucherville, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

30184-o 2720-69

Télé-Service de Thetford inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de mai 1969, constituant en corporation: Germain Laflamme, maître électricien, Rita Cloutier, ménagère, épouse dudit Germain Laflamme, tous deux de 389, Johnson ouest, et Andrée Gagné, secrétaire, fille majeure, 81, Notre-Dame sud, tous trois de Thetford Mines, pour les objets suivants:

Acquérir, louer, posséder, établir, outiller, entretenir et exploiter des entreprises de service téléphonique et autres moyens de communication, sous le nom de « Télé-Service de Thetford inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 389, rue Johnson ouest, Thetford Mines, district judiciaire de Mégantic.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

30184-o 2423-69

Tex-Style Dyers Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de mai 1969, constituant en corporation: Yoine Goldstein, 4530, Côte des Neiges, Robert Lefcort, 5025, Macdonald, tous deux de Montréal, et Leonard W. Flanz, 5750, Trinity, Côte Saint-Luc, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce de nettoyeurs, presseurs, teinturiers, buandiers, raccomodeurs et manufacturiers de tapis, autres tissus, marchandises, fournitures de ménage et accessoires de toutes sortes et descriptions, sous le nom de « Tex-Style Dyers Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,500 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 1,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

30184-o 2367-69

Taxi Sénécal inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of June, 1969, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Réjeanne Dubois, housewife, widow of Adrien Sénécal, Jean-Marc Sénécal, innkeeper, and Régent Sénécal, student, all three of 27 De Niverville Street, Boucherville, for the following purposes:

To operate a taxi stand, under the name of "Taxi Sénécal inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 200 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Boucherville, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

30184 2720-69

Télé-Service de Thetford inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Germain Laflamme, master electrician, Rita Cloutier, housewife, wife of said Germain Laflamme, both of 389 Johnson West, and Andrée Gagné, secretary, spinster of the full age of majority, 81 Notre-Dame South, all three of Thetford Mines, for the following purposes:

To purchase, rent, own, establish, equip, maintain and operate telephone service and other means of communication businesses, under the name of "Télé-Service de Thetford inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 389 Johnson Street West, Thetford Mines, judicial district of Mégantic.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

30184 2423-69

Tex-Style Dyers Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Yoine Goldstein, 4530 Côte des Neiges, Robert Lefcort, 5025 Macdonald, both of Montreal, and Leonard W. Flanz, 5750 Trinity, Côte Saint-Luc, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of cleaners, pressers, dyers, launderers, repairers and manufacturers of carpets, other fabrics, goods, household furnishings and materials of all kinds and descriptions, under the name of "Tex-Style Dyers Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,500 common shares of the par value of $10 each and 1,500 preferred shares of the par value of $10 each.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

30184 2636-69

Léo Thibault, courtiers d'assurances, inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de mai 1969, constituant en corporation: Léo Thibault, courtier d'assurances agréé, Fannie Bordier, directrice familiale, épouse dudit Léo Thibault, tous deux de 248, 5e avenue, et Claude Gingues, agent de réclamation, 1348, Cherbourg, tous trois de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Exploiter un bureau de courtiers d'assurances, sous le nom de « Léo Thibault, courtiers d'assurances, inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 39,500 actions privilégiées d'une valeur nominale de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

30184-o 2645-69

Toolstar Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de juin 1969, constituant en corporation: Lorenzo Colombini, machiniste, Palmina Colombini, secrétaire, épouse dudit Lorenzo Colombini, tous deux de 3951, Masson, et Serge Archambault, comptable, 7361, Pie IX, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de machines, outils et appareils, sous le nom de « Toolstar Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

30184-o 2666-69

Trade-Winds International Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de mai 1969, constituant en corporation: Michel Benabou, 2685, rue Goyer, John Coventry, 7040, avenue Papineau, tous deux gérants, et Kenneth Green, manufacturier, 5280, boulevard Décarie, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer du plastique, de la fibre de verre, céramique, des produits et marchandises, en faire le commerce, sous le nom de « Trade-Winds International Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

30184-o 2636-69

Léo Thibault, courtiers d'assurances, inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Léo Thibault, accredited insurance broker, Fannie Bordier, family directress, wife of the said Léo Thibault, both of 248, 5th Ave., and Claude Gingues, claims adjuster, 1348 Cherbourg, all three of Sherbrooke, for the following purposes:

To operate an insurance brokers office, under the name of "Léo Thibault, courtiers d'assurances, inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of a nominal value of $1 each and 39,500 preferred shares of a nominal value of $1 each.

The head office of the company is at Sherbrooke, judicial district of Saint-François.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

30184 2645-69

Toolstar Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of June, 1969, habe been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Lorenzo Colombini, machinist, Palmina Colombini, secretary, wife of the said Lorenzo Colombini, both of 3951 Masson, and Serge Archambault, accountant, 7361 Pie IX, all three of Montreal, for the following purposes:

To deal in all kinds of machines, tools and appliances, under the name of "Toolstar Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal North, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

30184 2666-69

Trade-Winds International Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Michel Benabou, 2685 Goyer Street, John Coventry, 7040 Papineau Avenue, both managers, and Kenneth Green, manufacturer, 5280 Décarie Boulevard, all three of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in plastic, fiberglass, ceramics products and merchandise, under the name of "Trade-Winds International Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

30184 2508-69

Trans Ocean Finance Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de mai 1969, constituant en corporation: Samuel Chait 4, Surrey Gardens, Westmount, Ralph Lipper, 1550, avenue McGregor, Montréal, et David Katznelson, 5526, avenue Ashdale, Côte Saint-Luc, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Établir, lancer, organiser ou mettre en valeur toute corporation, compagnie, syndicat, firme, association, entreprise ou sous-entreprise, sous le nom de « Trans Ocean Finance Corporation », avec un capital total de $100,000, divisé en 100,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1315 ouest, de Maisonneuve, Montréal, ditrict judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

30184 2439-69

Transport Yvan Côté inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de juin 1969, constituant en corporation: Yvan Côté, homme d'affaires, Jeanine Gagnon, ménagère, épouse dudit Yvan Côté, tous deux de 2320, St-Jean-Baptiste, et Roger Page, avocat, 367, Marie-Rollet, tous trois de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Transport Yvan Côté inc, », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

30184-o 2653-69

Unipom ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de mai 1969, constituant en corporation: René Lachance, notaire, 247, De Bellefeuille, Françoise Théorêt, secrétaire, épouse de Guy Jérôme, 91, De Bellefeuille, tous deux de Saint-Eustache, et Christiane Forget, secrétaire, fille majeure, 206, 17e avenue, Deux-Montagnes, pour les objets suivants:

Faire le commerce de pommes, leurs dérivés et tous les sous-produits provenant des pommes et autres fruits et légumes, sous le nom de « Unipom ltée », avec un capital total de $150,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune et en 500 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

30184-o 2508-69

Trans Ocean Finance Corporation

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Samuel Chait, 4 Surrey Gardens, Westmount, Ralph Lipper, 1550 McGregor Avenue, Montreal, and David Katznelson, 5526 Ashdale Avenue, Côte Saint-Luc, all three advocates, for the following purposes:

To establish, promote, organize, manage or develop any corporation, company, syndicate, firm, partnership, enterprise or undertaking, under the name of "Trans Ocean Finance Corporation", with a total capital stock of $100,000, divided into 100,000 common shares of a par value of $1 each.

The head office of the company is at 1315 de Maisonneuve West, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

30184-o 2439-69

Transport Yvan Côté inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of June, 1969, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Yvan Côté, businessman, Jeanine Gagnon, housewife, wife of the said Yvan Côté, both of 2320 Saint-Jean-Baptiste, and Roger Page, advocate, 367 Marie-Rollet, all three of Chicoutimi, for the following purposes:

To carry on business as a transport company, under the name of "Transport Yvan Côté inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Depyty Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

30184 2653-69

Unipom ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: René Lachance, notary, 247 De Bellefeuille, Françoise Théorêt, secretary, wife of Guy Jérôme, 91 De Bellefeuille, both of Saint-Eustache, and Christiane Forget, secretary, spinster of the full age of majority, 206, 17th Avenue, Two Mountains, for the following purposes:

To deal in apples, their by-products and all by-products relating to apples and other fruits and vegetables, under the name of "Unipom ltée", with a total capital stock of $150,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of $100 each and into 500 preferred shares of a nominal value of $100 each.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Joseph-du-Lac, district judiciaire de Terrebonne.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

30184-o 5572-68

The head office of the company is at Saint-Joseph-du-Lac, judicial district of Terrebonne.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

30184 5572-68

Venneco Plastic Inc.
Plastiques Venneco inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de mai 1969, constituant en corporation: Charles-A. Venne, industriel, Gisèle Matteau, secrétaire, épouse dudit Charles-A. Venne, tous deux de 1481, 5e avenue, et Mary Houle, maîtresse de maison, épouse de Donat Matteau, 631, 4e rue, tous trois de Grand-Mère, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de polyester, polymères, résines, substances ou matières plastiques de toutes sortes, sous le nom de « Venneco Plastic Inc.— Plastiques Venneco inc. », avec un capital divisé en 10,000 actions classe « A » sans valeur nominale, 10,000 actions classe « B » sans valeur nominale et en 1,500 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1481, 5e avenue, Grand-Mère, district judiciaire de Saint-Maurice.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

30184-o 954-69

Venneco Plastic Inc.
Plastiques Venneco inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Charles-A. Venne, industrialist, Gisèle Matteau, secretary, wife of the said Charles-A. Venne, both of 1481, 5th Avenue, and Mary Houle, housewife, wife of Donat Matteau, 631, 4th Street, all three of Grand'Mère, for the following purposes:

To manufacture and deal in polyester, polymerics, resins, plastic substances and matters of all kinds, under the name of "Venneco Plastic Inc.— Plastiques Venneco inc.", with a capital stock divided into 10,000 class "A" shares without nominal value, 10,000 class "B" without nominal value and 1,500 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at 1481, 5th Avenue, Grand'Mère, judicial district of Saint-Maurice.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

30184 954-69

Vidom Ornamental Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de juin 1969, constituant en corporation: Dominique Ciampanelli, 6328, Cartier, Victor Bosonin, 7656, Shaughnessy, tous deux de Montréal, et Antoine Miraula, 1961, St-Gilles, Laval, tous trois industriels, pour les objets suivants:

Faire affaires comme maître de forge, entrepreneur en fer ornemental et en fer de structure, sous le nom de « Vidom Ornamental Ltd. », avec un capital total de $60,000, divisé en 150 actions ordinaires de $100 chacune et en 450 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 19, chemin St-François, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

30184-o 2139-69

Vidom Ornamental Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of June, 1969, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Dominique Ciampanelli, 6328 Cartier, Victor Bosonin, 7656 Shaughnessy, both of Montreal, and Antoine Miraula, 1961 St. Gilles, Laval, all three industrialists, for the following purposes:

To carry on business as ironmasters, ornamental iron and structural iron contractors, under the name of "Vidom Ornamental Ltd.", with a total capital stock of $60,000, divided into 150 common shares of $100 each and into 450 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 19 St-François Road, Laval, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

30184 2139-69

Guy Warren inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de juin 1969, constituant en corporation: Guy Warren, marchand, Fernande Jean Warren, ménagère, épouse dudit Guy Warren, et Jacques Ferland, comptable, tous trois de Pointe-au-Pic, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers-bouchers, sous le nom de « Guy Warren inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Guy Warren inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of June, 1969, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Guy Warren, trader, Fernande Jean Warren, housewife, wife of said Guy Warren, and Jacques Ferland, accountant, all three of Pointe-au-Pic, for the following purposes:

To carry on business as grocers-butchers, under the name of "Guy Warren inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 200 preferred shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie est à Pointe-au-Pic, district judiciaire de Saguenay.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

30184-o 2722-69

The head office of the company is at Pointe-au-Pic, judicial district of Saguenay.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

30184 2722-69

West Island Bilingual School
École Bilingue de l'Ouest de l'Ile

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de juin 1969, constituant en corporation sans capital-actions: Fred O'Neill, gérant d'assurance-groupe 51, rue Fredmir, Urmila Mehta, travailleur social, épouse de William Valia, 6, Libersan Crescent, et Louise Gowers, comptable, épouse de Donald Biernaski, 25, Applegrove, tous trois de Dollard-des-Ormeaux, pour les objets suivants:

Établir, entretenir, organiser, agrandir, mettre en valeur et administrer une ou plusieurs écoles pour la formation et l'éducation d'étudiants, et faire et accomplir toutes choses s'y rapportant, sous le nom de « West Island Bilingual School — École Bilingue de l'Ouest de l'Ile ».

Le montant auquel est limitée la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut détenir ou posséder est de $100,000.

Le siège social de la corporation est 57, boulevard Westpark, Dollard-des-Ormeaux, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

30184 5519-68

West Island Bilingual School
École Bilingue de l'Ouest de l'Ile

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of June, 1969, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to incorporate a corporation without share capital: Fred O'Neill, group insurance manager, 51 Fredmir Street, Urmila Mehta, social worker, wife of William Valia, 6 Libersan Crescent, and Louise Gowers, accountant, wife of Donald Biernaski, 25 Applegrove, all three of Dollard-des-Ormeaux, for the following purposes:

To establish, maintain, organize, enlarge, develop and administer one or several schools for the training and education of students, and to do and perform all things incidental thereto, under the name of "West Island Bilingual School — École Bilingue de l'Ouest de l'Ile".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold or possess, is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation is at 57 Westpark Boulevard, Dollard-des-Ormeaux, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

30184-o 5519-68

Lettres patentes supplémentaires

Desco & Marbre inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 29e jour de mai 1969, à la compagnie « Marbre & Terrazzo Préfini de Québec ltée », constituée par lettres patentes en date du 18e jour de mai 1965, changeant son nom en celui de « Desco & Marbre inc. ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

30184-o 2357-65 — 1490/109

Florit Realty Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 30e jour de mai 1969, à la compagnie « Florit Realty Co. », 1° redésignant ses 1,450 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune comme des actions privilégiées catégorie « A »; 2° augmentant son capital de $150,000 à $350,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 2,000 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

30184 15110-61 — 1490/63

Supplementary Letters Patent

Desco & Marbre inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 29th day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Marbre & Terrazzo Préfini de Québec ltée", incorporated by letters patent dated the 18th day of May, 1965, changing its name to that of "Desco & Marbre inc.".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

30184 2357-65 — 1490/109

Florit Realty Co.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 30th day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Florit Realty Co.", 1. redesignating its 1,450 preferred shares of the par value of $100 each as class "A" preferred shares; 2. increasing its capital from $150,000 to $350,000, the additional capital stock being divided into 2,000 class "B" preferred shares of the par value of $100 each.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

30184-o 15110-61 — 1490/63

Le Foyer des Années d'Or de Kénogami inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province, des lettres patentes supplémentaires en date du 16e jour de mai 1969, à la corporation « Le Foyer des Années d'Or de Kénogami inc. », augmentant le montant auquel sont limités les biens immobiliers que peut acquérir et posséder ladite corporation de $600,000 à $1,200,000.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

30184-o 2390-67 — 1491/80

Le Foyer des Années d'Or de Kénogami inc.

Notice is given that, under the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 16th day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, to "Le Foyer des Années d'Or de Kénogami inc.", increasing the amount to which the value of the immovable property which the said corporation may acquire and hold is to be limited from $600,000 to $1,200,000.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

30184 2390-67 — 1491/80

Hôpital Sainte Famille de Ville Marie

Avis est donné qu'en vertu de l'article 19 du chapitre 304 des Statuts refondus de Québec, 1964, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province, des lettres patentes supplémentaires en date du 28e jour de mai 1969, à la corporation « Hôpital Sainte Famille de Ville-Marie », modifiant les dispositions de ses lettres patentes.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

30184-o 20-63 — 1492/42

Hôpital Sainte Famille de Ville Marie

Notice is hereby given that pursuant to section 19 of chapter 304 of the Revised Statutes of Québec, 1964, the Lieutenant-Governor of the Province granted supplementary letters patent dated the 28th day of May, 1969, to "Hôpital Sainte Famille de Ville-Marie", amending the provisions of its letters patent.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

30184 20-63 — 1492/42

Institut des Contrôleurs et des Comptables d'Hôpitaux de la Province de Québec
Institute of Hospital Controllers and Accountants of the Province of Québec

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province, des lettres patentes supplémentaires en date du 6e jour de juin 1969, a la corporation « Institut des Contrôleurs et des Comptables d'Hôpitaux de la Province de Québec — Institute of Hospital Controllers and Accountants of the Province of Québec », étendant ses pouvoirs.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

30184-o 4253-63 — 1491/83

Institut des Contrôleurs et des Comptables d'Hôpitaux de la Province de Québec
Institute of Hospital Controllers and Accountants of the Province of Québec

Notice is given that, under the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 6th day of June, 1969, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to "Institut des Contrôleurs et des Comptables d'Hôpitaux de la Province de Québec — Institute of Hospital Controllers and Accountants of the Province of Québec", extending its powers.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

30184 4253-63 — 1491/83

Interprovincial Lumber Co. Inc.
La Compagnie de Bois Interprovincial inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 2e jour de juin 1969, à la compagnie « Interprovincial Lumber Co. Inc. — La Compagnie de Bois Interprovincial inc. », augmentant son capital de $25,000 à $75,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 50,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

30184-o 5698-52 — 1491/84

Interprovincial Lumber Co. Inc.
La Compagnie de Bois Interprovincial inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 2nd day of June, 1969, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to "Interprovincial Lumber Co. Inc. — La Compagnie de Bois Interprovincial inc.", increasing its capital stock from $25,000 to $75,000, the additional share capital being divided into 50,000 preferred shares of $1 each.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

30184 5698-52 — 1491/84

Lewis, Apedaile & Hanson Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 20e jour de mai 1969, à la compagnie « Lewis, Apedaile & Hanson Incorporated », 1° diminuant son capital de $154,000 à $22,400, le capital-actions annulé étant divisé en 131,600 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune; 2° augmentant son

Lewis, Apedaile & Hanson Incorporated

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 20th day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Lewis, Apedaile & Hanson Incorporated", 1. reducing its capital from $154,000 to $22,400, the capital stock annulled being divided into 131,600 preferred shares of the par value of $1 each; 2. increasing its capital from $22,400 to

capital de $22,400 à $154,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 131,600 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

30184 1709-17 — 1590/72

The Polish Mutual Aid Society Incorporated
Polskie Towarzystwo Wzajemmej Pomocy Inkorporawane

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province, des lettres patentes supplémentaires en date du 14e jour de mai 1969, à la corporation « The Polish Mutual Aid Society Incorporated — Polskie Towarzystwo Wzajemmej Pomocy Inkorporowane », augmentant le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que ladite corporation peut acquérir et posséder de $250,000 $ $1,000,000.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

30184-o 3121-39 — 1490/48

Powell Investments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 22e jour de mai 1969, à la compagnie « Powell Investments Ltd. », 1° modifiant le taux du dividende sur les premières actions privilégiées; 2° augmentant son capital de $600,000 à $2,100,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 150,000 actions privilégiées première catégorie d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

30184 5383-63 — 1490/49

Québec Metal Powders Limited
Les Poudres Métalliques du Québec, limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 9e jour de mai 1969, à la compagnie « Québec Metal Powders Limited — Les Poudres Métalliques du Québec, limitée », 1° changeant ses 1,000 actions sans valeur nominale ou au pair en 333 actions catégorie « A » sans valeur nominale ou au pair, 333 actions catégorie « B » sans valeur nominale ou au pair en 334 actions catégorie « C » sans valeur nominale ou au pair; 2° augmentant son capital par la création de 667 actions catégorie « A », 667 actions catégorie « B » et 1,666 actions catégorie « C », chacune sans valeur nominale ou au pair et 8,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1,000 chacune.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

30184 4910-67 — 1490/73

Relais au Moulin Rouge (1969) inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 13e jour de mai 1969, à la compagnie « ATCI (Agence Trifluvienne de Commerce International) inc.—

$154,000, the additional capital stock being divided into 131,600 preferred shares of the par value of $1 each.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

30184-o 1709-17 — 1490-72

The Polish Mutual Aid Society Incorporated
Polskie Towarzystwo Wzajemmej Pomocy Inkorporawane

Notice is given that, under the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 14th day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "The Polish Mutual Aid Society Incorporated — Polskie Towarzystwo Wzajemmej Pomocy Inkorporowane", increasing the amount to which is limited the value of the immovables which may be acquired and owned by the corporation from $250,000 to $1,000,000.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

30184 3121-39 — 1490/48

Powell Investments Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 22nd day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Powell Investments Ltd.", 1. modifying the rate of dividend on the first preferred shares; 2. increasing its capital from $600,000 to $2,100,000, the additional capital stock being divided into 150,000 first preferred shares of the par value of $10 each.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

30184-o 5383-63 — 1490/49

Québec Metal Powders Limited
Les Poudres Métalliques du Québec, limitée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 9th day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Québec Metal Powders Limited — Les Poudres Métalliques du Québec, limitée", 1. changing its 1,000 shares without nominal or par value into 333 class "A" shares without nominal or par value, 333 class "B" shares without nominal or par value and into 334 class "C" shares without nominal or par value; 2. increasing its capital by the creation of 667 class "A" shares, 667 class "B" shares and 1,666 class "C" shares, each without nominal or par value and 8,000 preferred shares of the par value of $1,000 each.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

30184-o 4910-67 — 1490/73

Relais au Moulin Rouge (1969) inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 13th day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "ACTI (Agence Trifluvienne de Commerce International) inc.— ACTI (Three-

ATCI (Three-Rivers Agency for International Commerce) Inc. », constituée par lettres patentes en date du 22e jour de février 1967, 1° changeant son nom en celui de « Relais au Moulin Rouge (1969) inc. »; 2° changeant son siège social du numéro 456, Niverville, Trois-Rivières à Route Trans-Canadienne, St-Léonard d'Aston; 3° modifiant les dispositions de ses lettres patentes.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

30184-o 881-67 — 1490/74

Armand Saint-Pierre et Fils limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 26e jour de mai 1969, à la compagnie « Armand Saint-Pierre et Fils limitée », augmentant son capital de $50,000 à $100,000, le capital actions additionnel étant divisé en 500 actions privilégiées de $100 chacune.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

30184-o 8997-50 — 1490/75

Rivers Agency for International Commerce) Inc. ", incorporated by letters patent dated the 22nd day of February, 1967, 1. changing its name to that of "Relais au Moulin Rouge (1969) inc."; 2. changing its head office from number 456 Niverville, Trois-Rivières to the Trans-Canada Highway, St-Léonard d'Aston; 3. amending the provisions of its letters patent.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

30184 881-67 — 1490/74

Armand Saint-Pierre et Fils limitée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 26th day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Armand Saint-Pierre et Fils limitée", increasing its capital stock from $50,000 to $100,000, the additional share capital being divided into 500 preferred shares of $100 each.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

30184 8997-50 — 1490/75

Ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre

Avis de prélèvement

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre, donne avis par les présentes que la Commission conjointe de l'Industrie de la Robe de la province de Québec, établie en exécution du décret numéro 3519 du 24 septembre 1940 et amendements, a été autorisée par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 2026 du 10 juillet 1969, le tout d'accord avec les dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus de Québec 1964, chapitre 143), à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret, suivant les conditions ci-après décrites:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 1er août 1969 au 31 juillet 1970; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 3519 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% des salaires et autres rémunérations payés à leurs salariés.

b) Les salariés régis par ledit décret numéro 3519 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur salaire et autres rémunérations.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport indiquant les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine et les sommes versées au Comité paritaire.

L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au Comité paritaire tous les mois.

Department of Labour and Manpower

Notice of Levy

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (RSQ 1964, c. 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour and Manpower, hereby gives notice that the Joint Commission for the Dress Industry of the Province of Québec (established in pursuance of decree number 3519 of September 24, 1940 and amendments) has been authorized to levy dues on the professional employers and employees subject to the said decree, according to the conditions hereafter described. A by-law, approved by Order in Council number 2026, dated July 10, 1969, authorizes such levy.

1. *Dues*

The contribution period extends from August 1, 1969 to July 31, 1970. The levy of dues is carried out as follows:

(*a*) Professional employers governed by Decree number 3519 and amendments must pay the Parity Committee an amount equal to ½ of 1% of the salaries and other remuneration paid to their employees.

(*b*) Employees governed by the said Decree number 3519 and amendments must pay the Parity Committee an amount equal to ½ of 1% of their salaries and other remuneration.

2. *Collection of Dues*

In order to facilitate the collection of such dues, the Parity Committee supplies professional employers with report forms indicating the hours worked, money collected during the week and the amounts paid to the Parity Committee.

The professional employer must see that these reports be filled in and returned to the Parity Committee every month.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, à même le salaire de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité paritaire. Ce comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport accompagné des cotisations doit être adressé au Comité paritaire le ou avant le 10 du mois suivant celui pour lequel il est exigible.

Le Comité paritaire peut, s'il le juge à propos, suspendre en tout temps la perception des cotisations et peut par la suite, reprendre ladite perception des cotisations telle que prévue dans le présent règlement.

3. *Rapport financier*

D'accord avec les dispositions de la Loi des décrets de convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre de chaque année.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus de la Commission conjointe de l'Industrie de la Robe de la province de Québec, pour la période comprise entre le 1er août 1969 et le 31 juillet 1970.

LA COMMISSION CONJOINTE DE L'INDUSTRIE DE LA ROBE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er août 1969 et le 31 juillet 1970.

Recettes:	
Cotisations patronales	$236,229
Cotisations ouvrières	236,229
Pénalités et amendes	12,000
Intérêts sur placements	6,000
Impôt fédéral (Déductions à la Source)	28,500
Impôt provincial (Déductions à la Source)	18,500
Rentes du Québec	5,000
Assurance-chômage	4,000
Fonds de pension	10,000
	$556,458
Déboursés:	
Salaire de l'administrateur	$ 32,000
Salaires du personnel	159,000
Salaires des inspecteurs	129,000
Frais d'inspection	32,000
Loyer et taxes	32,000
Éclairage, chauffage, entretien	16,900
Frais judiciaires	14,000
Frais de vérification	2,400
Impression, papeterie, acc. de bureau	16,000
Poste, téléphone, télégramme	10,000
Intérêt, échange, agios	500
Abonnement aux périodiques	258
Jetons de présence (membres du Comité)	500
Frais de déplacements (membres du Comité)	800
Rentes du Québec	10,000
Assurance-chômage	8,000
Assurance-vie-santé	10,000
Assurance générales	5,000

At the end of each week, the professional employer, by means of a check-off, must collect the sums due to the Parity Committee.

The professional employer's report must be signed before being forwarded to the Parity Committee. The Committee has the authority to request the attestation of the said report whenever it deems it advisable.

The report, together with the dues, must be forwarded to the Parity Committee on or before the 10th of the month following the one for which it is required.

The Parity Committee may at any time, if it deems it advisable, suspend the collection of dues and anytime thereafter resume the collection thereof as provided for in this by-law.

3. *Financial Report*

In compliance with the provisions of the Collective Agreement Decrees Act, the Parity Committee must submit a quarterly financial report to the Minister of Labour and Manpower on the following set dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st of every year.

An estimate of receipts and disbursements of the Joint Commission for the Dress Industry of the Province of Québec for the August 1, 1969 to July 31, 1970 period is given below.

JOINT COMMISSION FOR THE DRESS INDUSTRY OF THE PROVINCE OF QUÉBEC

Estimate of receipts and disbursements for the August 1, 1969, to July 31, 1970, period.

Receipts:	
Employers' dues	$236,229
Employees' dues	236,229
Penalties and fines	12,000
Interest on investments	6,000
Federal tax (Deductions at source)	28,500
Provincial tax (Deductions at Source)	18,500
Québec Pension Plan	5,000
Unemployment Insurance	4,000
Pension fund	10,000
	$556,458
Disbursements:	
Administrator's salary	$ 32,000
Staff's salary	159,000
Inspectors' salaries	129,000
Inspection expenses	32,000
Rent and taxes	32,000
Lights, heat, maintenance	16,900
Legal costs	14,000
Auditor's fees	2,400
Printing, stationery, office equipment	16,000
Postage, telephone, telegrams	10,000
Interest, exchange, agio	500
Subscription to periodicals	258
Attendance fees (Committee members)	500
Travelling expenses (Committee members)	800
Québec Pension Plan	10,000
Unemployement Insurance	8,000
Health, life insurance	10,000
General insurance	5,000

Fonds de pension	$19,000
Impôt fédéral	28,500
Impôt provincial	18,500
Frais d'affiliation	600
I.B.M. Location, maintien et service	10,000
Cours de langue française	1,500
	$556,458

Le sous-ministre du Travail
et de la Main-d'oeuvre,
DONAT QUIMPER.

Ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre,
Québec, le 26 juillet 1969. 30244-o

Avis de prélèvement

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (S.R. Q. 1964, c. 143), que le Comité paritaire de l'Industrie de l'Automobile de Rimouski, établi en exécution du décret numéro 1505 du 2 juin 1967, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 2025 du 10 juillet, 1969, a prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret suivant les conditions ci-après décrites:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 1er août 1969 au 31 juillet 1970; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 1505, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 1505, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% du salaire établi dans le décret pour le compagnon le moins rémunéré.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 1505, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur rémunération.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels, des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire.

L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 20 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et de celles de ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur pro-

Pension fund	$19,000
Federal tax	28,500
Provincial tax	18,500
Affiliation fees	600
I.B.M. rental, maintenance and service	10,000
French language courses	1,500
	$556,458

DONAT QUIMPER,
Deputy Minister of Labour
and Manpower.

Department of Labour and Manpower,
Québec, July 26, 1969. 30244-o

Notice of Levy

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (RSQ 1964, c. 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour and Manpower, hereby gives notice that the Automobile Industry Parity Committee of Rimouski (established in pursuance of Decree number 1505 of June 2, 1967) has been authorized to levy dues on the professional employers, artisans and employees subject to the said decree, according to the following conditions. A by-law, approved by Order in Council number 2025, dated July 10, 1969, authorizes such levy.

1. *Dues*

The contribution period extends from August 1, 1969, until July 31, 1970. The levy is carried out as follows:

(*a*) Professional employers governed by said Decree number 1505 shall pay the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their payroll for the employees subject to the said decree.

(*b*) Artisans governed by said Decree number 1505 shall turn over to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of the wages set forth in the decree for the lowest-paid journeyman.

(*c*) Employees governed by said Decree number 1505 shall turn over to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their wages.

2. *Collection of Dues*

To facilitate the collection of such dues, the Parity Committee supplies professional employers with report forms on which all the information requested by the said Parity Committee shall be given.

Every complete, month, the professional employer must sign and forward this report to the Parity Committee.

At the end of each week, and on the Committee's behalf, the professional employer shall collect this levy by means of a check-off.

The professional employer must forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 20th of the month following the expiry date of the period for which it is required. The professional employer's dues, together with those of his employees, must accompany said report. The Parity Committee has the authority to request the attestation of said report whenever it deems it advisable.

The levy imposed by this by-law is payable monthly by the professional employer, the

fessionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ses cotisations ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. *Rapport financier*

D'accord avec les dispositions de la Loi des décrets de convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre de chaque année.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de l'Industrie de l'Automobile de Rimouski, pour la période comprise entre le 1er août 1969 et le 31 juillet 1970.

COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE L'AUTOMOBILE DE RIMOUSKI

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er août 1969 et le 31 juillet 1970

Recettes:	
Cotisations patronales	$ 5,911.25
Cotisations ouvrières	5,885.67
Cotisations artisanales	151.71
Pénalités et amendes	50.00
Intérêts sur placements	695.78
Intérêts de banque	190.31
Impôt fédéral	23.50
Impôt provincial	77.30
Assurance-chômage	48.88
Assurance-vie-santé	128.04
Fonds de pension	202.76
Rentes du Québec	45.00
	$13,410.20
Déboursés:	
Salaire du secrétaire	$ 1,560.00
Salaires des inspecteurs	3,120.00
Frais d'inspection	755.00
Loyer et taxes	980.00
Frais judiciaires	300.00
Frais de vérification	320.00
Impression, papeterie, acc. de bureau	80.00
Poste, téléphone, télégramme	45.00
Intérêt, échange, agios	4.00
Abonnement et publicité	80.00
Jetons de présence (membres du Comité)	360.00
Frais de déplacements (membres du Comité)	720.00
Frais de délégation	675.00
Frais d'affiliation	85.00
Entretien de bureau	120.00
Rentes du Québec	90.00
Assurance-chômage	97.76
Assurance-vie-santé	256.08
Assurance-caution	20.00
Assurances générales	50.00
Fonds de pension	638.54
Impôt fédéral	23.50
Impôt provincial	77.30
	$10,457.18

artisan and the employee, without formal notice beforehand.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay his dues or supply necessary information, he will be given five (5) days' notice to fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. *Financial Report*

In compliance with the provisions of the Collective Agreement Decrees Act, the Parity Committee must submit a quarterly financial report to the Minister of Labour and Manpower on the following set dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st of each year.

An estimate of receipts and disbursements for the Automobile Industry Parity, Committee of Rimouski for the August 1, 1969 to July 31, 1970 period is given below.

AUTOMOBILE INDUSTRY PARITY COMMITTEE OF RIMOUSKI

Estimate of receipts and disbursements for the August 1, 1969 to July 31, 1970 period.

Receipts:	
Employers' dues	$ 5,911.25
Employees' dues	5,885.67
Artisans' dues	151.71
Penalties and fines	50.00
Interest on investments	695.78
Bank interest	190.31
Federal tax	23.50
Provincial tax	77.30
Unemployment Insurance	48.88
Health, life insurance	128.04
Pension fund	202.76
Québec Pension Plan	45.00
	$13,410.20
Disbursements:	
Secretary's salary	$ 1,560.00
Inspectors' salaries	3,120.00
Inspection expenses	755.00
Rent and Taxes	980.00
Legal costs	300.00
Auditors' fees	320.00
Printing, stationary, office equipment	80.00
Postage, telephone, telegrams	45.00
Interest, exchange, agio	4.00
Subscription and advertising	80.00
Attendance fees (Committee members)	360.00
Travelling expenses (Committee members)	720.00
Delegation expenses	675.00
Affiliation fees	85.00
Office maintenance	120.00
Québec Pension Plan	90.00
Unemployment Insurance (Committee's share)	97.76
Health, life insurance (Committee's share)	256.08
Fidelity bond	20.00
General insurance	50.00
Pension fund (Committee's share)	638.54
Federal tax	23.50
Provincial tax	77.30
Forecast surplus	$10,457.18

Excédent des recettes sur les déboursés prévu:	$ 2,953.02
Moins: Subvention à la Commission d'apprentissage	1,350.00
Surplus prévu	$ 1,630.02

Le sous-ministre du Travail
et de la Main-d'oeuvre,
DONAT QUIMPER.

Ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre,
Québec, le 26 juillet 1969. 30244-o

Avis de modification

Coiffeurs — Laurentides

Le ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre, l'honorable Maurice Bellemare, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux coiffeurs pour hommes et coiffeurs pour dames dans les districts électoraux de Terrebonne, Argenteuil, Deux-Montagnes, Laval, Labelle et Fabre, rendue obligatoire par le décret numéro 140 du 27 février 1952 et modifications, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes audit décret:

1° Remplacer l'article 111 (Congé annuel payé) par le suivant:

« 111 — *Congé annuel payé: a*) Tout salarié visé par le présent décret qui, au 1er mai de chaque année, justifie d'un (1) an ou plus de service continu chez son employeur ou dans un même salon, a droit à un congé payé d'une durée minimale de deux (2) semaines. L'indemnité afférente audit congé est égale à quatre pour cent (4%) du salaire et des commissions gagnés pendant la période de référence.

b) *Période de référence:* La période de référence s'étend du 1er mai de l'année précédente au 30 avril de l'année en cours.

c) Le salarié qui, au 1er mai, justifie de moins d'un (1) an de service, a droit à autant de journées de congé payé qu'il a de mois de service continu chez son employeur ou dans un même salon, sans que la durée totale du congé exigible excède deux (2) semaines. L'indemnité afférente audit congé est égale à quatre pour cent (4%) du salaire et des commissions gagnés pendant la période de référence.

2° Remplacer l'article 116 (Horaires de travail) par le suivant:

« 116. *Horaires de travail:*

a) Les horaires de travail sont les suivants:

Dans les salons de coiffeur pour hommes

Zone I

le lundi: jour de repos;
le mardi: de 9h. du matin à 6h. du soir;
le mercredi: 9h. du matin à 6h. du soir;
le jeudi: 9h. du matin à 6h. du soir;
le vendredi: 9h. du matin à 9h. du soir;
le samedi: 9h. du matin à 5h. de l'après-midi.

Toutefois, les horaires suivants peuvent être mis en vigueur aux jours indiqués ci-dessous:

Le lundi précédant le Premier jour de l'An, les salons de coiffure pour hommes seront fermés. Toutefois, si le Jour de l'An est un mardi, les salons de coiffure pour hommes seront ouverts, le lundi, de 9h. du matin à 6h. de l'après-midi.

Forecast surplus	$ 2,953.02
Less: Apprenticeship Commission subsidy	1,350.00
Forecast net surplus	$ 1,630.02

DONAT QUIMPER,
Deputy Minister of Labour
and Manpower.

Department of Labour and Manpower,
Québec, July 26, 1969. 30244-o

Notice of Amendment

Hairdressing Trades — Laurentian Region

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (RSQ 1964, c. 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour and Manpower, hereby gives notice that the contracting parties to the collective labour agreement respecting the Hairdressing Trades in the electoral districts of Terrebonne, Argenteuil, Deux-Montagnes, Laval, Labelle and Fabre (made binding by Decree number 140 of February 27, 1952, as amended) have petitioned him to submit the following amendments to the said decree to the Lieutenant-Governor in Council, for consideration and decision:

1. Section 111 will be superseded by:

"111. *Annual vacation with pay:* (*a*) Every employee hereby governed who, each May 1st, has one (1) or more year's continuous service with his employer or in the same salon, is entitled to at least two (2) weeks' vacation with pay. Vacation pay equals four per cent (4%) of wages and commissions earned during the qualifying period.

(*b*) *Qualifying period:* The qualifying period runs from May 1st of the previous year to April 30th of the current year.

(*c*) Any employee who, on May 1st, has less than one (1) year's service is entitled to one day's vacation with pay for each month of continuous service with his employer or in the same salon, up to a maximum of two (2) weeks' vacation. Vacation pay equals four per cent (4%) of wages and commissions earned during the qualifying period.

2. Section 116 will be replaced by:

"116. *Work schedule:*

(*a*) Hours of work are scheduled as follows:

In men's hairdressing salons

Zone I

Monday: non-working day;
Tuesday, Wednesday, Thursday: 9:00 a.m. to 6:00 p.m.;
Friday: 9:00 a.m. to 9:00 p.m.;
Saturday: 9:00 a.m. to 5:00 p.m.

However, hours of work may be scheduled as follows on the days listed below:

Monday prior to New Year's Day: non-working day. However, if New Year's Day falls on a Tuesday, hours of work on Monday shall be from 9:00 a.m. to 6:00 p.m. men's hairdressing salons.

Les jours ouvrables compris entre le 19 et le 23 décembre inclusivement, de 9h. du matin à 9h. du soir et le 24 décembre, les heures normales prévaudront.

Exceptions:

Tous les endroits où il y a un règlement municipal, les heures spécifiées au paragraphe précédent ne s'appliquent pas.

Dans la municipalité de Ste-Adèle, les horaires suivants seront appliqués:

le lundi: 8h.30 du matin à 6h. du soir;
le mardi: 8h.30 du matin à 6h. du soir:
le mercredi: 8h.30 à midi;
le jeudi: 8h.30 du matin à 6h. du soir;
le vendredi: 8h.30 du matin à 9h. du soir;
le samedi: 8h.30 du matin à 6h. du soir.

Zone II

le lundi: jour de repos;
le mardi: 8h. du matin à 8h. du soir;
le mercredi: 8h. du matin à 8h. du soir;
le jeudi: 8h. du matin à 8h. du soir;
le vendredi: 8h. du matin à 10h. du soir;
le samedi: 8h. du matin à 8h. du soir.

Toutefois, les horaires suivants peuvent être mis en vigueur aux jours indiqués ci-dessous:

Le lundi précédant le Premier jour de l'An, les salons de coiffure pour hommes seront fermés. Toutefois, si le Jour de l'An est un mardi, les salons de coiffure pour hommes seront ouverts, le lundi, de 8h. du matin à 8h. du soir.

Les jours ouvrables compris entre le 19 et le 23 décembre inclusivement, de 8h. du matin à 10h. du soir et le 24 décembre, les heures normales prévaudront.

b) Dans les zones I et II, n'est pas considéré comme travail supplémentaire ni comme une violation aux heures de travail, le temps que prennent les artisans et les salariés pour l'éxécution du travail requis par les clients entrés dans le salon professionnel avant l'expiration de la durée normale des heures de travail. La durée maximum de tel travail est d'une heure et trente minutes (1½ heure). »

3° Remplacer l'article 120 (Durée du travail) par le suivant:

« *Durée du travail*

120. *Horaires de travail:*

a) Les horaires de travail sont les suivants:

Dans les salons de coiffure pour dames

Zones I et II

le lundi: jour de repos;
le mardi: 8h. du matin à 6h. du soir;
le mercredi: 8h. du matin à 6h. du soir;
le jeudi: 8h. du matin à 6h. du soir;
le vendredi: 8h. du matin à 9h. du soir;
le samedi: 7h.30 du matin à 6h. du soir.

Toutefois, les horaires suivants peuvent être mis en vigueur aux jours indiqués ci-dessous:

les samedis, du 1er juin au 15 septembre: 7h.30 du matin à 4h. p.m. ;

le lundi précédant Noël: de 8h. du matin à 9h. du soir;

le lundi précédant le Premier jour de l'An: de 8h. du matin à 8h. du soir;

les jours ouvrables compris entre le 19 et le 23 décembre inclusivement: de 8h. du matin à 9h. du soir.

Que la semaine précédant la semaine de Noël soit de cinq (5) jours de travail.

Working days between December 19th and 23rd inclusively: 9:00 a.m. to 9:00 p.m.

December 24th: standard working hours shall apply.

Exceptions:

The above schedule does not apply in municipalities where a pertinent by-law is in effect.

In the municipality of Ste. Adèle, the following schedule shall apply:

Monday, Tuesday, Thursday, Saturday: 8:30 a.m. to 6:00 p.m.;

Wednesday: 8:30 a.m. to noon;
Friday: 8:30 a.m. to 9:00 p.m.

Zone II

Monday: non-working day;
Tuesday, Wednesday, Thursday, Saturday: 8:00 a.m. to 8:00 p.m.;

Friday: 8:00 a.m. to 10:00 p.m.

However, hours of work may be scheduled as follows on the days listed below:

Monday prior to New Year's Day: non-working day. However, if New Year's Day falls on a Tuesday, hours of work on Monday shall be from 8:00 a.m. to 8:00 p.m. in men's hairdressing salons.

Working days between December 19th and 23rd inclusively: 8:00 a.m. to 10:00 p.m.

December 24th: standard working hours shall apply.

(*b*) In Zones I and II, the time required by artisans and employees to perform work on customers who were in the professional salon before the end of working hours shall not be considered as overtime nor as contrary to standard working hours. Such work may not extend beyond one and one-half (1½) hour."

3. Section 120 is superseded by:

"*Hours of work*

120. *Work schedule:*

(*a*) Hours of work are scheculed as follows:

In ladies' hairdressing salons

Zones I and II

Monday: non-working day;
Tuesday, Wednesday, Thursday: 8:00 a.m. to 6:00 p.m.;

Friday: 8:00 a.m. to 9:00 p.m.;
Saturday: 7:30 a.m. to 6:00 p.m.

However, hours of work may be scheduled as follows on the days listed below:

On Saturdays, from June 1st to September 15th: 7:30 a.m. to 4:00 p.m.;

Monday prior to Christmas Day: 8:00 a.m. to 9:00 p.m.;

Monday prior to New Year's Day: 8:00 a.m. to 8:00 p.m.;

Working days between December 19th and 23rd inclusively: 8:00 a.m. to 9:00 p.m. There shall be five (5) working days in the week preceding Christmas week.

La veille de Noël et du Jour de l'An: 6h.30 du matin à 6h. du soir.

Exceptions:

i. Dans le district électoral de Labelle, le travail commence à 8h.30 du matin tous les jours.

ii. Dans la cité de St-Jérôme et un rayon de cinq (5) milles de ses limites, le travail commence à 9h. du matin tous les jours ouvrables, excepté le samedi, soit 7h.30 du matin.

b) N'est pas considéré comme travail supplémentaire ni comme une violation aux heures de travail, le temps que prennent les artisans et les salariés pour l'exécution du travail requis par les clients entrés dans le salon professionnel avant l'expiration de la durée normale des heures de travail. La durée maximum de tel travail est d'une heure et demie (1½ heure). »

4° Les parties contractantes ont également sollicité une majoration des prix minimaux des services suivants:

Christmas and New Year's Eves: 6:30 a.m. to 6:00 p.m.

Exceptions:

i. In the electoral district of Labelle, work begins daily at 8:30 a.m.

ii. In the city of St. Jérôme and a 5-mile radius of its limits, work begins daily at 9:00 a.m. except on Saturdays when work begins at 7:30 a.m.

(*b*) Time required by artisans and employees to perform work on customers who were in the professional salon before the end of working hours shall not be considered as overtime nor as contrary to standard working hours. Such work may not extend beyond one and one-half (1½) hour."

4. The contracting parties are also seeking an increase in the minimum prices for the following services:

A — Coiffeurs pour hommes — Men's hairdressers (article 117 — Section 117)	*Prix actuel Actual price* Zones I	Zones II	*Prix demandé Price sought* Zones I	Zones II
Coupe de cheveux ordinaire — Regular haircut:				
adultes — adults	$1.35	$1.15	$1.75	$1.40
enfants de moins de 14 ans — children under 14	0.85	0.75	1.10	1.00
Coupe de cheveux en brosse — Brushcut:				
adultes — adults	1.60	1.35	2.00	1.60
enfants de moins de 14 ans — children under 14	1.00	0.90	1.25	1.15
Coupe de cheveux au rasoir, y compris shampooing et ondulation (mise en plis) — Razor cut, including shampoo and setting	3.50	3.25	4.00	3.50
Ondulation (mise en plis) — Setting	1.25	1.00	1.50	1.25
Rasage de la barbe — Shave	1.10	0.85	1.50	1.50
Shampooing ordinaire — Regular Shampoo	1.00	0.90	1.00	1.00
Massage — Massage	1.50	1.25	2.00	2.00
Teinture des cheveux, y compris shampooing — Hair dyeing, including shampoo	3.00	3.00	4.00	3.25
Tonique, lotion et crème de tous genres — Tonics, lotions and creams of all kinds	0.40	0.40	0.50	0.50
Flambage (grillage) des cheveux — Hair singeing	0.35	0.35	0.50	0.50
Aiguisage de rasoir — Razor honing	0.50	0.50	1.00	1.00

B — Coiffeurs pour dames — Ladies' hairdressers (article 121 — section 121)		
Coupe de cheveux — Haircut:		
adultes — adults	$1.50	$1.75
enfants de moins de 14 ans — children under 14	1.25	1.25
Ondulation permanente, y compris la coupe de cheveux, le shampooing et la mise en plis — Permanent wave, including cutting, shampoo and setting:		
adultes — adults	7.00(*8.00)	8.00
enfants de moins de 14 ans — children under 14	5.00(*6.00)	7.00
(*) à froid — cold process.		
Ondulation (mise en plis) cheveux courts — Setting, short hair	1.75	2.00
Ondulation (mise en plis) cheveux longs — coiffure haute — Setting, long hair, high setting		3.00

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec.*

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle du Québec*, l'honorable ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le sous-ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre,
DONAT QUIMPER.

Ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre,
Québec, le 26 juillet 1969. 30244-o

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an order in council that cannot come into force before the date of its publication in the *Québec Official Gazette.*

During the thirty days following publication of this notice in the *Québec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour and Manpower will consider objections which interested parties may wish to make.

DONAT QUIMPER,
Deputy Minister of Labour and Manpower.

Department of Labour and Manpower,
Québec, July 26, 1969. 30244-o

Sièges sociaux

Sullivan Mines Ltd.
Les Mines Sullivan ltée
East Sullivan Mines Limited
(No Personal Liability)
Sullico Mines Limited
(No Personal Liability)
Québec Lithium Corporation
(No Personal Liability)
Hastings Mining and Development Co. Ltd.
(No Personal Liability)
Solbec Copper Mines, Ltd.
(No Personal Liability)
Cupra Mines Ltd.
(No Personal Liability)
La Société Minière Cupra ltée
(Libre de Responsabilité Personnelle)
Standard Gold Mines Ltd.
Courvan Minning Company Limited
(No Personal Liability)
Federal Metals Corporation
(No Personal Liability)
Peninsula Metals Corporation
(No Personal Liability)
Eastern Explorers Corporation
(No Personal Liability)
D'Estrie Mining Company Ltd.
(No Personal Liability)
Société Minière d'Estrie ltée
(Libre de Responsabilité Personnelle)
Brompton Mines Ltd.
(No Personal Liability)
Société Minière Brompton ltée
(Libre de Responsabilité Personnelle)
Weedon Mines Ltd.
(No Personal Liability)
Société Minière Weedon ltée
(Libre de Responsabilité Personnelle)

Avis est donné que les compagnies ci-haut mentionnées, ayant leur siège social à la suite 1403, 507, Place d'Armes, Montréal, P.Q., l'ont transporté à la Suite 2500, 500, Place d'Armes, Montréal, P.Q.

À compter de la date du présent avis, le bureau de direction de chacune de ces compagnies est considéré par chacune d'elle comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 7e jour de juillet 1969.

RÉAL J. LAFLEUR,
Le secrétaire des compagnies:

Head Offices

Sullivan Mines Ltd.
Les Mines Sullivan ltée
East Sullivan Mines Limited
(No Personal Liability)
Sullico Mines Limited
(No Personal Liability)
Québec Lithium Corporation
(No Personal Liability)
Hastings Mining and Development Co. Ltd.
(No Personal Liability)
Solbec Copper Mines, Ltd.
(No Personal Liability)
Cupra Mines Ltd.
(No Personal Liability)
La Société Minière Cupra ltée
(Libre de Responsabilité Personnelle)
Standard Gold Mines Ltd.
Courvan Minning Company Limited
(No Personal Liability)
Federal Metals Corporation
(No Personal Liability)
Peninsula Metals Corporation
(No Personal Liability)
Eastern Explorers Corporation
(No Personal Liability)
D'Estrie Mining Company Ltd.
(No Personal Liability)
Société Minière d'Estrie ltée
(Libre de Responsabilité Personnelle)
Brompton Mines Ltd.
(No Personal Liability)
Société Minière Brompton ltée
(Libre de Responsabilité Personnelle)
Weedon Mines Ltd.
(No Personal Liability)
Société Minière Weedon ltée
(Libre de Responsabilité Personnelle)

Notice is hereby given that the above-mentioned companies, having their head office in Suite 1403, 507 Place d'Armes, Montreal, P.Q., have moved to Suite 2500, 500 Place d'Armes, Montreal, P.Q.

From and after the date of this notice, the management office of each of the said companies is considered by each as being its head office.

Given at Montreal, this 7th day of July, 1969.

RÉAL J. LAFLEUR,
Secretary of the Companies:

Sullivan Mines Ltd — Les Mines Sullivan ltée, 404-32
East Sullivan Mines Limited, (No Personal Liability), 2469-48
Sullico Mines Limited (No Personal Liability), 14401-60
Québec Lithium Corporation (No Personal Liability), 14988-52
Hastings Mining & Development Co. Ltd. (No Personal Liability), 10893-55
Solbec Copper Mines, Ltd (No Personal Liability), 14806-59
Cupra Mines Ltd (No Personal Liability) — La Société Minière Cupra ltée (Libre de Responsabilité Personnelle), 13903-61
Standard Gold Mines Ltd, 846-31
Courvan Mining Company Limited (No Personal Liability), 178-37
Federal Metals Corporation (No Personal Liability), 3301-52
Peninsula Metals Corporation (No Personal Liability) 12338-57
Eastern Explorers Corporation (No Personal Liability) 13121-59
D'Estrie Mining Company Ltd (No Personal Liability) — Société Minière d'Estrie ltée (Libre de Responsabilité Personnelle), 4958-65
Brompton Mines Ltd (No Personal Liability) — Société Minière Brompton Ltée (Libre de Responsabilité Personnelle), 2157-67
Weedon Mines Ltd (No Personal Liability) — Société Minière Weedon ltée (Libre de Responsabilité Personnelle), 771-68

30185-o

Les Agences d'Importation et d'Exportation d'Outre Mer inc.

Avis est donné que la compagnie « Les Agences d'Importation et d'Exportation d'Outre Mer inc. », constituée en corporation par lettres patentes enregistrées le 13 mai 1969, Libro 1484, Folio 50, selon la Loi des compagnies et ayant son bureau principal dans la cité de Montréal, où elle avait son bureau situé jusqu'aujourd'hui au numéro 407 de la rue McGill, Chambre 408, l'a transporté au numéro 170 du boulevard Dorchester, est, Chambre 210, en la cité de Montréal.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 16e jour de juin 1969.

Le secrétaire,
M. SERKO KAISSERLIAN.

30186-o 682-69

Asselin Transport ltée

Avis est donné que la compagnie « Asselin Transport ltée », constituée en corporation par lettres patentes en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies, le 29 mai 1969 et ayant son siège social en la cité et district de St-Maurice, a établi son bureau au 263, 106e avenue à St-Georges de Champlain, district de St-Maurice, dans la province de Québec.

Daté à Grand'Mère, ce 30e jour de mai 1969.

Le secrétaire,
EUCLIDE ASSELIN.

30187-o 2206-69

Marc Beauchamp inc.

Avis est donné que « Marc Beauchamp inc. », compagnie constituée en corporation par lettres patentes, le 5 septembre 1952 et ayant son bureau principal à Trois-Rivières, a établi son bureau au numéro 650, Des Commissaires.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Trois-Rivières, ce 4 juillet 1969.

Le président,
M. BEAUCHAMP.

30188-o 12266-52

Ciné-Sync limitée

Avis est donné que la compagnie « Ciné-Sync limitée », constituée en corporation par lettres patentes en date du 20 mars 1968 et ayant son bureau principal à Montréal où elle avait son bureau situé jusqu'à aujourd'hui au No 1638, de la rue Sherbrooke ouest, l'a transporté au No 1610, de la rue Sherbrooke ouest.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Québec, ce 26e jour de mai 1969.

Le secrétaire,
MARC DE GOUMOIS.

30189-o 1271-69

Claude Séguin Transport inc.

Avis est donné que la compagnie « Claude Séguin Transport inc. », a changé son siège social de Hudson Heights à Vaudreuil.

Le secrétaire,
LISE SÉGUIN.

30192-o 3895-64

Les Agences d'Importation et d'Exportation d'Outre Mer inc.

Notice is hereby given that "Les Agences d'Importation et d'Exportation d'Outre Mer inc.", incorporated by letters patent registered on May 13, 1969, Libro 1484, Folio 50, in accordance with the Companies Act, and having its head office in the city of Montreal, where its office was situated until today at number 407 McGill St., Room 408, has changed it to number 170 Dorchester Blvd. East, Room 210, in the city of Montreal.

From and after the date of this notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this 16th day of June, 1969.

MR. SERKO KAISSERLIAN,
Secretary.

30186 682-69

Asselin Transport ltée

Notice is hereby given that "Asselin Transport ltée", incorporated by letters patent under the provisions of Part I of the Companies Act, on on May 29, 1969 and having its head office in the city and district of St-Maurice, has established its office at 263, 106th Avenue in St-Georges de Champlain, district of St-Maurice, Province of Québec.

Dated at Grand'Mère, this 30th day of May, 1969.

EUCLIDE ASSELIN,
Secretary.

30187-o 2206-69

Marc Beauchamp inc.

Notice is hereby given that "Marc Beauchamp inc.", company incorporated by letters patent, on September 5, 1952, and having its head office in Trois-Rivières has established its office at 650 Des Commissaires.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company being the head office of the company.

Given at Trois-Rivières, on July 4, 1969.

M. BEAUCHAMP,
President.

30188-o 12266-52

Ciné-Sync limitée

Notice is hereby given that "Ciné-Sync limitée", incorporated under Part I of the Québec Companies Act by letters patent dated on March 20, 1968 has moved its head office from 1938 Sherbrooke Street West, in the city of Montreal to 1610 Sherbrooke Street West, in the city of Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company being the head office of the company.

Given at Québec, the 26th day of May, 1969.

MARC DE GOUMOIS,
Secretary.

30189-o 1271-69

Claude Séguin Transport inc.

Notice is given that "Claude Séguin Transport inc.", has transferred its head office from Hudson Heights to Vaudreuil.

LISE SÉGUIN,
Secretary.

30192-o 3895-64

Les Éditions Emmanuel inc.

Avis est donné que « Les Éditions Emmanuel inc. », constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies, en date du 21 avril 1969 et ayant son siège social dans la cité de Longueuil, a établi son bureau à 672, rue Préfontaine, dans ladite cité.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, le 13e jour de juin 1969.

Le secrétaire,
MARGOT J. DOR.

30190-o 1799-69

Les Éditions Emmanuel inc.

Notice is heregy given that "Les Éditions Emmanuel inc.", incorporated by letters patent under Part I of the Companies Act, on April 21, 1969 and having its head office in the city of Longueuil, has established its office at 672 Préfontaine Street, in the said city.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Given at Montreal, this 13th day of June, 1969.

MARGOT J. DOR,
Secretary.

30190-o 1799-69

Leodo Investments Ltd.

Avis est donné que « Leodo Investments Ltd. », a transporté son siège social de bureau 300, 4141 ouest, rue Sherbrooke, Westmount, à bureau 809, 1550 ouest, boulevard de Maisonneuve, Montréal.

Le secrétaire-trésorier,
MARK SHAPIRO.

30191 4330-67

Leodo Investments Ltd.

Notice is given that "Leodo Investments Ltd.". has transferred its head office from Suite 300, 4141 Sherbrooke Street West, Westmount to Suite 809, 1550 Boulevard de Maisonneuve West, Montreal.

MARK SHAPIRO,
Secretary-Treasurer.

30191-o 4330-67

Société Fabec inc.

Avis est donné que la compagnie « Société Fabec inc. », constituée en corporation par lettres patentes émises par le lieutenant-gouverneur de la Province de Québec, le huitième jour de juillet mil neuf cent soixante-huit (1968) a établi sa principale place d'affaires au numéro 8323, boulevard Haut Anjou, en la ville d'Anjou, district de Montréal.

Donné à Montréal, ce huitième jour de novembre mil neuf cent soixante-huit (1968).

(Sceau) *Le secrétaire,*
BERNARD PELLETIER.

30193-o 3079-68

Société Fabec inc.

Notice is hereby given that "Société Fabec inc.", incorporated by letters patent issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec and bearing date the eighth day of July, one thousand nine hundred and sixty-eight (1968), has established its head office at number 8323 Haut Anjou Blvd., in the town of Anjou, district of Montreal.

Given at Montreal, this eighth day of November, one thousand nine hundred and sixty-eight (1968).

(Seal) BERNARD PELLETIER,
Secretary.

30193 3079-68

Association des Géologues du Québec
Association of Geologists of Quebec

Avis est donné que la corporation « Association des Géologues du Québec — Association of Geologists of Québec », constituée en corporation en date du 3 décembre 1968, et ayant son siège social dans la ville de Montréal, a établi son bureau au numéro 612, de la rue St-Jacques, suite 703.

Ledit bureau est considéré par la corporation comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 30e jour d'avril 1969.

Le secrétaire,
ÉMILE SÉGUIN.

30232-o 5499-68

Association des Géologues du Québec
Association of Geologists of Quebec

Notice is hereby given that "Association des Géologues du Québec — Association of Geologists of Québec", a company incorporated on December 3, 1968, and having its head office in the city of Montreal, has established its office at number 612 Saint James Street, suite 703.

The said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Given at Montreal, this 30th day of April, 1969.

ÉMILIEN SÉGUIN,
Secretary.

30232 5499-68

S. Cohen & Co. Ltd.

Avis est par les présentes donné que la compagnie « S. Cohen & Co. Ltd. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies par lettres patentes en date du 24 mars 1956, a transporté son siège social de 10 ouest, rue Ontario dans la ville de Montréal au 307 ouest, de la rue Sainte-Catherine, dans la ville de Montréal.

Montréal, Québec, le 23 juin 1969.

Le secrétaire,
RHODA COHEN.

30233 10978-56

S. Cohen & Co. Ltd.

Notice is hereby given that "S. Cohen & Co. Ltd.", incorporated under Part I of the Companies Act by letters patent dated March 24, 1956, has moved its head office from 10 Ontario Street West in the city of Montreal to 307 St. Catherine Street West in the city of Montreal.

Montreal, Québec, June 23, 1969.

RHODA COHEN,
Secretary.

30233-o 10978-56

Mart Optical Supplies Ltd.

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Mart Optical Supplies Ltd. », constituée par lettres patentes en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le 14e jour de juillet 1965, et ayant son siège social dans la ville de Montréal, au bureau 1020, 1010 ouest, rue Sainte-Catherine, a transporté son siège social au bureau 904, au 1010 ouest, rue Sainte-Catherine.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 25e jour de juin 1969.

Le président,
DAVID GOLDSTONE.

30234 3187-65

Mart Optical Supplies Ltd.

Notice is hereby given that "Mart Optical Supplies Ltd.", incorporated by letters patent under Part I of the Companies Act on the 14th day of July, 1965, and having its head office in the city of Montreal, at suite 1020, 1010 St. Catherine Street West, has moved it to suite 904, 1010 St. Catherine Street West.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 25th day of June, 1969.

DAVID GOLDSTONE,
President.

30234-o 3187-65

Nettoyeur Lemay inc.
Lemay Cleaner Inc.

Avis est donné que la compagnie « Nettoyeur Lemay inc. — Lemay Cleaner Inc. », constituée en corporation en date du 28e jour de novembre 1968, et ayant son siège social à Montréal, P.Q., a établi son bureau au numéro 2577, De Beaujeu.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 6e jour de juin 1969.

(Sceau) *Le président,*
ROGER BERTHIAUME.

30235-o 5701-68

Nettoyeur Lemay inc.
Lemay Cleaner Inc.

Notice is hereby given that "Nettoyeur Lemay inc. — Lemay Cleaner Inc.", a company incorporated on the 28th day of November, 1968, and having its head office at Montreal, P.Q., has established its office at number 2577 De Beaujeu.

From and after the date of the present notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Given at Montreal, this 6th day of June, 1969.

(Seal) ROGER BERTHIAUME,
President.

30235 5701-68

S. &. F. Clothing Co. Ltd.

Avis est par les présentes donné que la compagnie « S. & F. Clothing Co. Ltd. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, par lettres patentes en date du 19e jour de septembre 1932 et par lettres patentes supplémentaires en date du 1er jour de mai 1954, a transporté son siège social de 10 ouest, rue Ontario dans la ville de Montréal à 307 ouest, rue Sainte-Catherine dans la ville de Montréal.

Montréal, Québec, le 23 juin 1969.

Le secrétaire,
SYLVIN BLUMER.

30236 1545-32

S. & F. Clothing Co. Ltd.

Notice is hereby given that "S. & F. Clothing Co. Ltd.", incorporated under Part I of the Companies Act by letters patent dated September 19, 1932 and supplementary letters patent dated May 1, 1954 has moved its head office from 10 Ontario Street West in the city of Montreal to 307 St. Catherine Street West in the city of Montreal.

Montréal, Québec, June 23, 1969.

SYLVIN BLUMER,
Secretary.

30236-o 1545-32

Raoul Vennat inc.

Avis est donné que la compagnie « Raoul Vennat inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 7 mai 1969 et ayant son siège social dans Montréal a établi son bureau au numéro 3770 de la rue St-Denis.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 22e jour de mai 1969.

Le président,
THÉOPHILE LAMARRE, JR.

30237-o 1739-69

Raoul Vennat inc.

Notice is hereby given that "Raoul Vennat inc.", a company incorporated by letters patent dated May 7, 1969 and having its head office in Montreal, has established its office at number 3770 Saint-Denis Street.

From and after the date of the present notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Given at Montreal, this 22nd day of May, 1969.

THÉOPHILE KAMARRE, JR.,
President.

30237 1739-69

Divers
Compagnies

Leodo Investments Ltd.

Avis est donné que « Leodo Investments Ltd. », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le secrétaire-trésorier,
MARK SHAPIRO.

30191 4330-67

Miscellaneous
Companies

Leodo Investments Ltd.

Notice is given that "Leodo Investments Ltd.", has changed the number of its directors from 3 to 4.

MARK SHAPIRO,
Secretary-Treasurer.

30191-o 4330-67

St. Lawrence Brick Co. Limited
La Briqueterie St-Laurent limitée

Avis est donné que « St. Lawrence Brick Co. Limited — La Briqueterie St-Laurent limitée », a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 5.

Le secrétaire,
DENIS ALLARD.

30194 733-24

St. Lawrence Brick Co. Limited
La Briqueterie St-Laurent limitée

Notice is given that "St. Lawrence Brick Co. Limited — La Briqueterie St-Laurent limitée", has changed the number of its directors from 4 to 5.

DENIS ALLARD,
Secretary.

30194-o 733-24

Kenwood's Moving & Storage Ltd.
Déménagement & Entreposage
Kenwoods ltée

Avis est donné que « Kenwood's Moving & Storage Ltd. — Déménagement & Entreposage Kenwoods ltée », a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 4.

Le secrétaire-trésorier,
P. R. KENWOOD.

30195 1018-27

Kenwood's Moving & Storage Ltd.
Déménagement & Entreposage
Kenwoods ltée

Notice is given that "Kenwood's Moving & Storage Ltd. — Déménagement & Entreposage Kenwoods ltée", has changed the number of its directors from 5 to 4.

P. R. KENWOOD,
Secretary-Treasurer.

30195-o 1018-27

Kenwood's Moving & Storage Ltd.
Déménagement & Entreposage
Kenwoods ltée

Avis est donné que « Kenwood's Moving & Storage Ltd. — Déménagement & Entreposage Kenwoods ltée », a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 3.

Le secrétaire-trésorier,
P. R. KENWOOD.

30195 1018-27

Kenwood's Moving & Storage Ltd.
Déménagement & Entreposage
Kenwoods ltée

Notice is given that "Kenwood's Moving & Storage Ltd. — Déménagement & Entreposage Kenwoods ltée", has changed the number of its directors from 4 to 3.

P. R. KENWOOD,
Secretary-Treasurer.

30195-o 1018-27

Durex Construction Ltd.

Avis est donné que « Durex Construction Ltd. », a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 3.

Le secrétaire,
JAIME MERBAUM.

30196 3514-67

Durex Construction Ltd.

Notice is given that "Durex Construction Ltd.", has changed the number of its directors from 5 to 3.

JAIME MERBAUM,
Secretary.

30196-o 3514-67

The T. Eaton Co. Limited of Montreal

Avis est donné que « The T. Eaton Co. Limited of Montreal », a changé le nombre de ses administrateurs de 9 à 8.

Le secrétaire,
CLARKE MCLEAN BEATTIE.

30197-o 612-25

The T. Eaton Co. Limited of Montreal

Notice is given that "The T. Eaton Co. Limited of Montreal", has changed the number of its directors from 9 to 8.

CLARKE MCLEAN BEATTIE,
Secretary.

30197-o 612-25

Faberland Corp.

Avis est donné que « Faberland Corp. », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 5.

Le secrétaire,
NAT WEISBORD.

30198 1806-69

Faberland Corp.

Notice is given that "Faberland Corp.", has changed the number of its directors from 3 to 5.

NAT WEISBORD,
Secretary.

30198-o 1806-69

H. Fisher & Sons Ltd.

Avis est donné que la compagnie « H. Fisher & Sons Ltd. », a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 4.

Le secrétaire,
HARRY GREKIN.

30199-o 3870-48

H. Fisher & Sons Ltd.

Notice is given that "H. Fisher & Sons Ltd.", has changed the number of its directors from 5 to 4.

HARRY GREKIN,
Secretary.

30199-o 3870-48

Glencannon Corporation

Avis est donné que « Glencannon Corporation », a changé le nombre de ses administrateurs de 7 à 8.

Le secrétaire intérimaire,
ROGER LÉTOURNEAU.

30200 10567-57

Glencannon Corporation

Notice is given that "Glencannon Corporation", has changed the number of its directors from 7 to 8.

ROGER LÉTOURNEAU,
Acting Secretary.

30200-o 10567-57

Lowby's Limited

Avis est donné que « Lowby's Limited » a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le président,
NATHANIEL KOBY.

30201 6148-45

Metofer Ltd.
Metofer ltée

Avis est donné que « Metofer Ltd. — Metofer ltée », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 5.

Le secrétaire,
JACK L. SWITZER.

30202 3848-65

National Containers Limited

Avis est donné que « National Containers Limited » a changé le nombre de ses administrateurs de 7 à 3.

Le secrétaire,
I. COHEN.

30203 7561-45

Rediffusion Incorporated

Avis est donné que « Rediffusion Incorporated » a changé le nombre de ses administrateurs de 8 à 9.

Le secrétaire,
ALEXANDER JOHN CAMPBELL, C.R.,

30204 5458-64

Standard Structural Steel Ltd.

Avis est donné que « Standard Structural Steel Ltd. », a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 6.

Le secrétaire,
MURRAY LAPIN.

30205 1286-45

Standard Structural Steel Ltd.

Avis est donné que « Standard Structural Steel Ltd. », a changé le nombre de ses administrateurs de 6 à 5.

Le secrétaire,
MURRAY LAPIN.

30205 1286-45

The Wilson Company

Avis est donné que « The Wilson Company », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 5.

Le secrétaire,
J. R. N. P. DENNING.

30206 2416-28

Dismat inc.

Avis est donné que la compagnie « Dismat inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 7.

Le secrétaire,
RENÉ CHAPUT.

30228-o 863-66

S.M.A. (Société de Mathématiques Appliquées) inc.

Avis est donné que la compagnie « S.M.A. (Société de Mathématiques Appliquées) inc. », a changé le nombre de ses administraterus de 9 à 13.

Le secrétaire,
ANDRÉ DUPRAS.

30229-o 132-64

Lowby's Limited

Notice is given that "Lowby's Limited" has changed the number of its directors from 3 to 4.

NATHANIEL KOBY,
President.

30201-o 6148-45

Metofer Ltd.
Metofer ltée

Notice is given that "Metofer Ltd. — Metofer ltée", has changed the number of its directors from 3 to 5.

JACK L. SWITZER,
Secretary.

30202-o 3848-65

National Containers Limited

Notice is given that "National Containers Limited" has changed the number of its directors from 7 to 3.

I. COHEN,
Secretary.

30203 7561-45

Rediffusion Incorporated

Notice is given that "Rediffusion Incorporated", has changed the number of its directors from 8 to 9.

ALEXANDER JOHN CAMPBELL, Q.C.,
Secretary.

30204-o 5458-64

Standard Structural Steel Ltd.

Notice is given that "Standard Structural Steel Ltd.", has changed the number of its directors from 5 to 6.

MURRAY LAPIN,
Secretary.

30205-o 1286-45

Standard Structural Steel Ltd.

Notice is given that "Standard Structural Steel Ltd.", has changed the number of its directors from 6 to 5.

MURRAY LAPIN,
Secretary.

30205-o 1286-45

The Wilson Company

Notice is given that "The Wilson Company", has changed the number of its directors from 3 to 5.

J. R. N. P. DENNING,
Secretary.

30206-o 2416-28

Dismat inc.

Notice is hereby given that "Dismat inc.", has changed the number of its directors from 3 to 7.

RENÉ CHAPUT,
Secretary.

30228 863-66

S.M.A. (Société de Mathématiques Appliqués) inc.

Notice is given that "S.M.A. (Société de Mathématiques Appliquées) inc.", has changed the number of its directors from 9 to 13.

ANDRÉ DUPRAS,
Secretary.

30229-o 132-64

Télébec ltée

Avis est donné que la compagnie « Télébec ltée », a changé le nombre de ses administrateurs de 12 à 6.

Le secrétaire,
ANDRÉ LABONTÉ.

30230-o 1871-69

Télébec ltée

Notice is hereby given that "Télébec ltée", has changed the number of its directors from 12 to 6.

ANDRÉ LABONTÉ,
Secretary.

30230-o 1871-69

Valentine Foods Limited

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Valentine Foods Limited », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le secrétaire,
JAMES R. WILSON.

30231 5467-68

Valentine Foods Limited

Notice is given that "Valentine Foods Limited" has changed the number of its directors from 3 to 4.

JAMES R. WILSON,
Secretary.

30231-o 5467-68

Association des Géologues du Québec
Association of Geologists of Québec

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives a, le 7 juillet 1969, approuvé les règlements numéros 1 à 50 de l'« Association des Géologues du Québec — Association of Geologists of Québec », et ce, en vertu de l'article 226 de la Loi des compagnies.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

30232-o 5499-68

Association des Géologues du Québec
Association of Geologists of Québec

Notice is hereby given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved, on July 7, 1969, by-law numbers 1 to 50 of "Association des Géologues du Québec — Association of Geologists of Québec", and such, pursuant to Section 226 of the Companies Act.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

30232 5499-68

Federation of Catholic Charities Inc.

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives a, le 16 juillet 1969, approuvé l'amendement à l'article 1 des règlements généraux de la « Federation of Catholic Charities Inc. », et ce, en vertu de l'article 226 de la Loi des compagnies.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

30259-o 740-32

Federation of Catholic Charities Inc.

Notice is hereby given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved, on July 16, 1969, the amendment to Section 1 of the general by-laws of "Federation of Catholic Charities Inc.", and such, pursuant to section 226 of the Companies Act.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

30259 740-32

Federation of Catholic Charities Inc.

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives a, le 16 juillet 1969, approuvé le règlement numéro 9 augmentant de 20 à 24 le nombre des administrateurs de la « Federation of Catholic Charities Inc. », et ce, en vertu de l'article 226 de la Loi des compagnies.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

30259-o 740-32

Federation of Catholic Charities Inc.

Notice is hereby given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved, on July 16, 1969, by-law number 9 increasing from 20 to 24 the number of the directors of "Federation of Catholic Charities Inc.", and such, pursuant to section 226 of the Companies Act.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

30259 740-32

La Corporation Moneta
Moneta Corporation

Avis est donné que « La Corporation Moneta — Moneta Corporation », a changé le nombre de ses administrateurs de 18 à 7.

Le secrétaire,
GILLES RIVARD.

30262-o 14486-62

La Corporation Moneta
Moneta Corporation

Notice is hereby given that "La Corporation Moneta — Moneta Corporation", has changed the number of its directors from 18 to 7.

GILLES RIVARD,
Secretary.

30262 14486-62

Chartes — demandes d'abandon de

Charters — Application for Surrender of

Dahkol Holdings Inc.

Avis est par les présentes donné que « Dahkol Holdings Inc. », s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte à une date qu'il lui plaira de fixer.

Les procureurs de la compagnie,
LOUIS & BERGER.

30213

Dahkol Holdings Inc.

Notice is hereby given that "Dahkol Holdings Inc.", will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter at a date to be fixed.

LOUIS & BERGER,
Attorneys for the Company.

30213-o

James D. Cherry & Sons Limited

Prenez avis que la compagnie « James D. Cherry & Sons Limited », demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, ce 9 juillet 1969.

Le procureur de la compagnie,

30210-o CLAUDE GUÉRIN.

Classy Belt Inc.

Prenez avis que la compagnie « Classy Belt Inc. », demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 10 juillet, 1969.

Les procureurs de la compagnie,

GREENBLATT, GINSBERG,

30211-o GARDNER & GLAZER.

Daimor Realty Co. Ltd.

Avis est donné que « Daimor Realty Co. Ltd. », ayant son siège social et principal place d'affaires dans la cité de Montréal, demandera la permission d'abandonner sa charte en vertu de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 20e jour de juin, 1969.

Les procureurs de la requérante,

30212-o Mes ORENSTEIN, RUBY & MICHELIN.

L'Aqueduc de Sainte-Anne des Plaines incorporé

Prenez avis que la compagnie « L'Aqueduc de Sainte-Anne des Plaines incorporé », demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Saint-Jérôme, ce 8 juillet 1969.

Les procureurs de la compagnie,

MARCHESSAULT, ROUSSEAU

30207-o & JOLY.

Bengrantel, Inc.

Avis est donné que la compagnie « Bengrantel, Inc. », ayant son siège social dans la cité de Jacques-Cartier, P.Q. s'adressera à l'honorable ministre des institutions financières, compagnies et coopératives pour obtenir la permission d'abandonner sa cherte.

Montréal, le 2 juillet 1969.

Le procureur de la requérante,

30208 LIONEL A. SPERBER, C.R.

Édifice Médico-Chirurgical de Magog inc.

Prenez avis que la compagnie « Édifice Médico-Chirurgical de Magog inc. », demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Les procureurs de la compagnie,

30216-o MES BOILY & FONTAINE.

Paul Désilets inc.

Prenez avis que la compagnie « Paul Désilets inc. », demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Trois-Rivières, ce 10 juillet 1969.

Les procureurs de la compagnie,

GIROUARD, BEAUMIER

30214-o & HUARD.

James D. Cherry & Sons Limited

Notice is hereby given that "James D. Cherry & Sons Limited", will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Montreal, July 9, 1969.

CLAUDE GUÉRIN,

30210-o *Attorney for the Company.*

Classy Belt Inc.

Take notice that "Classy Belt Inc.", will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Montreal, July 10, 1969.

GREENBLATT, GINSBERG,

GARDNER & GLAZER,

30211-o *Attorneys for the Company.*

Daimor Realty Co. Ltd.

Notice is hereby given that "Daimor Realty Co. Ltd.", having itsh ead office in the city and district of Montreal, will apply for leave to surrender its Charter in accordance with the Companies Act.

Dated at Montreal, this 20th day of June, 1969.

Mes ORENSTEIN, RUBY & MICHELIN,

30212-o *Attorneys for Petitioner.*

L'Aqueduc de Sainte-Anne des Plaines incorporé

Take notice that "L'Aqueduc de Sainte-Anne des Plaines incorporé", will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Saint-Jérôme, July 8, 1969.

MARCHESSAULT, ROUSSEAU

& JOLY,

30207 *Attorneys for the Company.*

Bengrantel, Inc.

Notice is given that "Bengrantel, Inc.", having its head office in the city of Jacques-Cartier, P.Q., will apply to the honourable the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Montreal, July 2, 1969.

LIONEL A. SPERBER, Q.C.,

30208-o *Attorney for Petitioner.*

Édifice Médico-Chirurgical de Magog inc.

Notice is hereby given that the company "Édifice Médico-Chirurgical de Magog inc.", will apply the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, for leave to surrender its charter.

MES BOILY & FONTAINE,

30216-o *Attorneys for the Company.*

Paul Désilets inc.

Take notice that "Paul Désilets inc.", will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Trois-Rivières, on July 10, 1969.

GIROUARD, BEAUMIER

& HUARD,

30214-o *Attorneys for the Company.*

Cedar Holiday Homes Ltd.

Avis est par les présentes donné que « Cedar Holiday Homes Ltd. », dont le bureau principal est situé dans la ville de Dorval, province de Québec, fera une demande au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives pour obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Montréal, Québec, ce 3e jour de juillet 1969.

La secrétaire,

30209-o BETTE I. MERGNY.

Publicité Dominion inc.
Dominion Advertising Inc.

Prenez avis que la compagnie « Publicité Dominion inc. — Dominion Advertising Inc. », corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies, ayant son siège social à Montréal, district de Montréal, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 10e jour de juillet 1969.

Le procureur de la requérante,

30215-o MARCEL PAQUETTE.

Lakeshore Court Inc.

Prenez avis que la compagnie « Lakeshore Court Inc. », demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte selon les dispositions de la Loi des compagnies.

Montréal, ce 11e jour de juillet 1969.

Le procureur de la compagnie,

30218-o CLAUDE GUÉRIN.

Placements Georges-Arthur Fortier inc.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Placements Georges-Arthur Fortier inc. », une corporation constituée, en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social à Sherbrooke, Qué., s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté, ce 11e jour de juillet 1969.

Le secrétaire,

30219-o MAURICE BUSQUE.

L. C. Thomson (1962) Inc.

Avis est par les présentes donné que « L. C. Thomson (1962) Inc. », dont le bureau principal est situé dans la ville de Montréal, province de Québec, fera une demande au ministre des institutions financières, compagnies et cooperatives de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Montréal, Québec, ce 10e jour de juillet 1969.

Le secrétaire,

30220-o J. G. DAVIS.

La Jardinière inc.

Avis est par les présentes donné que la compagnie « La Jardinière inc. », demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte ».

Les avocats et procureurs de la requérante,

30258-o BIÉRER, JUNEAU, BERNIER, CÔTÉ, OUELLET et FOURNIER.

Cedar Holiday Homes Ltd.

Notice is hereby given that "Cedar Holiday Homes Ltd.", which has its head office in the city of Dorval, Province of Québec, will make application to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter in accordance with the provisions of the Companies Act.

Montreal, Québec, this 3rd day of July, 1969.

BETTE I. MERGNY,

30209-o *Secretary.*

Publicité Dominion inc.
Dominion Advertising Inc.

Notice is hereby given that "Publicité Dominion inc.— Dominion Advertising Inc.", a corporation incorporated under the Companies Act, having its head office in the city of Montreal, district of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its letters patent, from and after the date which he will be pleased to determine.

Dated at Montreal, this 10th day of July, 1969.

MARCEL PAQUETTE,

30215-o *Attorney for the Petitioner.*

Lakeshore Court Inc.

Notice is hereby given that "Lakeshore Court Inc.", will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Montreal, this 11th day of July, 1969.

CLAUDE GUÉRIN,

30218-o *Attorney for the Company.*

Placements Georges-Arthur Fortier inc.

Notice is hereby given that "Placements Georges-Arthur Fortier Inc.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office at Sherbrooke, Qué., will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated, this 11th day of July 1969.

MAURICE BUSQUE,

30219-o *Secretary.*

L. C. Thomson (1962) Inc.

Notice is hereby given that "L. C. Thomson (1962) Inc.", which has its head office in the city of Montreal, province of Québec, will make application to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its Charter in accordance with the provisions of the Companies Act.

Montreal, Québec, this 10th day of July 1969.

J. G. DAVIS,

30220-o *Secretary.*

La Jardinière inc.

Notice is hereby given that "La Jardinière inc.", will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

BIÉRER, JUNEAU, BERNIER, CÔTÉ, OUELLET and FOURNIER,

30258 *Advocates and Attorneys for the Petitioner.*

Acme Leather Inc.

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Acme Leather Inc. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social dans les cité et district de Montréal, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives pour obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément à la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 26e jour de juin 1969.

Les procureurs de la compagnie,

30227 LIVERMAN & KAUFMAN.

Acme Leather Inc.

Notice is hereby given that "Acme Leather Inc.", a corporation constituted under the Companies Act and having its head office in the city and district of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter under the Companies Act.

Dated at Montreal, this 26th day of June, 1969.

LIVERMAN & KAUFMAN,

30227-o *Attorneys for the Company.*

Kodiak Kamps Limited

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Kodiak Kamps Limited », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social dans la ville de Montréal, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Toronto, Ontario, ce 30e jour d'avril 1969.

Le secrétaire,

30217 RONA FOUCHER.

Kodiak Kamps Limited

Notice is hereby given that "Kodiak Kamps Limited", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Toronto, Ontario, this 30th day of April, 1969.

RONA FOUCHER,

30217-o *Secretary.*

Association des Vendeurs en Pharmacie du Québec

Avis est par la présente donné que « Association des Vendeurs en Pharmacie du Québec», compagnie incorporée sous la Loi des compagnies et ayant son siège social dans la cité de Montréal, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, pour demander la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Lachine, ce seizième jour de juillet, mil neuf cent soixante-neuf (1969).

Le procureur de la compagnie,

30255-o E. DESCARY, *notaire.*

Québec Drug Salesmen's Association

Notice is hereby given that "Québec Drug Salesmen's Association", incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec, for leave to surrender its charter, pursuant to the provisions of the Companies Act.

Dated at Lachine, this sixteenth day of July, nineteen hundred and sixty-nine (1969).

E. DESCARY, *Notary,*

30255-o *Attorney for the Company.*

Édifice Ferland inc.

Avis est donné que « Édifice Ferland inc. », corporation constituée en vertu de la première partie de la Loi des Compagnies (1964 S.R.Q. chap. 271), ayant son siège social en la cité de Québec, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de ladite Loi des compagnies.

Québec, ce 16 juillet 1969.

Les procureurs de la compagnie,

PINSONNEAU, SIMARD,

30256-o POTHIER & FONTAINE.

Édifice Ferland inc.

Notice is hereby given that "Édifice Ferland inc. ", a corporation incorporated under the Companies Act, and having its head office in the city of Québec, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec, for leave to surrender its charter under the provisions of the said Companies Act.

Québec, July 16, 1969.

PINSONNEAULT, SIMARD,
POTHIER & FONTAINE,

30256-o *Attorneys for the company.*

Harney Shipping Inc.

Avis est donné que la compangie « Harney Shipping Inc. », constituée en corporation en vertu de la partie I de la Loi des Compagnies et ayant son siège social dans la cité de Québec, district de Québec, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte et de l'annuler à compter d'une date à fixée par ce dernier.

Rimouski, le 15 juillet 1969.

La secrétaire,

30257-o IMELDA DUBÉ-HARNEY.

Harney Shipping Inc.

Notice is hereby given that "Harney Shipping Inc.", a corporation constituted under part I of the Companies Act and having its head office in Québec City, district of Québec, will apply to the Minister of Financial Institutions Companies and Cooperatives, for the acceptance of the surrender of its charter and its cancellation on and from the date to be fixed by him.

Rimouski, July 15, 1969.

IMELDA DUBÉ-HARNEY,

30257-o *Secretary.*

Provincial Properties Incorporated

Avis est donné que « Provincial Properties Incorporated », corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte en vertu de la Loi des compagnies.

Daté ce 15e jour de juillet, 1969.

Le secrétaire,
J. A. R. ALLAN.

30260-o

Provincial Properties Incorporated

Notice is hereby given that "Provincial Properties Incorporated", a corporation incorporated under the Companies Act, and having its head office on the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated this 15th day of July, 1969.

J. A. R. ALLAN,
Secretary.

30260-o

Arrêtés en Conseil

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 2039

Québec, le 10 juillet 1969.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la réduction du montant de la rente et du coût des travaux requis payables par la Compagnie Sisque Limitée.

ATTENDU QUE la Compagnie Sisque Limitée détient cinq (5) permis de recherche pour le pétrole et le gaz naturel, soit les permis portant les numéros 275 à 278 inclusivement depuis le 1er mai 1969 et le permis numéro 346 depuis le 23 mai 1969;

ATTENDU QU'en vertu de l'alinéa *e*) de l'article 268 de la Loi des mines (13-14 Elizabeth II, chapitre 34) le lieutenant-gouverneur en conseil peut déterminer les conditions des permis de recherche suivant l'article 144 de cette loi;

ATTENDU QU'en vertu dudit article 144, une société constituée en vertu des lois de la province peut faire réduire jusqu'à concurrence de 75% pour la première année et de 50% pour toute année subséquente le montant de la rente et le coût des travaux requis si elle détient au moins cinq (5) permis contigus d'une superficie globale d'au moins 250,000 acres dans les districts électoraux de Rimouski, Matapédia, Matane, Gaspé-Nord, Gaspé-Sud, Bonaventure et des Iles de la Madeleine, l'Ile d'Anticosti, le territoire d'Abitibi et le Nouveau-Québec;

ATTENDU QUE les cinq (5) permis précités sont tous situés dans les districts électoraux de Bonaventure et de Gaspé-Sud et ont une superficie totale de 266,500 acres.

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre des Richesses naturelles:

QUE, conformément à l'article 144 de la Loi des mines (13-14 Elizabeth II, chapitre 34), le montant de la rente et le coût des travaux requis soient réduits jusqu'à concurrence de 75% pour la première année et de 50% pour toute année subséquente pour les permis de recherche 275 à 278 inclusivement et 346 accordés à la Compagnie Sisque Limitée et couvrant une superficie de 266,500 acres;

QUE ce règlement ait force de loi à compter de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec.*

Copie conforme.

Le greffier du Conseil exécutif,
JACQUES PRÉMONT.

30264-o

Orders in Council

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 2039

Québec, July 10, 1969.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the reduction of the amount of the rental and the cost of the required work payable by the Compagnie Sisque Limitée.

WHEREAS the Compagnie Sisque Limitée holds five (5) exploration licences for petroleum or natural gas, that is the licences bearing numbers 275 to 278 inclusively since May 1, 1969 and licence number 346 since May 23, 1969;

WHEREAS pursuant to paragraph (*e*) of Section 268 of the Mining Act (13-14 Elizabeth II, chapter 34) the Lieutenant-Governor in Council may prescribe the conditions for exploration licences under section 144 of the said Act;

WHEREAS pursuant to said section 144 a company incorporated under the laws of the Province may reduce to the extent of 75% for the first year and 50% for each subsequent year the amount of the rental and the cost of the required work whenever it holds five (5) or more contiguous licences of a total area of at least 250,000 acres in the electoral districts of Rimouski, Matapédia, Matane, Gaspé-North, Gaspé-South, Bonaventure and the Magdalen Islands, the Island of Anticosti, the territory of Abitibi and New Québec;

WHEREAS the five (5) aforementioned licences are all situated within the electoral districts of Bonaventure and Gaspé-South and have a total area of 266,500 acres.

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Natural Resources;

THAT, pursuant to section 144 of the Mining Act (13-14 Elizabeth II, Chapter 34), the amount of the rental and the cost of the required work be reduced to the extent of 75% for the first year and 50% for each subsequent year for exploration licences numbers 275 to 278 inclusively and 346 granted the "Compagnie Sisque Limitée" and having a total area of 266,500 acres;

THAT this regulation become effective as law from and after the date of its publication in the *Québec Official Gazette.*

True Copy.

JACQUES PRÉMONT,
Clerk of the Executive Council.

30264

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 2027

Québec, le 10 juillet 1969.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la prolongation des dispositions du décret relatif à la serrurerie et la menuiserie métallique dans la région de Montréal, qui ne s'appliquent pas aux travaux exécutés sur les chantiers de construction.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre:

QUE, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec 1964, chapitre 143), les dispositions du décret numéro 790 du 8 mai 1962 et amendements, relatif à la serrurerie et la menuiserie métallique dans la région de Montréal, qui ne s'appliquent pas aux travaux exécutés sur les chantiers de construction, soient prolongées pour une période de deux (2) mois, soit jusqu'au 30 septembre 1969.

Le greffier du Conseil exécutif,
30244-o JACQUES PRÉMONT.

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 2027

Québec, July 10, 1969.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the extension of the provisions of the decree respecting Non-Structural Metalwork in the Montreal Region that do not apply to work carried out on construction sites.

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour and Manpower:

THAT, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (RSQ 1964, c. 143), the provisions of decree number 790 of May 8, 1962, as amended, (Non-Structural Metalwork in the Montreal Region) that do not apply to work performed on construction sites, be extended for a 2-month period, i.e., until September 30, 1969.

JACQUES PRÉMONT,
30244-o *Clerk of the Executive Council.*

Avis divers

Municipalité de St-André
(Sans désignation)
Municipalité du Village de St-André

Avis public est, par les présentes, donné que les conseils municipaux du village de St-André et de St-André ont respectivement, les 5 juillet et 7 juillet 1969, adopté un règlement pourvoyant à la fusion des municipalités du village de St-André et de St-André, toutes deux du comté du Lac St-Jean Ouest, conformément à la Loi de la fusion volontaire des municipalités (13-14, Eliz. II, ch. 56).

Ces règlements autorisent la présentation d'une requête conjointe au lieutenant-gouverneur en conseil, le priant d'octroyer des lettres patentes fusionnant la municipalité du village de St-André et la municipalité de St-André et créant une nouvelle municipalité désignée sous le nom de « Village de St-André du Lac St-Jean ».

Le territoire de la municipalité du « Village de St-André du Lac St-Jean » comprendra le territoire actuel de la municipalité du village de St-André et de la municipalité de St-André.

La municipalité du « Village de St-André du Lac St-Jean » sera régie par le Code municipal.

La première élection générale du maire et des conseillers aura lieu le premier dimanche de novembre 1970.

Les dettes contractées par chacune des municipalités actuelles resteront à la charge des contribuables de chacune de ces municipalités.

Il peut être pris connaissance du règlement décrétant la fusion ainsi que de la requête conjointe au bureau du secrétaire-trésorier de chacune des susdites municipalités.

Les propriétaires peuvent s'opposer à la fusion durant le mois qui suit celui des publications requises par la loi et faire connaître les

Miscellaneous Notices

Municipality of St-André
(Without designation)
Municipality of the Village of St-André

Public notice is hereby given that the municipal Councils of the Village of St-André and of St-André adopted, respectively, on July 5 and July 7, 1969, a by-law providing for the amalgamation of the municipalities of the Village of St-André and of St-André, both in the county of Lake St. John West, pursuant to the Voluntary Amalgamation of Municipalities Act (13-14 Elizabeth II, chapter 56).

These said by-laws authorize the presentation of a joint petition to the Lieutenant-Governor in Council, asking him to grant letters patent amalgamating the municipality of the Village of St-André and the municipality of St-André, and creating a new municipality designated under the name of "Village of St-André of Lake St. John".

The territory of the municipality of the « Village of St-André of Lake St. John" shall include the present territory of the municipality of the Village of St-André and of the municipality of St-André.

The municipality of the « Village of St-André of Lake St. John" shall be governed by the Municipal Code.

The first general election for the mayor and councillors will be held on the first Sunday of November, 1970.

Debts contracted by each of the present municipalities shall remain the responsibility of the tax-payers of each of the municipalities.

The by-law decreeing the amalgamation as well as the joint petition may be examined at the office of the Secretary-Treasurer of each of the aforementioned municipalities.

The proprietors may voice opposition to the amalgamation during the month following the publications required by law, and may make

motifs de leur opposition en s'adressant par écrit à la Commission municipale de Québec, Hôtel du Gouvernement, Québec 4, Qué.

Donné à St-André Village et à St-André, ce 10ième jour de juillet, mil neuf cent soixante-neuf.

Le secrétaire-trésorier de la municipalité du village de St-André,
MME GISÈLE LAPOINTE.
Le secrétaire-trésorier de la municipalité de St-André (sans désignation),
30152-29-2-o MME GISÈLE LAPOINTE.

Municipalité du canton de New Richmond

Avis

Prenez avis que le conseil de la municipalité du canton de New Richmond, comté de Bonaventure, a adopté à sa séance du 8 avril 1969, une résolution autorisant la présentation d'une requête au lieutenant-gouverneur en conseil, à l'effet que ladite corporation municipale soit constituée en municipalité de ville sous le nom de « Ville de New Richmond ».

La Ville de New Richmond a une population d'environ 4,000 âmes.

Les limites de la Ville projetée, telles que préparées par monsieur Jean-Damien Roy, a.g., sont:

Partant du sommet de l'angle est du lot 895; de là, successivement, les lignes et démarcations suivantes: la ligne sud-est du lot 895; partie de la ligne sud-ouest dudit lot 895 jusqu'à la ligne sud-est du lot 791; ladite ligne sud-est du lot 791 et son prolongement jusqu'au côté sud-ouest d'un chemin public; le côté sud-ouest dudit chemin en allant vers le sud-est jusqu'à la ligne sud-est du lot 778; ladite ligne sud-est du lot 778; le côté nord-est d'un chemin public en allant vers le sud-est jusqu'au prolongement de la ligne sud-est du lot 670; ledit prolongement et la ligne sud-est des lots 670 et 651; la ligne sud-ouest des lots 651, 650, 649 et 648 et partie de la ligne sud-ouest du lot 647; la ligne sud-est du lot 504; une ligne droite traversant un chemin public jusqu'au coin est du lot 466; la ligne sud-est du lot 466; une ligne droite à travers un chemin public jusqu'au coin est du lot 235; la ligne sud-est du lot 235 et son prolongement dans la Baie des Chaleurs jusqu'à sa rencontre avec une ligne parallèle à la rive nord de ladite baie à la distance de un (1) mille; ladite ligne parallèle à la rive nord de la Baie des Chaleurs en allant dans une direction générale ouest jusqu'à sa rencontre avec une autre ligne parallèle aux lignes latérales de lots et originant à la ligne médiane de la rivière Grande Cascapédia à son embouchure dans la Baie des Chaleurs; ladite ligne parallèle aux lignes latérales de lots jusqu'à sa rencontre avec la ligne médiane de la rivière Grande Cascapédia; la ligne médiane de ladite rivière en remontant son cours jusqu'au prolongement de la ligne sud-ouest du lot 286; ledit prolongement et ladite ligne sud-ouest du lot 286; une ligne brisée séparant les lots 286 et 287 des lots 396 et 397; une ligne droite à travers un chemin public jusqu'au coin ouest du lot 565; le côté nord-est dudit chemin faisant la limite sud-ouest des lots 565, 566 et 567; la ligne nord-ouest du lot 568 et son prolongement à travers un chemin public; le côté nord-est de ce dernier chemin en allant vers le sud-est jusqu'à la ligne nord-ouest du lot 727; la ligne nord-ouest des

known their reasons to said opposition by applying in writing to the Québec Municipal Commission, Parliament Buildings, Québec 4, P.Q.

Given at St-André Village and at St-André this 10th day of July, one thousand nine hundred and sixty-nine.

MRS. GISÈLE LAPOINTE,
Secretary-Treasurer of the Municipality of the Village of St-André.
MRS. GISÈLE LAPOINTE,
Secretary-Treasurer of the Municipality
30152-29-2 *of St-André (without designation).*

Municipality of the Township of New Richmond

Notice

Take notice that the municipal council of the township of New Richmond, county of Bonaventure, adopted, at its meeting held on April 8, 1969, a resolution authorizing the presentation of a petition to the Lieutenant-Governor in Council, to the effect that the said municipal corporation be incorporated into a town municipality under the name of "Town of New Richmond".

The town of New Richmond has a population of approximately 4,000.

The boundaries of the proposed town, as drawn up by Mr. Jean-Damien Roy, i.s., are:

Starting at the summit of the east corner of lot 895; thence, successively, the following lines and demarcations: the south-east line of lot 895; part of the south-west line of said lot 895 to the south-east line of lot 791; the said south-east line of lot 791 and its extension to the south-west side of a highway; the south-west side of the said road going towards the south-east to the south-east line of lot 778; the said south-east line of lot 778; the north-east side of a highway going towards the south-east to the extension of the south-east line of lot 670; the said extension and the south-east line of lots 670 and 651; the south-west line of lots 651, 650, 649 and 648 and part of the south-west line of lot 647; the south-east line of lot 504; a straight line crossing a highway to the east corner of the 466; the south-east line of lot 466: a straight line across a highway to the east corner of lot 235; the south-east line of lot 235 and its extension into Baie des Chaleurs to its meeting with a line parallel to the north shore of the said bay at a distance of one (1) mile; the said line parallel to the north shore of Baie des Chaleurs going in a general westerly direction to its meeting with another line parallel to the lateral lines of the lots and originating at the center-line of Grande Cascapédia River where it flows into the Baie des Chaleurs; the said line parallel to the lateral lines of the lots to its juncture with the center-line of Grande Cascapédia River; the center-line of the said river flowing along its course to the extension of the south-west line of lot 286; the said extension and the said south-west line of lot 286; a broken line separating lots 286 and 287 from lots 396 and 397; a straight line across a highway to the west corner of lot 565; the north-east side of the said road forming the south-west boundary of lots 565, 566 and 567; the north-west line of lot 568 and its extension across a highway; the north-east side of the latter road going towards the south-east to the north-west line of lot 727; the north-west line of lots 727, 728, 745, 827 and 866; finally, the

lots 727, 728, 745, 827 et 866; enfin, la ligne nord-est des lots 866 à 882 inclusivement et des lots 889, 890, 894 et 895 jusqu'au point de départ;

Lesquelles limites définissent le territoire de la ville de New Richmond dans le comté municipal de Bonaventure.

Donné à Québec, ce 14 juillet 1969.

Le procureur de la municipalité,
LOUIS VÉZINA, avocat.

30166-29-2-o

north-east line of lots 866 to 882 inclusively and lots 889, 890, 894 and 895 to the starting point;

The said boundaries define the territory of the town of New Richmond in the municipal county of Bonaventure.

Given at Québec, on July 14, 1969.

LOUIS VÉZINA, advocate,
Attorney for the Municipality.

30166-29-2

Liquidation — Avis de

Les Laitiers Tremblay & Frères ltée

Avis est donné que, lors d'une assemblée générale spéciale des actionnaires de la compagnie « Les Laitiers Tremblay & Frères ltée », tenue à Jonquière, le 3 juin 1969, il a été résolu que les affaires de ladite compagnie soient liquidées, et que celle-ci soit dissoute, en vertu de la Loi de la liquidation des compagnies, et que M. Stan Gauthier a été nommé liquidateur.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

30238-o 12180-59

Winding up Notices

Les Laitiers Tremblay & Frères ltée

Notice is hereby given that at a special general meeting of the shareholders of "Les Laitiers Tremblay & Frères ltée", held in Jonquière on June 3, 1969, a resolution was adopted to the effect that the affairs of the said company be liquidated, and that it be dissolved, pursuant to the Winding-Up Act, and that Mr. Stan Gauthier be appointed liquidator.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

30238 12180-59

Ministère de l'Industrie et du Commerce

Loi sur les pêcheries

Règlement de pêche du Québec

Avis de pêche aux coquillages

Vu la décision du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social à l'effet que les coquillages des régions coquillières situées le long des côtes et des eaux:

N.-4.5 région s'étendant du quai de l'Anse Noire — ancien chemin à Richard Fortin

sont toxiques à un point qui les rend dangereux pour la consommation *à l'état cru.*

À ces causes et conformément à l'article 6, paragraphe 1, du Règlement de pêche du Québec, par les présentes il plaît au Ministre de fermer lesdites régions à la pêche et d'interdire à quiconque de pêcher, de prendre ou d'avoir en sa possession des coquillages provenant desdites régions.

La présente interdiction ne s'applique pas cependant aux producteurs licenciés (Arrêté en Conseil Québec 1963-779) pour la mise en conserve seulement.

Québec, le 14 juillet 1969.

Le ministre de l'Industrie et du Commerce,
F.-E. MATHIEU.

30223-o

Department of Industry and Commerce

Fisheries Act

Québec Fishery Regulation

Notice of Clam Fishing

In view of the decision rendered by the Minister of National Health and Welfare to the effect that clams in shellfish areas situated along the shores and waters:

N-4.5 area extending from the wharf at Anse Noire — former road belonging to Richard Fortin

are toxic to a degree unsafe for use *as a raw food.*

Therefore, pursuant to section 6, paragraph 1 of the Québec Fishery Regulation, the Minister is hereby pleased to close the said areas to fishing, and to forbid whomsoever to fish, to take or to have in his possession clams from the said arese.

This interdiction does not apply, however, to licensed producers (Order in Council, Québec, 1963-779) for canning only.

Québec, July 14, 1969.

F.-E. MATHIEU,
Minister of Industry and Commerce.

30223

Changement de nom — Loi du

Willis Wayne Gour

Avis est donné que Willis Wayne Gour, résidant et domicilié au 18 rue Drouin, Ville de Dollard-des-Ormeaux, district de Montréal, s'adressera au Lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, afin d'obtenir un décret lui permettant de changer son nom en celui de Willis Wayne Gilmour.

Montréal, le 9 juillet 1969.

McCARTHY, MONET,
JOHNSTON & HEENAN.

30162-29-2-o

Change of name — Act

Willis Wayne Gour

Notice is hereby given that Willis Wayne Gour, residing and domiciled at 18 Drouin Street, town of Dollard-des-Ormeaux, district of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council of the Province of Québec to obtain a decree permitting him to change his name to that of Willis Wayne Gilmour.

Montreal, July 9, 1969.

McCARTHY, MONET,
JOHNSTON & HEENAN.

30162-29-2

Arthur Lawrence Abramovitch

Avis est donné, par les présentes, que Arthur Lawrence Abramovitch, étudiant, résidant à 2150 rue Scott, en la Cité de St-Laurent, district de Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil pour l'adoption d'un règlement changeant son nom en celui de Arthur Lawrence Abrams; et, par conséquent, changeant le surnom de sa femme Frances Brenda (née Goldberg), demeurant au même endroit que le demandeur, de Abramovitch à Abrams; lesdits noms servant à toutes fins que de droit.

Montréal, ce 4e jour de juillet 1969.

Les procureurs du requérant,

30115-29-2-o SPECTOR, SPIEGEL & KRAVETZ.

Tom Ewaschuk

Tom Ewaschuk, résidant au 1030, rue Barré, Ville Saint-Laurent, Québec, s'adressera au Lieutenant-gouverneur en conseila fin d'obtenir un décret changeant son nom en celui de Tom Evans.

30161-29-2 MAXWELL A. SCHWARTZ, C.R.

Joseph McLoof

Avis est par les présentes donné que Joseph McLoof, domicilié à 2355 avenue Mariette, Montréal 262, présentera au secrétaire de la province une requête pour changer son nom en celui de James Joseph McLoof.

Montréal, le 11 juillet 1969.

30163-29-2-o JOSEPH MCLOOF.

Pierre Raymond Lavoie

Avis est donné que Pierre Raymond Lavoie, résidant à 1794, rue St-André, appt. 3, Ville de Montréal, P.Q., s'adressera au Lieutenant-gouverneur en conseil afin d'obtenir l'adoption d'un décret changeant son nom en celui de Pierre Raymond Coulombe, ledit nom devant servir à toutes fins légales.

30159-29-2-o

Lorne, Michael, Claymore Yanocko

Avis, par les présentes, est donné que le soussigné, Lorne, Michael, Claymore, Yanocko, fils majeur de Byron Yanocko et de Helange Desbiens, s'adressera au Secrétaire de la province de Québec pour obtenir un décret changeant son nom pour Lorne, Michael Claymore.

LORNE, MICHAEL, CLAYMORE, YANOCKO,

30221-30-2-o *5, rue Prince, Kénogami, P.Q.*

Giuseppe Sabadiglia

Prenez avis que M. Giuseppe Sabadiglia, s'adressera au secrétaire de la province de Québec, pour obtenir un changement de nom en celui de Joseph Sabatino.

Montréal, le 27 juin 1969.

Le procureur du requérant,

30245-30-2-o J. JACQUES HAMEL, C.R.

Linda Carol Field

Avis est par les présentes donné que Linda Carol Field (connue sous le nom de Lynda Carroll Brown), secrétaire particulière, résidant au 3714, avenue Verdun, Verdun, Québec, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil pour obtenir un décret changeant son nom en celui de Lynda Carroll Brown. Aucune autre personne ne sera affectée par ce changement de nom.

Montréal, le 17 juillet 1969.

Les procureurs de la requérante,

COHEN, LEITHMAN, KAUFMAN,

30266-30-2 YAROSKY & FISH.

Arthur Lawrence Abramovitch

Notice is hereby given that Arthur Lawrence Abramovitch, student, residing and domiciled at 2150 Scott Street in the City of St. Laurent, district of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council for the adoption of an order changing his name to that of Arthur Lawrence Abrams; and subsidiarily, changing the surname of his wife Frances Brenda (née Goldberg), of the same address as the applicant, from Abramovitch to Abrams; the said names to serve for all legal purposes.

Montreal, the 4th day of July 1969.

SPECTOR, SPIEGEL & KRAVETZ,

3015-29-2-o *Attorneys for petitioner.*

Tom Ewaschuk

Tom Ewaschuk, residing at 1030 Barré Street, Ville Saint-Laurent, Québec, will apply to the Lieutenant-Governor in Council, for an order changing his name to Tom Evans.

30161-29-2-o MAXWELL A. SCHWARTZ, Q.C.

Joseph McLoof

Notice is hereby given that Joseph McLoof, domiciled at 2355 Mariette Ave., Montreal 262, will apply to the Provincial Secretary for leave to change his name to that of James Joseph McLoof.

Montreal, July 11, 1969.

30163-29-2 JOSEPH MCLOOF.

Pierre Raymond Lavoie

Notice is hereby given that Pierre Raymond Lavoie, residing at 1794, St. André Street, Apt. 3, City of Montreal, district of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council for the adoption of an order changing his name to that of Pierre Raymond Coulombe, the said name to serve for all legal purposes.

30159-29-2-o

Lorne, Michael, Claymore Yanocko

Notice is hereby given that the undersigned, Lorne, Michael, Claymore, Yanocko, son of Byron Yanocko and Helange Desbiens, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Québec for an order changing his name to that of Lorne, Michael Claymore.

LORNE, MICHAEL, CLAYMORE, YANOCKO,

30221-30-2-o *5, Prince St., Kénogami, P.Q.*

Giuseppe Sabadiglia

Notice is hereby given that Mr. Giuseppe Sabadiglia will apply to the secretary of the province of Québec, to change his name to that of Joseph Sabatino.

Montréal, June 27, 1969.

J. JACQUES HAMEL, Q.C.,

30245-30-2-o *Attorney for petionner.*

Linda Carol Field

Notice is hereby given that Linda Carol Field (known as Lynda Carroll Brown), private secretary, residing at 4717 Verdun Avenue, Verdun, Québec, will apply to the Lieutenant-Governor in Council for an order changing her name to Lynda Carroll Brown. No other persons will be affected by this change of name.

Montreal, July 17, 1969.

COHEN, LEITHMAN, KAUFMAN,
YAROSKY & FISH,

30266-30-2-o *Counsel for applicant.*

Compagnie autorisée à faire des affaires

Royalton Limited

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « Royalton Limited », a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est M. Nathan A. Levitsky, C.R. de Montréal.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi à 1414, 360 ouest, rue St-Jacques, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

30184 9-69 — 1494/30

Company Licensed to do Business

Royalton Limited

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "Royalton Limited", has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in prodeedings against the company is Mr. Nathan A. Levitsky, Q.C., of Montreal.

The principal office of the company in the Province is at suite 1414, 360 St. James Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

30184-o 9-69 — 1494/30

Syndicats professionnels

Le Syndicat des Employés Coiffeurs des Comtés de Rimouski, Matane et Matapédia

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Le Syndicat des Employés Coiffeurs des Comtés de Rimouski, Matane et Matapédia », a été autorisée par le Secrétaire de la province le 11 juin 1969.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à Mont-Joli, district judiciaire de Rimouski.

Québec, le 16 juin 1969.
Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

30239-o 17-69

Le Syndicat des Employés Coiffeurs des Comtés de Montmagny, l'Islet et Bellechasse

(*Loi des syndicat professionnels*)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Le Syndicat des Employés Coiffeurs des Comtés de Montmagny, l'Islet et Bellechasse », a été autorisée par le Secrétaire de la province le 11 juin 1969.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à Montmagny, district judiciaire de Montmagny.

Québec, le 16 juin 1969.
Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

30222-o 84-68

Professional Syndicates

Le Syndicat des Employés Coiffeurs des Comtés de Rimouski, Matane et Matapédia

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Le Syndicat des Employés Coiffeurs des Comtés de Rimouski, Matane et Matapédia", has been authorized by the Provincial Secretary on June 11, 1969.

The head office of the said professional syndicate is situated at Mont-Joli, judicial district of Rimouski.

Québec, June 16, 1969.
RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

30239 17-69

Le Syndicat des Employés Coiffeurs des Comtés de Montmagny, l'Islet et Bellechasse

(*Professional Syndicates Act*)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Le Syndicat des Employés Coiffeurs des Comtés de Montmagny, l'Islet et Bellechasse", has been authorized by the Provincial Secretary on June 11, 1969.

The head office of the said professional syndicate is situated at Montmagny, judicial district of Montmagny.

Québec, June 16, 1969.
RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

30222 84-68

Ministère des Terres et Forêts
Cadastre

Village d'Arthabaskaville

Cadastre officiel du village d'Arthabaskaville, municipalité de la ville d'Arthabaska, division d'enregistrement d'Arthabaska.

Avis est par la présente donné que le lot 247-66 est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 23 juin 1969.
Le sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

30265-o

Department of Lands and Forests
Cadastre

Village of Arthabaskaville

Official cadastre of village of Arthabaskaville, municipality of the town of Arthabaska, registration division of Arthabaska.

Notice is hereby given that lot 247-66 is cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, June 23, 1969.
FERNAND BOUTIN,
Deputy-Minister.

30265-o

Canton de Wentworth

Cadastre officiel du canton de Wentworth, municipalité du canton de Wentworth, division d'enregistrement d'Argenteuil.

Avis est par la présente donné que le lot 22-B-2 du rang I est annulé en vertu del'article 2174A du Code civil.

Québec, le 9 juillet 1969.

Le sous-ministre,
30265-o FERNAND BOUTIN.

Township of Wentworth

Official cadastre of township of Wentworth, municipality of township of Wentworth, registration division of Argenteuil

Notice is hereby given that lot 22-B-2 Range I is cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, July, 9, 1969.

FERNAND BOUTIN,
30265-o *Deputy Minister.*

Société coopérative agricole

Société coopérative agricole des apiculteurs du Québec

(*Loi des sociétés coopératives agricoles*)

Avis est donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté de Mégantic, en vertu de la Loi des sociétés coopératives agricoles (Statuts refondus 1964, chap. 124), sous le nom de « Société coopérative agricole des apiculteurs du Québec » et, que son siège social est situé en la cité de Lévis, comté de Lévis.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, autorise la formation de cette société.

Québec, ce 10e jour de juillet 1969.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
30263-o JEAN DE GRANDPRÉ.

Cooperative Agricultural Association

Société coopérative agricole des apiculteurs du Québec

(*Cooperative Agricultural Associations Act*)

Notice is hereby given that a cooperative agricultural association has been incorporated in the county of Mégantic, pursuant to the Cooperative Agricultural Associations Act (Revised Statutes 1964, chapter 124), under the name of "Société coopérative agricole des apiculteurs du Québec" and that the head office of the said association is situated in the city of Lévis, county of Lévis.

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives authorizes the formation of this association.

Québec, the 10th day of July, 1969.

JEAN DE GRANDPRÉ,
Associate Deputy Minister of Financial
30263 *Institutions, Companies and Cooperatives.*

Ministère des Richesses naturelles

Avis de révocation de concession minière et de droits miniers

Avis est par les présentes donné que, par l'arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil No 2038 du 10 juillet 1969, une concession minière pour le phosphate affectant la demie sud du lot dis-sept (17) du rang huit (VIII) du canton de Templeton, district électoral de Gatineau a été révoquée de même que les droits miniers autres que l'or et l'argent sur le lot douze (12) du rang sept (VII) de l'arpentage primitif du canton d'Ascot, district électoral et division d'enregistrement de Sherbrooke, correspondant aux lots douze-A, douze-B, douze-C, douze-D, douze-E, douze-F, douze-G, douze-H, douze-I, douze-J, douze-K (12a, 12b, 12c, 12d, 12e, 12f, 12g, 12h, 12i, 12j, 12k) du rang sept (VII) du cadastre officiel dudit canton d'Ascot.

Québec, le 17 juillet 1969.

Le sous-ministre adjoint (Mines),
30264-30-2-o J.-E. GILBERT.

Department of Natural Resources

Notice of revocation of mining concession and mining rights

Notice is hereby given that pursuant to Order in Council No. 2038 dated July 10, 1969, a mining concession for phosphate on the south half part of the lot seventeen (17) of range eight (VIII), Templeton township, electoral district of Gatineau has been revoked, in the same way as the mining rights other than gold and silver on the lot twelve (12) of range seven (VII) of the primitive survey of Ascot township, electoral district and registry division of Gatineau corresponding to the lots twelve-A, twelve-B, twelve-C, twelve-D, twelve-E, twelve-F, twelve-G, twelve-H, twelve-I, twelve-J, twelve-K (12a, 12b, 12c, 12d, 12e, 12f, 12g, 12h, 12i, 12j, 12k) of range seven (VII) of the official cadastre of the said Ascot township.

Québec, July 17, 1969.

Associate Deputy Minister (Mines),
30264-30-2-o J.-E. GILBERT.

Soumissions

Village de Bois-des-Filion
Comté de Terrebonne

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Roger Bigras, secrétaire-trésorier, jus-

Tenders

Village of Bois-des-Filion
County of Terrebonne

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Roger Bigras, Secretary-Treasurer, until 5:00 o'clock, p.m.,

qu'à 5 heures de l'après-midi, Hôtel de ville, 60, 36ième Avenue, Bois-des-Filion, comté de Terrebonne, P.Q., et par après jusqu'à 8.30 heures du soir, Centre récréatif, 479 Chemin Chapleau, Bois-des-Filion, comté de Terrebonne, P.Q., mercredi, le 13 août 1969, pour l'achat de $137,500 d'obligations du village de Bois-des-Filion, comté de Terrebonne, datées du 1er septembre 1969 et remboursables par séries du 1er septembre 1970 au 1er septembre 1989 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7½%, ni supérieur à 8½%, payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Règlements nos: 184 — $2,300 — voirie; 185 — $700 — voirie; 186 — $700 — voirie; 188 — $470 — voirie; 189 — $750 — voirie; 190 — $1,910 — voirie; 191 — $1,960 — voirie; 192 — $1,160 — voirie; 193 — $670 — voirie; 194 — $2,060 — voirie; 195 — $1,720 — voirie; 196 — $2,180 — voirie; 197 — $1,050 — voirie; 199 — $390 — voirie; 200 — $450 — voirie; 201 — $970 — voirie; 203 — $530 — voirie; 206 — $1,530 — voirie; 218 — $40,000 — aqueduc et égouts; 220 — $66,000 — consolidation de déficit; 224 — $10,000 — voirie.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er septembre 1969.

Tableau d'amortissement — $137,500 — 20 ans

Année	*Capital*
1er septembre 1970	$ 4,000
1er septembre 1971	4,000
1er septembre 1971	4,500
1er septembre 1973	4,500
1er septembre 1974	5,000
1er septembre 1975	5,000
1er septembre 1976	5,000
1er septembre 1977	5,500
1er septembre 1978	5,500
1er septembre 1979	5,500
1er septembre 1980	4,000
1er septembre 1981	4,000
1er septembre 1982	4,500
1er septembre 1983	4,500
1er septembre 1984	5,500
1er septembre 1985	6,000
1er septembre 1986	6,500
1er septembre 1987	7,500
1er septembre 1988	7,500
1er septembre 1989	39,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations en séries à courte échéance 10 ans ou à courte échéance 15 ans. Également, des soumissions seront reçues et considérées pour des obligations en séries 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans ou en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans, pourvu toutefois que cette dernière partie ne soit pas pour un montant inférieur à $3,000, et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances de la partie renouvelable ci-après mentionnée. Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour

at the Town Hall, 60, 36th Avenue, Bois-des-Filion, county of Terrebonne, P.Q., and after until 8:30 o'clock, p.m., at the Recreational Centre, 479 Chapleau Road, Bois-des-Filion, county of Terrebonne, P.Q., Wednesday, August 13, 1969, for the purchase of an issue of $137,500 of bonds for the Village of Bois-des-Filion, county of Terrebonne, dated September 1, 1969 and redeemable serially from September 1, 1970 to September 1, 1989 inclusively, with interest at a rate not less than 7½%, nor more than 8½%, payable semi-annually on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or more whole annual amortizations, such as shown on the tables of redemption in the present notice.

By-law Nos: 184 — $2,300 — roads; 185 — $700 — roads; 186 — $700 — roads; 188 — $470 — roads; 189 — $750 — roads; 190 — $1,910 — roads; 191 — $1,960 — roads; 192 — $1,160 — roads; 193 — $670 — roads; 194 — $2,060 — roads; 195 — $1,720 — roads; 196 — $2,180 — roads; 197 — $1,050 — roads; 199 — $390 — roads; 200 — $450 — roads; 201 — $970 — roads; 203 — $530 — roads; 206 — $1,530 — roads; 218 — $40,000 — aqueduct and sewers; 220 — $66,000 — consolidation of a deficit; 224 — $10,000 — roads.

For adjudication only, interest shall be calculated as from September 1, 1969.

Table of redemption — $137,500 — 20 years

Year	*Capital*
September 1, 1970	$ 4,000
September 1, 1971	4,000
September 1, 1972	4,500
September 1, 1973	4,500
September 1, 1974	5,000
September 1, 1975	5,000
September 1, 1976	5,000
September 1, 1977	5,500
September 1, 1978	5,500
September 1, 1979	5,500
September 1, 1980	4,000
September 1, 1981	4,000
September 1, 1982	4,500
September 1, 1983	4,500
September 1, 1984	5,500
September 1, 1985	6,000
September 1, 1986	6,500
September 1, 1987	7,500
September 1, 1988	7,500
September 1, 1989	39,000

Moreover, tenders may be sent and shall be considered for 10-year short-term or 15-year short-term serial bonds. Also, tenders shall be received and considered for 10-year serial bonds with the balance for 20-year fixed-term, or for 10-year serial bonds with the balance partly for 10-year short-term and partly for 20-year fixed-term bonds, provided, however, that this latter part be for an amount not less than $3,000, and, if higher than the latter amount, this part must comprise only one or more entire annual amortizations, bearing in mind the tables of maturities appearing in this notice, and starting by the last years of maturities of the renewable part hereinafter mentioned. However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise only one of the terms save in the case of the exception stipulated herein.

un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans le cas de l'exception notée. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 1er septembre 1989 au montant de $39,000 comprend un solde de $31,000 renouvelable pour une période additionnelle de 20 ans, et échéant comme suit:

Année	*Capital*
1er septembre 1990	$1,000
1er septembre 1991	1,000
1er septembre 1992	1,000
1er septembre 1993	1,000
1er septembre 1994	1,000
1er septembre 1995	1,000
1er septembre 1996	1,000
1er septembre 1997	1,000
1er septembre 1998	1,500
1er septembre 1999	1,500
1er septembre 2000	1,500
1er septembre 2001	1,500
1er septembre 2002	1,500
1er septembre 2003	1,500
1er septembre 2004	2,000
1er septembre 2005	2,000
1er septembre 2006	2,000
1er septembre 2007	2,500
1er septembre 2008	2,500
1er septembre 2009	3,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêt courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à ville de Laval.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 20 ans, pour un montant égal ou moindre de $39,000. Toutefois si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $39,000, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er septembre de chaque année, pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mercredi, le 13 août 1969, à 8.30 heures du soir, Centre récréatif, 479, Chemin Chapleau, Bois-des-Filion, comté de Terrebonne, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Bois-des-Filion (Comté de Terrebonne), ce 10 juillet 1969.

Le secrétaire-trésorier,
ROGER BIGRAS.

Hôtel de ville, 60, 36ième Avenue,
Bois-des-Filion (Terrebonne), P.Q.,
Téléphone: 625-1481, code 514. 30240-o

Cité de Chicoutimi-Nord
Comté de Dubuc

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné

Adjudication shall be made according to law.

The September 1, 1989 maturity in the amount of $39,000 comprises a balance of $31,000 renewable for an additional 20-year period, and maturing as follows:

Year	*Capital*
September 1, 1990	$1,000
September 1, 1991	1,000
September 1, 1992	1,000
September 1, 1993	1,000
September 1, 1994	1,000
September 1, 1995	1,000
September 1, 1996	1,000
September 1, 1997	1,000
September 1, 1998	1,500
September 1, 1999	1,500
September 1, 2000	1,500
September 1, 2001	1,500
September 1, 2002	1,500
September 1, 2003	1,500
September 1, 2004	2,000
September 1, 2005	2,000
September 1, 2006	2,000
September 1, 2007	2,500
September 1, 2008	2,500
September 1, 2009	3,000

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at the Town of Laval.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued serially or serially and for 20-year fixed-term for an amount equal to or less than $39,000. However, if they are issued partly for 20-year fixed-term for an amount greater than $39,000, the bonds so issued will be redeemable by anticipation, at par, on September 1st of each year, for the annual amount required to amortize the issue, pursuant to the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Wednesday, August 13, 1969, at 8:30 o'clock, p.m., at the Recreational Centre, 479 Chapleau Road, Bois-des-Filion, county of Terrebonne, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Bois-des-Filion (County of Terrebonne), July 10, 1969.

ROGER BIGRAS,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 60, 36th Avenue,
Bois-des-Filion (Terrebonne) P.Q.,
Telephone: 625-1481, code 514. 30240

City of Chicoutimi-North
County of Dubuc

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Jean-Guy Boucher,

Jean-Guy Boucher, secrétaire-trésorier, Hôtel de ville, 2589, rue Roussel, Chicoutimi-Nord, comté de Dubuc, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, lundi, le 11 août 1969, pour l'achat de $471,000 d'obligations de la cité de Chicoutimi-Nord, comté de Dubuc, datées du 1er septembre 1969 et remboursables par séries du 1er septembre 1970 au 1er septembre 1989 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7½% ni supérieur à 8½% payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Règlements nos: 146 — $271,000 — renouvellement d'emprunt; 288 — tel que modifié — $200,000 — aqueduc et égouts.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er septembre 1969.

Tableau d'amortissement — $471,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er septembre 1970	$19,000
1er septembre 1971	19,000
1er septembre 1972	20,000
1er septembre 1973	22,000
1er septembre 1974	22,000
1er septembre 1975	25,000
1er septembre 1976	26,000
1er septembre 1977	28,000
1er septembre 1978	28,000
1er septembre 1979	30,000
1er septembre 1980	31,000
1er septembre 1981	34,000
1er septembre 1982	36,000
1er septembre 1983	39,000
1er septembre 1984	13,000
1er septembre 1985	14,000
1er septembre 1986	14,000
1er septembre 1987	16,000
1er septembre 1988	17,000
1er septembre 1989	18,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations en séries à courte échéance 10 ans ou à courte échéance 15 ans. Également, des soumissions seront reçues et considérées pour des obligations en séries 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans ou en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans, pourvu toutefois que cette dernière partie ne soit pas pour un montant inférieur à $18,000, et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances. Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans le cas de l'exception notée. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Chicoutimi-Nord.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou

Secretary-Treasurer, Town Hall, 2589 Roussel Street, Chicoutimi-North, County of Dubuc, P.Q., until 8:00 o'clock, p.m., Monday, August 11, 1969, for the purchase of an issue of $471,000 of bonds for the city of Chicoutimi-North, County of Dubuc, dated September 1, 1969 and redeemable serially from September 1, 1970 to September 1, 1989 inclusively, with interest at a rate not less than 7½% nor more than 8½% payable semi-annually on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or several whole annual amortizations, such as shown on the table of redemption in the present notice.

By-law Nos: 146 — $271,000 — renewal of a loan; 288 — such as amended — $200,000 — aqueduct and sewers.

For adjudication only, interest will be calculated as from September 1, 1969.

Table of redemption — $471,000 — 20 years

Year	*Capital*
September 1, 1970	$19,000
September 1, 1971	19,000
September 1, 1972	20,000
September 1, 1973	22,000
September 1, 1974	22,000
September 1, 1975	25,000
September 1, 1976	26,000
September 1, 1977	28,000
September 1, 1978	28,000
September 1, 1979	30,000
September 1, 1980	31,000
September 1, 1981	34,000
September 1, 1982	36,000
September 1, 1983	39,000
September 1, 1984	13,000
September 1, 1985	14,000
September 1, 1986	14,000
September 1, 1987	16,000
September 1, 1988	17,000
September 1, 1989	18,000

Moreover, tenders may be sent and shall be considered for 10-year short-term or 15-year short-term serial bonds. Also, tenders will be received and considered for 10-year serial bonds with the balance for 20-year fixed-term or 10-year serial with the balance being partly for 10-year short-term and partly for 20-year fixed-term bonds, provided, however, that this latter part be for an amount not less than $18,000, and if higher than this latter amount, this part must comprise only one or more entire annual amortizations, bearing in mind the tables of maturities of the issue appearing in this notice and starting by the last years of maturities. However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise only one of the terms save in the case of the exception stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Chicoutimi-North.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued serially or serially

en séries et terme fixe 20 ans, pour un montant égal à $18,000. Toutefois si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $18,000, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er septembre de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue, lundi, le 11 août 1969, à 8 heures du soir, Hôtel de ville, 2589, rue Roussel, Chicoutimi-Nord, comté de Dubuc, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Chicoutimi-Nord (Comté de Dubuc), ce 11 juillet 1969.

Le secrétaire-trésorier,
JEAN-GUY BOUCHER.

Hôtel de ville, 2589, rue Roussel,
Chicoutimi-Nord (Dubuc), P.Q.
Téléphone: 543-0237, code 418. 30241-o

and for 20-year fixed term bonds for an amount equal to $18,000. However, if they are issued partly for 20-year fixed-term bonds for an amount higher than $18,000, the bonds so issued will be redeemable by anticipation, at par, on September 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, pursuant to the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue, and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, August 11, 1969, at 8:00 o'clock, p.m., at the Town Hall, 2589 Roussel Street, Chicoutimi-North, County of Dubuc, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Chicoutimi-North (County of Dubuc), July 11, 1969.

JEAN-GUY BOUCHER,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 2589 Roussel Street,
Chicoutimi-North (Dubuc), P.Q.
Telephone: 543-0237, code 418 30241

Municipalité de St-Donat
Comté de Montcalm

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Jules Saint-Georges, secrétaire-trésorier, Hôtel de ville, 407, rue Principale, Saint-Donat, comté de Montcalm, P.Q., jusqu'à 8.30 heures du soir, lundi, le 11 août 1969, pour l'achat de $76,000 d'obligations de la municipalité de Saint-Donat, comté de Montcalm, datées du 1er septembre 1969 et remboursables par séries du 1er septembre 1970 au 1er septembre 1989 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7½% ni supérieur à 8½% payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Règlements Nos: 88 — $22,000 — aqueduc, égouts; 89 — $39,000 — agrandissement du poste de pompiers et achat d'équipement contre incendie; 90 — $15,000 — rénovation à l'Hôtel de ville.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er septembre 1969.

Tableau d'amortissement — $76,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er septembre 1970	$ 3,500
1er septembre 1971	3,500
1er septembre 1972	4,000
1er septembre 1973	4,000
1er septembre 1974	4,000
1er septembre 1975	4,500
1er septembre 1976	4,500
1er septembre 1977	5,000
1er septembre 1978	5,500
1er septembre 1979	5,500
1er septembre 1980	2,000
1er septembre 1981	2,000
1er septembre 1982	2,000
1er segtembre 1983	2,000

Municipality of St-Donat
County of Montcalm

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Jules Saint-Georges, Secretary-Treasurer, Town Hall, 407 Main Street, Saint-Donat, county of Montcalm, P.Q., until 8:30 o'clock in the evening, Monday, August 11, 1969, for the purchase of an issue of $76,000 of bonds for the Municipality of Saint-Donat, county of Montcalm, dated September 1, 1969 and redeemable serially from September 1, 1970 to September 1, 1989 inclusively, with interest at a rate of not less than 7½%, nor more than 8½%, payable semi-annually on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual amortizations, as can be seen on the tables of redemption of this issue.

By-law numbers 88 — $22,000 — aqueduct, sewers; 89 — $39,000 — enlargement of the firemen station and purchase of fire equipment; 90 — $15,000 — renovation of the Town Hall.

For adjudication only, interest shall be calculated as from September 1, 1969.

Table of redemption — $76,000 — 20 years

Year	*Capital*
September 1, 1970	$3,500
September 1, 1971	3,500
September 1, 1972	4,000
September 1, 1973	4,000
September 1, 1974	4,000
September 1, 1975	4,500
September 1, 1976	4,500
September 1, 1977	5,000
September 1, 1978	5,500
September 1, 1979	5,500
September 1, 1980	2,000
September 1, 1981	2,000
September 1, 1982	2,000
September 1, 1983	2,000

1er septembre 1984	$ 2,000
1er septembre 1985	2,000
1er septembre 1986	2,500
1er septembre 1987	2,500
1er septembre 1988	2,500
1er septembre 1989	12,500

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations en séries à courte échéance 10 ans ou à courte échéance 15 ans. Également des soumissions seront reçues et considérées pour des obligations en séries 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans ou en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans pourvu toutefois que cette dernière partie ne soit pas pour un montant inférieur à $1,000, et si supérieur à ce dernier montant, cette partie. devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances de la partie renouvelable ci-après mentionnée. Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans le cas de l'exception notée. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 1er septembre 1989 au montant de $12,500. comprend un solde de $10,000 renouvelable pour une période additionnelle de 10 ans, et échéant comme suit:

Année	*Capital*
1er septembre 1990	$1,000
1er septembre 1991	1,000
1er septembre 1992	1,000
1er septembre 1993	1,000
1er septembre 1994	1,000
1er septembre 1995	1,000
1er septembre 1996	1,000
1er septembre 1997	1,000
1er septembre 1998	1,000
1er septembre 1999	1,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Saint-Donat.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Les obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 20 ans, pour un montant égal ou moindre de $12,500. Toutefois si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $12,500, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er septembre de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue, lundi, le 11 août 1969, à 8.30 heures du soir, Hôtel de ville, 407, rue Principale, Saint-Donat, comté de Montcalm, P.Q.

September 1, 1984	$ 2,000
September 1, 1985	2,000
September 1, 1986	2,500
September 1, 1987	2,500
September 1, 1988	2,500
September 1, 1989	12,500

Moreover, tenders may be sent and they shall be considered for 10-year short-term or 15-year short-term serial bonds. Also, tenders will be received and considered for 10-year serial bonds with the balance being 20-year fixed-term bonds or for 10-year serial bonds with the balance being 10-year short-term bonds for one part, and 20-year fixed-term bonds for the other part, provided however that the latter part be for an amount of not less than $1,000, and if greater than the latter amount, said part should include only one or several entire annual amortizations, taking into account the tables of redemption appearing in this notice, starting with the last years of maturity of the renewable part hereinafter mentioned. However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and they shall include only one of the terms save in the case of the exception stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The September 1, 1989 maturity, in the amount of $12,500, includes a balancee of $10,000 renewable for an additional 10-year period and maturing as follows:

Year	*Capital*
September 1, 1990	$1,000
September 1, 1991	1,000
September 1, 1992	1,000
September 1, 1993	1,000
September 1, 1994	1,000
September 1, 1995	1,000
September 1, 1996	1,000
September 1, 1997	1,000
September 1, 1998	1,000
September 1, 1999	1,000

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Saint-Donat.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank at Toronto, Ontario.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation when issued serially, or serially and as 20-year fixed-term bonds, for an amount equal to or less than $12,500. However, should they be issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than $12,500, the bonds so issued will be redeemable by anticipation, at par, on September 1st of each year, for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the table of maturity of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue, and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held Monday, August 11, 1969, at 8:30 o'clock in the evening, at the Town Hall, 407 Main Street, Saint-Donat, county of Montcalm, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Saint-Donat (Comté de Montcalm), ce 14 juillet 1969.

Le secrétaire-trésorier,
JULES SAINT-GEORGES.

Hôtel de ville, 407, rue Principale,
Saint-Donat, Comté de Montcalm, P.Q.
Téléphone: 424-2383, code 819. 30242-o

Saint-Jean-Port-Joli
Comté de L'Islet

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné J. Alfred Dubé, secrétaire-trésorier, jusqu'à 8 heures du soir, au Bureau de la corporation, St-Jean-Port-Joli, comté de L'Islet, et par après jusqu'à 8.30 heures du soir, au Centre paroissial, St-Jean-Port-Joli, comté de L'Islet, P.Q., mardi, le 12 août 1969, pour l'achat de $304,500 d'obligations de St-Jean-Port-Joli, comté de L'Islet, datées du 1er septembre 1969 et remboursables par séries du 1er septembre 1970 au 1er septembre 1989 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7½%, ni supérieur à 8½%, payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Règlements Nos 132 — $281,500 — renouvellement d'emprunt; 154 (155) — $23,000 — frais de financement.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er septembre 1969.

Tableau d'amortissement — $304,500 — 20 ans

Année	*Capital*
1er septembre 1970	$ 9,500
1er septembre 1971	10,000
1er septembre 1972	10,500
1er septembre 1973	11,000
1er septembre 1974	11,500
1er septembre 1975	12,500
1er septembre 1976	13,000
1er septembre 1977	14,000
1er septembre 1978	14,500
1er septembre 1979	15,000
1er septembre 1980	16,000
1er septembre 1981	16,500
1er septembre 1982	18,000
1er septembre 1983	18,500
1er septembre 1984	19,500
1er septembre 1985	20,500
1er septembre 1986	22,500
1er septembre 1987	24,000
1er septembre 1988	25,500
1er septembre 1989	2,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations en séries à courte échéance 10 ans ou à courte échéance 15 ans. Également, des soumissions seront reçues et considérées pour des obligations en séries 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans ou en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans, pourvu toutefois que cette dernière partie ne soit pas pour un montant inférieur à $2,000 et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Saint-Donat (County of Montcalm), this 14th day of July, 1969.

JULES SAINT-GEORGES,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 407 Main Street,
Saint-Donat, County of Montcalm, P.Q.
Telephone: 424-2383, code 819. 30242

Saint-Jean-Port-Joli
County of L'Islet

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned J. Alfred Dubé, Secretary-Treasurer, until 8:00 o'clock p.m., at the Office of the corporation, St-Jean-Port-Joli, county of L'Islet, and after until 8:30 o'clock, p.m., at the Parish Centre, St-Jean-Port-Joli, county of L'Islet, P.Q., Tuesday, August 12, 1969, for the purchase of an issue of $304,500 of bonds for St-Jean-Port-Joli, county of L'Islet, dated September 1, 1969 and redeemable serially from September 1, 1970 to September 1, 1989 inclusively, with interest at a rate not less than 7½%, nor more than 8½%, payable semi-annually on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or more whole annual amortizations, such as shown on the table of redemption in the present notice.

By-law Nos. 132 — $281,500 — renewal of a loan; 154 (155) — $23,000 — financing costs.

For adjudication only, interest will be calculated as from September 1, 1969.

Table of redemption — $304,500 — 20 years

Year	*Capital*
September 1, 1970	$ 9,500
September 1, 1971	10,000
September 1, 1972	10,500
September 1, 1973	11,000
September 1, 1974	11,500
September 1, 1975	12,500
September 1, 1976	13,000
September 1, 1977	14,000
September 1, 1978	14,500
September 1, 1979	15,000
September 1, 1980	16,000
September 1, 1981	16,500
September 1, 1982	18,000
September 1, 1983	18,500
September 1, 1984	19,500
September 1, 1985	20,500
September 1, 1986	22,500
September 1, 1987	24,000
September 1, 1988	25,500
September 1, 1989	2,000

Moreover, tenders may be sent and shall be considered for 10-year short-term or 15-year short-term serial bonds. Also, tenders will be received and considered for 10-year serial bonds with the balance for 20-year fixed-term or 10-year serial with the balance being partly for 10-year short-term and partly for 20-year fixed-term bonds, provided, however, that this latter part be for an amount not less than $2,000, and if higher than this latter amount, this part must comprise only one or more entire annual amortizations, bearing in mind the table of maturities

amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances. Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans le cas de l'exception notée. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Jean-Port-Joli.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 20 ans, pour un montant égal à $2,000. Toutefois si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $2,000, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er septembre de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 12 août 1969, à 8.30 heures du soir, Centre paroissial, St-Jean-Port-Joli, comté de L'Islet, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Jean-Port-Joli (Comté de L'Islet), ce 10 juillet 1969.

Le secrétaire-trésorier,
J. ALFRED DUBÉ.

Bureau de la corporation,
St- Jean-Port-Joli, (L'Islet), P.Q.
Téléphone: 598-6994, code 418. 30243-o

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at St-Jean-Port-Joli.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued serially or serially and for 20-year fixed-term bonds for an amount equal to $2,000. However, if they are issued partly for 20-year fixed-term bonds for an amount higher than $2,000, the bonds so issued will be redeemable by anticipation, at par, on September 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, pursuant to the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue, and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, August 12, 1969, at 8:30 o'clock, p.m., at the Parish Centre, St-Jean-Port-Joli, county of L'Islet, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

St-Jean-Port-Joli, (County of L'Islet), July 10, 1969.

J. ALFRED DUBÉ,
Secretary-Treasurer.

Office of the Corporation,
St-Jean-Port-Joli, (L'Islet), P.Q.
Telephone: 598-6994, code 418. 30243

Cité de St-Léonard
Comté d'Olier

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Gaston Pion, secrétaire-trésorier, Hôtel de ville, 6025, boulevard Métropolitain, St-Léonard, comté d'Olier, Montréal 38, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mardi, le 12 août 1969, pour l'achat de $1,828,000 d'obligations de la cité de St-Léonard, comté d'Olier, datées du 1er septembre 1969 et remboursables par séries du 1er septembre 1970 au 1er septembre 1989 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7½%, ni supérieur à 8½% payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Règlements nos: 99 — $344,800 — renouvellement d'emprunt; 101 — $99,000 — renouvellement d'emprunt; 102 — $25,000 — renouvellement d'emprunt; 103 — $231,200 — renouvellement d'emprunt; 730 — $413,000 — achat de

City of St-Léonard
County of Olier

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Gaston Pion, Secretary-Treasurer, Town Hall, 6025 Metropolitan Boulevard, St-Léonard, county of Olier, Montreal 38, P.Q., until 8:00 o'clock, p.m., Tuesday, August 12, 1969, for the purchase of an issue of $1,828,000 of bonds for the City of St-Léonard, county of Olier, dated September 1, 1969, and redeemable serially from September 1, 1970 to September 1, 1989 inclusively, with interest at a rate not less than 7½%, nor more than 8½%, payable semi-annually on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used the amount issued at each different rate must cover one or more whole annual amortizations, such as shown on the tables of redemption in the present notice.

By-law Nos: 99 — $344,800 — renewal of a loan; 101 — $99,000 — renewal of a loan; 102 — $25,000 — renewal of a loan; 103 — $231.200 — renewal of a loan; 730 — $413,000 — purchasing of land; 751 — $80,000 — expropriation of land;

terrain; 751 — $80,000 — expropriation de terrains; 800 — $128,000 — achat de terrain; 801 — $80,000 — achat de terrain; 802 — $136,000 — achat de terrain; 822 — $291,000 — achat de terrain.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er septembre 1969.

Tableau d'amortissement — $1,828,000 — 20 ans

Année	Capital
1er septembre 1970	$ 53,000
1er septembre 1971	55,000
1er septembre 1972	58,000
1er septembre 1973	61,000
1er septembre 1974	65,000
1er septembre 1975	68,000
1er septembre 1976	70,000
1er septembre 1977	74,000
1er septembre 1978	79,000
1er septembre 1979	64,000
1er septembre 1980	13,000
1er septembre 1981	14,000
1er septembre 1982	14,000
1er septembre 1983	15,000
1er septembre 1984	18,000
1er septembre 1985	18,000
1er septembre 1986	19,000
1er septembre 1987	20,000
1er septembre 1988	23,000
1er septembre 1989	1,027,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations en séries à courte échéance 10 ans ou à courte échéance 15 ans. Également, des soumissions seront reçues et considérées pour des obligations en séries 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans ou en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans, pourvu toutefois que cette dernière partie ne soit pas pour un montant inférieur à $156,000, et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances de la partie renouvelable ci-après mentionnée. Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans le cas de l'exception notée. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 1er septembre 1989 au montant de $1,027,000 comprend un solde de $1,016,000 renouvelable pour une période additionnelle de 20 ans, et échéant comme suit:

Année	Capital
1er septembre 1990	$ 13,000
1er septembre 1991	13,000
1er septembre 1992	13,000
1er septembre 1993	15,000
1er septembre 1994	16,000
1er septembre 1995	16,000
1er septembre 1996	20,000
1er septembre 1997	21,000
1er septembre 1998	22,000
1er septembre 1999	28,000
1er septembre 2000	32,000
1er septembre 2001	42,000
1er septembre 2002	50,000
1er septembre 2003	59,000
1er septembre 2004	70,000
1er septembre 2005	84,000

800 — $128,000 — purchasing of land; 801 — $80,000 — purchasing of land; 802 — $136,000 — purchasing of land; 822 — $291,000 — purchasing of land.

For adjudication only, interest will be calculated as from September 1, 1969.

Table of redemption — $1,828,000 — 20 years

Year	Capital
September 1, 1970	$ 53,000
September 1, 1971	55,000
September 1, 1972	58,000
September 1, 1973	61,000
September 1, 1974	65,000
September 1, 1975	68,000
September 1, 1976	70,000
September 1, 1977	74,000
September 1, 1978	79,000
September 1, 1979	64,000
September 1, 1980	13,000
September 1, 1981	14,000
September 1, 1982	14,000
September 1, 1983	15,000
September 1, 1984	18,000
September 1, 1985	18,000
September 1, 1986	19,000
September 1, 1987	20,000
September 1, 1988	23,000
September 1, 1989	1,027,000

Moreover, tenders may be sent and shall be considered for 10-year short-term or 15-year short-term serial bonds. Also, tenders will be received and considered for 10-year serial bonds with the balance 20-year fixed-term or serially 10-year with the balance being partly for 10-year short-term and partly for 20-year fixed-term, provided, however, that this latter part be for an amount not less than $156,000, and, if higher than this latter amount, this part must include one or more entire annual amortizations, bearing in mind the table of maturities of the issue appearing in this notice, and starting by the last years of maturities of the renewable part hereinafter mentioned. However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall include only one of the terms save in the case of the exception stipulated herein.

The September 1, 1989 maturity in the amount of $1,027,000 includes a balance of $1,016,000 renewable for an additional 20-year period, and maturing as follows:

Year	Capital
September 1, 1990	$ 13,000
September 1, 1991	13,000
September 1, 1992	13,000
September 1, 1993	15,000
September 1, 1994	16,000
September 1, 1995	16,000
September 1, 1996	20,000
September 1, 1997	21,000
September 1, 1998	22,000
September 1, 1999	28,000
September 1, 2000	32,000
September 1, 2001	42,000
September 1, 2002	50,000
September 1, 2003	59,000
September 1, 2004	70,000
September 1, 2005	84,000

1er septembre 2006	$ 96,000
1er septembre 2007	115,000
1er septembre 2008	135,000
1er septembre 2009	156,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Léonard.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 20 ans, pour un montant égal ou moindre de $1,027,000. Toutefois si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $1,027,000, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er septembre de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 12 août 1969, à 8 heures du soir, Hôtel de ville, 6025, boulevard Métropolitain, St-Léonard, (Olier), Montréal 38, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Léonard (Comté d'Olier), ce 10 juillet 1969.

Le secrétaire-trésorier,
GASTON PION.

Hôtel de ville, 6025, Boul. Métropolitain,
St-Léonard (Olier), Montréal 38, P.Q.,
Téléphone: 321-7630, code 514. 30261-o

September 1, 2006	$ 96,000
September 1, 2007	115,000
September 1, 2008	135,000
September 1, 2009	156,000

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at St-Léonard.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued serially or serially and for 20-year fixed-term for an amount equal to or less than $1,027,000. However, if they are issued partly for 20-year fixed-term for an amount greater than $1,027,000, the bonds so issued will be redeemable by anticipation, at par, on September 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, pursuant to the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue, and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, August 12, 1969, at 8:00 o'clock, p.m., at the Town Hall, 6025 Metropolitan Boulevard, St-Léonard, (Olier), Montreal 38, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

St-Léonard (County of Olier), July 10, 1969.

GASTON PION,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 6025 Metropolitan Boulevard,
St-Léonard (Olier), Montreal 38, P.Q.,
Telephone: 321-7630, code 514. 30261

La Commission des écoles catholiques de Longueuil

Comté de Chambly

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Roméo Bourdon, Bureau de la commission, 25, Chemin Chambly, Longueuil, comté de Chambly, P.Q., jusqu'à 7.30 heures du soir, lundi, le 11 août 1969, pour l'achat de $410,000 d'obligations de la commission des écoles catholiques de Longueuil, comté de Chambly, datées du 1er septembre 1969 et remboursables par séries du 1er septembre 1970 au 1er septembre 1989 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7½%, ni supérieur à 8½%, payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Résolutions datées des 26 mai 1958 — $65,500 — renouvellement d'emprunt; 9 février 1959 — $224,000 — renouvellement d'emprunt; 24 mars 1969 — $120,500 — dépenses d'immobilisation.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er septembre 1969.

The Catholic School Commission of Longueuil

County of Chambly

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Roméo Bourdon, Office of the Commission, 25 Chambly Road, Longueuil, County of Chambly, P.Q., until 7:30 o'clock p.m., Monday, August 11, 1969, for the purchase of an issue of $410,000 of bonds for the Catholic School Commission of Longueuil, County of Chambly, dated September 1, 1969 and redeemable serially from September 1, 1970 to September 1, 1989 inclusively, with interest at a rate not less than 7½%, nor more than 8½%, payable semi-annually on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or several whole annual amortizations, such as shown on the table of redemption in the present notice.

Resolutions dated May 26, 1958 — $65,500 — renewal of a loan; February 9, 1959 — $224,000 — renewal of a loan; March 24, 1969 — $120,500 — immobilization expenses.

For adjudication only, interest shall be calculated as from September 1, 1969.

Tableau d'amortissement — $410,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er septembre 1970	$28,500
1er septembre 1971	30,000
1er septembre 1972	32,000
1er septembre 1973	33,000
1er septembre 1974	35,500
1er septembre 1975	36,500
1er septembre 1976	39,000
1er septembre 1977	41,500
1er septembre 1978	45,000
1er septembre 1979	5,500
1er septembre 1980	5,500
1er septembre 1981	6,000
1er septembre 1982	6,500
1er septembre 1983	7,000
1er septembre 1984	8,000
1er septembre 1985	8,500
1er septembre 1986	9,000
1er septembre 1987	10,000
1er septembre 1988	11,000
1er septembre 1989	12,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations en séries à courte échéance 10 ans ou à courte échéance 15 ans. Également, des soumissions seront reçues et considérées pour des obligations en séries 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans ou en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans, pourvu toutefois que cette dernière partie ne soit pas pour un montant inférieur à $12,000, et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances. Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans le cas de l'exception notée. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Longueuil.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 20 ans, pour un montant égal à $12,000. Toutefois si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $12,000, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er septembre de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, le 11 août 1969, à 7.30 heures du soir, Bureau de la commission, 25, Chemin Chambly, Longueuil, comté de Chambly, P.Q.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Table of redemption — $410,000 — 20 years

Year	*Capital*
September 1, 1970	$28,500
September 1, 1971	30,000
September 1, 1972	32,000
September 1, 1973	33,000
September 1, 1974	35,500
September 1, 1975	36,500
September 1, 1976	39,000
September 1, 1977	41,500
September 1, 1978	45,000
September 1, 1979	5,500
September 1, 1980	5,500
September 1, 1981	6,000
September 1, 1982	6,500
September 1, 1983	7,000
September 1, 1984	8,000
September 1, 1985	8,500
September 1, 1986	9,000
September 1, 1987	10,000
September 1, 1988	11,000
September 1, 1989	12,000

Moreover, tenders may be sent and shall be considered for 10-year short-term or 15-year short-term serial bonds. Also, tenders will be received and considered for 10-year serial bonds with the balance being for 20-year fixed-term or 10-year serial bonds with the balance being partly for 10-year short-term and partly for 20-year fixed-term bonds, provided, however, that this latter part be for an amount not less than $12,000, and, if higher than this latter amount, this part must comprise only one or more entire annual amortizations, bearing in mind the table of maturity appearing in this notice, and starting by the last years of maturity. However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise only one of the terms, save in the case of the exception stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Longueuil.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued serially or serially and for 20-year fixed-term for an amount equal to $12,000. However, if they are issued partly for 20-year fixed-term for an amount greater than $12,000, the bonds so issued will be redeemable by anticipation, at par, on September 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, pursuant to the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue, and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Monday, August 11, 1969, at 7:30 o'clock, p.m., at the Office of the Commission, 25 Chambly Road, Longueuil, County of Chambly, P.Q.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Longueuil (Comté de Chambly), ce 22 juillet 1969.
Le secrétaire-trésorier,
ROMÉO BOURDON.
Bureau de la commission, 25, Chemin Chambly, Longueuil (Chambly), P.Q.
Téléphone: 677-6324, code 514. 30268-o

Longueuil (County of Chambly), July 22, 1969.
ROMÉO BOURDON,
Secretary-Treasurer.
Office of the Commission, 25 Chambly Road, Longueuil (Chambly), P.Q.
Telephone: 677-6324, code 514. 30258

Caisses d'épargne et de crédit

Caisse d'Économie Canipco, Canipco Credit Union

(*Loi des caisses d'épargne et de crédit*)

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé le règlement adopté le 26 mars 1969 par la caisse « P.S. & P. Local 142 Credit Union », changeant son nom en celui de « Caisse d'Économie Canipco, Canipco Credit Union ».

Québec, le 17 juillet 1969.
Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
30247-o JEAN DE GRANPRÉ.

La Caisse d'économie des employés Dow-O'Keefe, Dow-O'Keefe Employees Credit Union

(*Loi des caisses d'épargne et de crédit*)

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé le règlement adopté le 24e jour de mai 1969 par la « Caisse d'économie des employés C.B.E. Employees C.U. » changeant son nom en celui de « La Caisse d'économie des employés Dow-O'Keefe, Dow-O'Keefe Employees Credit Union ».

Québec, le 17 juillet 1969.
Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
30248-o JEAN DE GRANPRÉ.

Caisse d'Économie Richelain, Richelain Credit Union

(*Loi des caisses d'épargne et de crédit*)

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, à approuvé le règlement adopté le vingt-huit février 1968 par la caisse « RCAF STN Saint John's Credit Union », changeant son nom en celui de « Caisse d'Économie Richelain, Richelain Credit Union ».

Québec, le 17 juillet 1969.
Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
30250-o JEAN DE GRANDPRÉ.

La Caisse populaire de Rivière-du-Loup

(*Loi des caisses d'épargne et de crédit*)

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives a approuvé le règlement adopté le 29 avril 1969 par « La Caisse populaire de Rivière-du-Loup,», modifiant son territoire qui était celui de la paroisse St-Patrice (dans la cité de Rivière-du-Loup) en celui de la cité de Rivière-du-Loup, la municipalité de la paroisse de St-Patrice de Rivière-du-Loup et la municipalité de la paroisse de Notre-Dame du Portage.

Québec, le 17 juillet 1969.
Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
30252-o JEAN DE GRANDPRÉ.

Savings and Credit Unions

Caisse d'Économie Canipco, Canipco Credit Union

(*Savings and Credit Unions Act*)

Notice is hereby given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law adopted on the March 26, 1969, by "P.S. & P. Local 142 Credit Union", changing its name into that of "Caisse d'Économie Canipco, Canipco Credit Union".

Québec, July 17, 1969.
JEAN DE GRANDPRÉ,
Associate Deputy Minister of Financial
30247 *Institutions, Companies and Cooperatives.*

La Caisse d'économie des employés Dow-O'Keefe, Dow'O'Keefe Employees Credit Union

(*Savings and Credit Unions Act*)

Notice is hereby given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law adopted on the 24th day of May, 1969, by the "Caisse d'économie des employés C.B.E. Employees C.U.", changing its name into that of "La Caisse d'économie des employés Dow-O'Keefe, Dow-O'Keefe Employees Credit Union".

Québec, July 17, 1969.
JEAN DE GRANDPRÉ,
Associate Deputy Minister of Financial
30248 *Institutions, Companies and Cooperatives.*

Caisse d'Économie Richelain, Richelain Credit Union

(*Savings and Credit Unions Act*)

Notice is hereby given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law adopted on the twenty-eighth day of February, 1968, by "RCAF STN Saint John's Credit Union", changing its name into that of "Caisse d'Économie Richelain, Richelain Credit Union".

Québec, July 17, 1969.
JEAN DE GRANDPRÉ,
Associate Deputy Minister of Financial
30250 *Institutions, Companies and Cooperatives.*

La Caisse populaire de Rivière-du-Loup

(*Savings and Credit Unions Act*)

Notice is hereby given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law adopted on April 29, 1969 by "La Caisse populaire de Rivière-du-Loup", amending its territory which was that of the parish of Saint-Patrice (in the city of Rivière-du-Loup) into that of the city of Rivière-du-Loup, the municipality of the parish of Saint-Patrice de Rivière-du-Loup and the municipality of the parish of Notre-Dame du Portage.

Québec, July 17, 1969.
JEAN DE GRANDPRÉ,
Associate Deputy Minister of Financial
30252 *Institutions Companies and Cooperatives.*

La Caisse d'Économie Hydro-Québec Montmorency

(*Loi des caisses d'épargne et de crédit*)

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé le règlement adopté le 20 novembre 1968 par « La Caisse d'Économie Hydro-Québec Montmorency », changeant son groupe qui était « Tous les employés de Québec-Power » pour devenir « Les employés de l'Hydro-Québec de la région de Montmorency, telle que définie par l'Hydro ».

Québec, le 18 juillet 1969.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,

30249-o JEAN DE GRANDPRÉ.

La Caisse d'Établissement Saguenay – Lac St-Jean

(*Loi des caisses d'épargne et de crédit*)

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé le règlement adopté le 2 mai 1968 par « La Caisse d'Établissement de l'U.C.C. du Saguenay », changeant son nom en celui de « La Caisse d'Établissement Saguenay – Lac St-Jean ».

Québec, le 17 juillet 1969.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,

30251-o JEAN DE GRANDPRÉ.

La Caisse populaire des Enseignants de la Mauricie

(*Loi des caisses d'épargne et de crédit*)

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé la formation de la caisse d'épargne et de crédit: « La Caisse populaire des Enseignants de la Mauricie ».

Le territoire dans lequel la caisse recrutera ses membres, sera: Les enseignants du territoire juridictionnel de la Commission scolaire régionale de la Mauricie.

Le siège social de cette caisse d'épargne et de crédit est situé en la ville de St-Georges de Champlain, Québec, dans le district électoral de Laviolette.

Québec, le 18 juillet 1969.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,

30253-o JEAN DE GRANDPRÉ.

La Caisse populaire de Vieilles Forges

(*Loi des caisses d'épargne et de crédit*)

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé la formation de la caisse d'épargne et de crédit: « La Caisse populaire des Vieilles Forges ».

Le groupe dans lequel la caisse recrutera ses membres, sera: Les enseignants du territoire présentement couvert par la commission scolaire régionale des Vieilles Forges.

Le siège social de cette caisse d'épargne et de crédit est situé dans la ville de Trois-Rivières, Québec, dans le district électoral de Trois-Rivières.

Québec, le 18 juillet 1969.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,

30254-o JEAN DE GRANDPRÉ.

La Caisse d'Économie Hydro-Québec Montmorency

(*Savings and Credit Unions Act*)

Notice is hereby given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law adopted on November 20, 1968 by "La Caisse d'Économie Hydro-Québec Montmorency", changing his group which was "Tous les employés de Québec-Power" to become "Les employés de l'Hydro-Québec de la région de Montmorency, telle que définie par l'Hydro".

Québec, July 18, 1969.

JEAN DE GRANDPRÉ,

Associate Deputy Minister of Financial,

30249 *Institutions, Companies and Cooperatives.*

La Caisse d'Établissement Saguenay – Lac St-Jean

(*Savings and Credit Unions Act*)

Notice is hereby given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved the by-law adopted on May 2, 1969 by "La Caisse d'Établissement de l'U.C.C. du Saguenay", changing its name into that of "La Caisse d'Établissement Saguenay – Lac St-Jean".

Québec, July 17, 1969.

JEAN DE GRANDPRÉ,

Associate Deputy Minister of Financial

30251 *Institutions, Companies and Cooperatives.*

La Caisse populaire des Enseignants de la Mauricie

(*Savings and Credit Union's Act*)

Notice is hereby given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the formation of the savings and credit union: "La Caisse populaire des Enseignants de la Mauricie".

The territory from which the union will recruit its members will be: The teachers of the jurisdictional territory of the Mauricie Regional School Board.

The head office of this savings and credit union is situated in the Town of St-Georges de Champlain, Québec, in the electoral district of Laviolette.

Québec, July 18, 1969.

JEAN DE GRANDPRÉ,

Associate Deputy Minister of Financial

30253 *Institutions, Companies and Cooperatives.*

La Caisse populaire des Vieilles Forges

(*Savings and Credit Unions Act*)

Notice is hereby given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the formation of the savings and credit union "La Caisse populaire des Vieilles Forges".

The group from which the union will recruit its members will be: The teachers of the territory presently covered by the Vieilles Forges Regional School Board.

The head office of this savings and credit union is situated in the town of Trois-Rivières, Québec, in the electoral district of Trois-Rivières.

Québec, July 18, 1969.

JEAN DE GRANDPRÉ,

Associate Deputy Minister of Financial

30254 *Institutions, Companies and Cooperatives.*

Ministère des institutions financières, compagnies et coopératives
Assurances

Peerless Insurance Company

Avis d'annulation de permis et de certificat d'enregistrement

Attendu que « Peerless Insurance Company », dont le siège social est situé à Keene, état du New Hampshire, États-Unis d'Amérique, a cessé de faire affaires dans la province de Québec depuis le 30 janvier 1969;

Attendu que la compagnie a produit au Service des assurances une déclaration signée par son président et son secrétaire à l'effet qu'elle n'avait, au 25 juin 1969, aucune obligation dans la province de Québec;

En conséquence, avis est par les présentes donné que le permis et le certificat d'enregistrement de « Peerless Insurance Company » sont annulés à compter du 30 juin 1969.

Donné au bureau du Service des assurances, ministère des institutions financières, compagnies et coopératives, le 2 juillet 1969.

Pour le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la Province, Le surintendant des assurances,

30174-29-2-o ROGER-A. CAMARAIRE.

La Paix, Société Anonyme d'Assurances à Primes fixes contre les Accidents, l'Incendie, le Vol et Autres Risques Divers

Avis d'émission de permis et de certificat d'enregistrement

Avis est donné, par les présentes, que « La Paix, Société Anonyme d'Assurances à Primes fixes contre les Accidents, l'Incendie, le Vol et Autres Risques Divers », enregistrée sous le numéro 719, a obtenu le permis et le certificat d'enregistrement numéro 2351, qui l'autorise à compter du 1er juillet 1969, à effectuer dans la Province des contrats d'assurance relatifs aux genres suivants, mais par voie de réassurance seulement: Incendie, et accessoirement — agitation civile, choc de véhicules, chute d'aéronef, défectuosité d'extincteurs automatiques, fuite d'eau, grêle, intempéries, ouragan, tremblement de terre; Accident; Automobile; Biens immobiliers; Biens mobiliers; Bris de glace; Chaudière à vapeur (bris de machine exclus); Explosion; Responsabilité civile; Responsabilité de l'employeur; Vol.

Le siège social de la compagnie est situé à 58, rue Taitbout, Paris, France.

La compagnie a nommé monsieur Charles Albinet, 465, rue St-Jean, Montréal, son procureur dans la Province.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des institutions financières, compagnies et coopératives, le 10 juillet 1969.

Pour le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la Province, Le surintendant des assurances,

30173-29-2-o ROGER-A. CAMARAIRE.

Avis de renouvellement de certificat d'enregistrement

Avis est donné, par les présentes, que le certificat d'enregistrement des compagnies dont les noms suivent, a été renouvelé pour l'année commençant le 1er juillet 1969 et finissant le 30 juin 1970.

Department of Financial Institutions, Companies and Cooperatives
Insurance

Peerless Insurance Company

Notice of Cancellation of License and Certificate of Registration

Whereas "Peerless Insurance Company", whose head office is situated in Keene, state of New Hampshire, United States of America, has ceased to do business in the Province of Québec as from the 30th of January 1969;

Whereas the company has filed with the Insurance Branch a declaration signed by its President and its Secretary to the effect that it has as of June 25th, 1969, no obligations in the Province of Québec;

Therefore, notice is hereby given that the license and certificate of registration of "Peerless Insurance Company" are cancelled as from the 30th of June 1969.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, the 2nd of July 1969.

For the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province,

ROGER-A. CAMARAIRE,

30174-29-2-o *Superintendent of Insurance.*

La Paix, Société Anonyme d'Assurances à Primes fixes contre les Accidents, l'Incendie, le Vol et Autres Risques Divers

Notice of Issue of License and Certificate of Registration

Notice is hereby given that "La Paix, Société Anonyme d'Assurances à Primes fixes contre les Accidents, l'Incendie, le Vol et Autres Risques Divers", registered under number 719, has obtained the license and certificate of registry number 2351, authorizing it, as from the 1st of July 1969, to undertake in the Province contracts of insurance of the following classes, but by way of reinsurance only: Fire, and supplementary thereto — civil commotion, earthquake, falling aircraft, hail, impact by vehicles, sprinkler leakage, water damage, weather, windstorm; Accident; Automobile; Boiler (excluding machinery); Employers' liability; Explosion; Personal property; Plate glass; Public liability; Real property; Theft.

The head office of the company is situated at 58, Taitbout Street, Paris, France.

The company has appointed Mr. Charles Albinet, 465, St. John Street, Montreal, its attorney in the Province.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, the 10th of July 1969.

For the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province,

ROGER-A. CAMARAIRE,

30173-29-2-o *Superintendent of Insurance.*

Notice of Renewal of Certificate of Registration

Notice is hereby given that the certificate of registration of the following compagnies has been renewed for the year beginning the 1st of July 1969 and ending the 30th of June 1970.

Compagnies provinciales

Alcan Fiduciaries Limited
Bankers' Trust Company (The)
Canadian Trust Company (The)
Compagnie de Fiducie Morgan (La)
Compagnie de Fiducie Nord-Amérique
Compagnie de Fiducie Prêt et Revenu
Compagnie Trust Royal
Fiduciaires de la Cité et du District de Montréal Limitée
Guardian Trust Company
Imperial Trust Company (The)
Montreal Trust Company
Scottish Trust Company (The)
Sherbrooke Trust Company
Société d'Administration et de Fiducie
Société de Fiducie du Québec
Société de Fiducie Internationale
Société Nationale de Fiducie
Trust Général du Canada

Compagnie extra-provinciale avec siège social dans la Province

Commercial Trust Company Limited, 630 ouest, boulevard Dorchester, Montréal.

Compagnies extra-provinciales avec siège social en dehors de la Province Nom et adresse de leur agent dans la Province

Canada Trust Company (The), C.-A. Holding, 631 ouest, boulevard Dorchester, Montréal.

Compagnie de Fiducie Canada Permanent (La), Joseph-E. Nadeau, 600 ouest, boulevard Dorchester, Montréal.

Compagnie du Trust National Limitée, A.-M. Smibert, 1350 ouest, rue Sherbrooke, Montréal.

Compagnie Guaranty Trust du Canada, Roger-W. Laliberté, 427 ouest, rue St-Jacques, Montréal.

Crown Trust Company, R.-W.-S. Robertson, 393 ouest, rue St-Jacques, Montréal.

Farmers & Merchants Trust Company, Limited, F.-D. Saragea, 1450 ouest, rue Ste-Catherine, Montréal.

Investors Trust Company, J.-E. Main, 777 ouest, boulevard Dorchester, Montréal.

Metropolitan Trust Company (The), The Morgan Trust Company, 1, Place Ville Marie, Montréal.

Nova Scotia Trust Company (The), J.-H. Tennant, C.R. et J.-A. Ogilvy, 1, Place Ville-Marie, Montréal.

Compagnie étrangère Nom et adresse de son agent dans la Province

British Empire Trust Company, Limited (The), L. C. Tombs, 1085, côte Beaver Hall, Montréal.

Donné au bureau de l'inspecteur des compagnies de fidéicommis, ministère des institutions financières, compagnies et coopératives, le 18 juillet 1969.

Pour le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province,

L'inspecteur des compagnies de fidéicommis,
LS-PHILIPPE BOUCHARD, C.R.

30246-o

Provincial companies

Alcan Fiduciaries Limited
Bankers' Trust Company (The)
Canadian Trust Company (The)
Morgan Trust Company (The)
North America Trust Company
Savings and Investment Trust Company
Royal Trust Company (The)
Montreal City and district Trustees, Limited

Guardian Trust Company
Imperial Trust Company (The)
Montreal Trust Company
Scottish Trust Company (The)
Sherbrooke Trust Company
Administration and Trust Company
Québec Trust Company
International Trust Company
Société Nationale de Fiducie
General Trust of Canada

Extra-provincial company with head office in the Province

Commercial Trust Company Limited, 630 Dorchester Boulevard West, Montréal.

Extra-provincial companies with head office outside of the Province Name and address of their agent in the Province

Canada Trust Company (The), C.-A. Holding, 631 Dorchester Boulevard West, Montréal.

Canada Permanent Trust Company, Joseph-E. Nadeau, 600 Dorchester Boulevard West, Montréal.

National Trust Company, Limited, A.-M. Smibert, 1350 Sherbrooke Street West, Montréal.

Guaranty Trust Company of Canada, Roger-W. Laliberté, 427 St. James Street West, Montréal.

Crown Trust Company, R.-W.-S. Robertson, 393 St. James Street West, Montréal.

Farmers & Merchants Trust Company, Limited, F.-D. Saragea, 1450 Ste. Catherine Street West, Montreal.

Investors Trust Company, J.-E. Main, 777 Dorchester Boulevard West, Montreal.

Metropolitan Trust Company (The), The Morgan Trust Company, 1, Place Ville Marie, Montréal.

Nova Scotia Trust Company (The), J.-H. Tennant, Q.C. and J.-A. Ogilvy, 1, Place Ville-Marie, Montréal.

Foreign company Name and address of its agent in the Province

British Empire Trust Company, Limited (The), L. C. Tombs, 1085 Beaver Hall Hill, Montréal.

Given at the office of the Inspector of Trust Companies, Department of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, on July 18, 1968.

For the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province,

LS-PHILIPPE BOUCHARD, Q.C.,
Inspector of Trust Companies.

30246-o

La Paix Société Anonyme
La Paix Insurance Company

Avis d'annulation de permis et de certificat d'enregistrement

Attendu que « La Paix Société Anonyme — La Paix Insurance Company », dont le siège social est situé à Paris, France, laquelle compagnie était dûment autorisée à faire affaires dans la province de Québec, a réassuré toutes ses affaires dans la province de Québec avec « La Paix Société Anonyme d'Assurances à primes fixes contre les Accidents, l'Indendie, le Vol et Autres Risques Divers », dont le siège social est situé à Paris, France, en vertu d'un contrat de réassurance intervenu entre ces deux compagnies le 31 décembre 1968;

Attendu que « La Paix Société Anonyme d'Assurances à primes fixes contre les Accidents, l'Incendie, le Vol et Autres Risques Divers » est dûment autorisée à faire affaires dans la province de Québec;

Attendu que « La Paix Société Anonyme — La Paix Insurance Company », s'est conformée aux dispositions de l'article 103 de la Loi des assurances;

En conséquence, avis est par les présentes donné que le permis et le certificat d'enregistrement de « La Paix Société Anonyme — La Paix Insurance Company », sont annulés à compter du 1er juillet 1969.

Donné au bureau du Service des assurances, ministère des institutions financières, compagnies et coopératives, le 1er juillet 1969.

Pour le ministre des institutions financières, compagnie et coopératives de la province, Le surintendant des assurances,
30224-30-2-o ROGER-A. CAMARAIRE.

La Paix Société Anonyme
La Paix Insurance Company

Notice of Cancellation of License and Certificate of Registration

Whereas "La Paix Société Anonyme — La Paix Insurance Company", whose head office is situated in Paris, France, which company was duly authorized to do business in the Province of Québec, has reinsured all its business in the Province of Québec with "La Paix, Société Anonyme d'Assurances à primes fixes contre les Accidents, l'Incendie, le Vol et Autres Risques Divers", whose head office is situated in Paris, France, according to a reinsurance agreement entered into by these two companies on the 31st of December 1968;

Whereas "La Paix Société Anonyme d'Assurances à primes fixes contre les Accidents, l'Indendie, le Vol et Autres Risques Divers" is duly authorized to do business in the Province of Québec;

Whereas "La Paix Société Anonyme — La Paix Insurance Company" has complied with the provisions of section 103 of the Québec Insurance Act;

Consequently, notice is hereby given that the license and certificate of registration of "La Paix Société Anonyme — La Paix Insurance Company" are cancelled as from the 1st of July 1969.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, the 1st of July 1969.

For the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province,
ROGER-A. CAMARAIRE,
30224-30-2-o *Superintendent of Insurance.*

American Re-Insurance Company

Avis d'émission de permis et de certificat d'enregistrement

Avis est donné, par les présentes, que « American Re-Insurance Company », enregistrée sous le numéro 720, a obtenu le permis et le certificat d'enregistrement numéro 2352, qui l'autorise à compter du 1er juillet 1969, à effectuer dans la province des contrats d'assurance relatifs aux genres suivants: Incendie, et accessoirement; agitation civile, choc de véhicules, chute d'aéronef, défectuosité d'extincteurs automatiques, fuite d'eau, intempéries, ouragan, tremblement de terre; Accident; Aéronef; Automobile; Bétail; Biens immobiliers; Biens mobiliers; Bris de glace; Bris de machine; Chaudière à vapeur; Crédit; Explosion: Faux; Garantie; Grêle; Maladie; Responsabilité civile; Responsabilité de l'employeur; Transport intérieur; Vol.

Le siège social de la compagnie est situé à 99, rue John, New York, état de New York, États-Unis d'Amérique.

La compagnie a nommé monsieur L.-M. Nelson, C.A., 630 ouest, boulevard Dorchester, Montréal, son procureur dans la province.

Donné au bureau du Service des assurances, ministère des institutions financières, compagnies et coopératives, le 17 juillet 1969.

Pour le ministre des institutions, financières, compagnies et coopératives de la province, Le surintendant des assurances,
30225-30-2-o ROGER-A. CAMARAIRE.

American Re-Insurance Company

Notice of Issue of License and Certificate of Registration

Notice is hereby given that "American Re-Insurance Company", registered under number 720, has obtained the license and certificate of registry number 2352, authorizing it, as from the 1st of July, 1969, to undertake in the Province contracts of insurance of the following classes: Fire, and supplementary thereto; civil commotion, earthquake, falling aircraft, impact by vehicles, sprinkler leakage, water damage, weather, windstorm; Accident; Aircraft; Automobile; Boiler; Credit; Employers' liability; Explosion; Forgery; Guarantee; Hail; Inland transportation; Live stock; Machinery; Personal property; Plate glass; Public liability; Real property; Sickness; Theft.

The head office of the company is situated at 99, John Street, New York, State of New York, United States of America.

The company has appointed Mr. L.-M. Nelson, C.A., 630, Dorchester Boulevard West, Montreal, its attorney in the Province.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, the 17th of July, 1969.

For the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province,
ROGER-A. CAMARAIRE,
30225-30-2-o *Superintendent of Insurance.*

Régie des Marchés Agricoles du Québec

Plan conjoint des producteurs de bois du Saguenay

À compter du présent avis, le plan conjoint des producteurs de bois de pulpe du Saguenay, tel que publié dans la *Gazette officiele du Québec*, le 26 octobre 1957, est modifié par la Régie des marchés agricoles, suite à un référendum tenu auprès des producteurs intéressés, selon les dispositions des articles 25 et 26 de la Loi des marchés agricoles du Québec. Le texte de ce plan est remplacé par celui qui suit:

I *Objet du plan*

1. Obtenir pour les producteurs intéressés, les conditions de mise en marché les plus avantageuses pour le produit visé;

2. ordonner et contrôler la production du produit visé pour prévenir la dilapidation des boisements, satisfaire aux exigences et aux besoins du marché et assurer un partage équitable entre les producteurs des possibilités du marché;

3. ordonner et contrôler la mise en marché du produit visé et chercher à établir des rapports directs entre le transformateur du produit et le producteur;

4. ordonner et contrôler l'acheminement du produit visé vers le marché;

5. rechercher les moyens d'améliorer les services requis pour mettre en marché le produit visé, d'en réduire le coût, d'en assurer le contrôle exclusif aux producteurs et de corriger les inégalités dans leur obtention ou leur coût; de protéger le producteur contre la perte ou la détérioration de son produit en possession d'un tiers, contre la perte de revenu résultant de l'insolvabilité de l'acheteur ou contre la perte injustifiée d'un débouché; d'abaisser le prix de revient et d'améliorer les conditions de production; de maintenir et d'accroître la qualité et d'augmenter le rendement des boisements et appliquer les solutions jugées avantageuses pour l'ensemble des producteurs;

6. mener toute enquête utile à la poursuite des objets du plan conjoint;

7. rechercher les débouchés et les utilisations les plus avantageux, ainsi que de nouveaux débouchés et de nouvelles utilisations;

8. prendre toute initiative et collaborer à toute initiative ayant pour objet d'accroître et d'améliorer l'écoulement du produit visé;

9. constituer des réserves aux fins de réaliser les divers aspects de la mise en marché du produit visé;

10. coopérer avec tout organisme sur les plans provincial, national et international en vue de la mise en marché du produit visé dans les limites et hors de la province de Québec.

II *Désignation*

Le plan conjoint est désigné sous le nom de «Plan conjoint des producteurs de bois du Saguenay».

III *Produit visé*

Le bois, feuillu ou résineux, provenant du boisement d'un producteur intéressé ou d'un boisement sur lequel un permis de coupe est détenu par un producteur intéressé, hormis les permis émis par le ministère des Terres et Forêts

Québec Agricultural Marketing Board

Joint Plan of the Saguenay Wood Producers

From and after the present notice, the joint plan of the Saguenay Pulpwood Producers, such as was published in the *Québec Official Gazette* on October 26, 1957, is amended by the Agricultural Marketing Board pursuant to a referendum amongst the interested producers, in conformity with the provisions of Sections 25 and 26 of the Québec Agricultural Marketing Act. The text of the said plan is replaced by the following:

I *Object of the plan*

1. To obtain for the interested producers the most favourable marketing conditions on the product referred to.

2. To regulate and control the production of the product referred to, in order to prevent the wasting of woodlots, to fulfill the requirements and needs of the market, and to guarantee to producers an equitable sharing of the market possibilities.

3. To regulate and control the marketing of the product referred to, and to try to establish direct relations between the product transformer and the producer;

4. To regulate and control the routing to the market of the product referred to;

5. To look for means of improving the services required for the marketing of the product contemplated, of reducing its cost, of assuring the producers of its exclusive control and of correcting disparities with respect to its procurement and cost; to protect the producer against the loss or damaging of his product while in the hands of a third party, against a loss of revenue resulting from the purchaser's insolvency or against an unjustified loss of market; to reduce the cost price and to improve the conditions of the production; to maintain and improve the quality and increase the yield of the woodlots and to apply the solutions deemed advantageous for all the producers.

6. To make any inquiry necessary to the carrying out of the joint plan;

7. To look for the most advantageous market and uses, as well as for new outlets and new uses.

8. To take any initiative and co-operate with any initiative aiming at the increase and improvement of the sales of the product referred to;

9. To constitute reserves in order to work out the various aspects of the marketing of the said product;

10. To co-operate with any body on provincial, national or international levels for the purpose of marketing the product referred to, within and outside the limits of the Province of Québec.

II *Designation*

The joint plan shall be designated under the name of "Joint plan of the Saguenay Wood Producers".

III *Product Referred to*

The product referred to in the present joint plan is timber, hardwood and softwood, extracted from a woodlot belonging to an interested producer or from a woodlot for which a license to cut timber has been issued to an interested

de la province de Québec, est le produit visé par le présent plan ejoint.

IV *Conditions à remplir pour être un producteur intéressé*

Toute personne, propriétaire ou possesseur à quelque titre que ce soit, d'un boisement couvrant une superficie de 10 acres et plus, sis dans les comtés muncipaux de Chicoutimi, Dubuc, Jonquière-Kénogami, Lac St-Jean et Roberval, qui peut mettre le produit en marché, est un producteur intéressé.

V *Étendue de l'application et extension juridique du plan*

À compter de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*, le plan est exécutoire. Tous les producteurs intéressés et, postérieurement au vote, tous les producteurs qui, au cours de l'application du plan, continuent à remplir ou rencontrent les conditions qui confèrent la qualité de producteur intéressé, sont assujettis au plan conjoint.

VI *Réalisation du plan*

La réalisation, la direction, la surveillance et l'administration du plan conjoint sont confiées à l'office des producteurs de bois du Saguenay.

VII *Agent de négociation et de vente*

Le syndicat des producteurs de bois du Saguenay est l'agent de négociation et l'agent de vente requis pour la réalisaton du plan conjoint.

VIII *Devoirs, obligations et engagements du producteur*

Le producteur doit:

1. Se conformer aux décisions et règlements adoptés par l'office dans l'exercice des pouvoirs dont il est investi en vertu de la Loi des marchés agricoles du Québec;
2. honorer toute convention et tout contrat passés par l'office ou son délégué, dans l'exercice des pouvoirs et attributions qui lui sont conférés par la Loi des marchés agricoles;
3. se procurer un quota de production et de vente et le respecter;
4. confier à l'office l'exclusivité de la mise en marché de sa production;
5. se conformer aux normes de qualité et de production établies par l'office et se soumettre à toute inspection visant à vérifier l'observance de ces normes;
6. payer les frais d'administration du plan conjoint ainsi que les frais de négociation et de mise en marché, selon le montant et les modalités que l'office établira et autoriser tout acheteur à prélever sa quotepart et à en faire remise à l'office ou à toute personne désignée par lui;
7. identifier son produit par la marque arrêtée par l'office qui le désigne comme étant un produit visé par le plan;
8. fournir à l'office tout renseignement jugé utile à la réalisation du plan;
9. diriger, sur demande, toute ou une partie déterminée du produit visé vers un ou des acheteurs, un agent d'acheteurs ou des agents d'acheteurs désignés par l'office;
10. n'expédier le produit visé qu'au moment et à l'endroit déterminés par l'office.

producer, except licenses issued by the Department of Lands and Forests of the Province of Québec.

IV *Conditions to become an interested producer*

Is an interested producer any person, proprietor or owner by any other right, of a woodlot covering a surface area of 10 acres and more, located in the counties of Chicoutimi, Dubuc, Jonquière-Kénogami, Lac Saint-Jean and Roberval who can market the product.

V *Extent of the application and judicial extension of the plan*

The plan is enforceable as from its publication in the *Québec Official Gazette*. All interested producers and, after the vote, all producers who during the application of the plan keep on meeting the conditions conferring the title of interested producer, are bound by the joint plan.

VI *Realization of the plan*

The Saguenay Wood Producers' Board shall be entrusted with the carrying out, direction, supervision and administration of the joint plan.

VII *Negotiating and selling agent*

The Saguenay Wood Producers' Syndicate is the negotiating agent and the selling agent required to carry out the joint plan.

VIII *Duties, obligations and engagements of the producer*

The producer shall:

1. Conform to the decisions and regulations adopted by the producers' board in the discharge of the powers conferred upon it pursuant to the Québec Agricultural Marketing Act;
2. Honour any agreement and any contract entered into by the producers' board or its delegate, in the discharge of the powers and duties conferred upon it by the Agricultural Marketing Act;
3. Obtain a production and selling quota, and respect it.
4. Entrust the producers' board with the sole marketing rights of his production;
5. Conform to the standards of quality and production established by the producers' board, and submit to all inspections aiming at verifying the observance of such standards.
6. Pay for the administration costs of the joint plan, as well as for negotiating and marketing costs according to the amount and the terms and conditions set by the producers' board; authorize any purchaser to levy his quota and send it in to the purchasers' board or any person designated by him;
7. Identify his product by the mark fixed by the producers' board and the said mark shall designate it as a product governed by the plan;
8. Supply the producers' board with any information deemed useful to the carrying out of the plan;
9. Send, upon request, all or a set part of the product referred to, to one or more purchasers, to a purchasers' agent or purchasers' agents designated by the producers' board;
10. Ship the product referred to only when and where determined by the producers' board.

IX *Devoirs de l'office de producteurs, agent de négociation et agent de vente*

Les devoirs de l'office sont:

1. Accomplir tout devoir et remplir toute obligation que la Loi des marchés agricoles du Québec impose à un office de producteurs;

2. profiter des débouchés existants et orienter la production selon les besoins des marchés provincial, national et international;

3. mener des enquêtes en vue de rechercher de nouveaux débouchés, de bonifier les débouchés existants et d'améliorer les conditions de mise en marché du produit visé;

X *Pouvoirs et attributions de l'office de producteurs, agent de négociation et agent de vente*

L'office peut:

1. Coopérer avec des organismes similaires au Canada pour la mise en marché hors de la province de Québec du produit visé et exercer, à cette fin, les pouvoirs et accomplir les devoirs qui résultent de toute loi d'une autre juridiction prévoyant une telle coopération;

2. émettre un quota de production et de vente aux producteurs assujettis au plan conjoint;

3. règlementer le transfert du quota de production et de vente, en totalité ou en partie;

4. sujet à l'approbation préalable de la Régie des marchés agricoles, arrêter la participation financière de chaque producteur à l'administration du plan conjoint, ainsi que le mode de perception de cette participation, et constituer des réserves nécessaires à la réalisation des divers aspects de la mise en marché du produit visé;

5. retenir les services de transporteurs, de transformateurs, d'entrepositaires et autre personne dont l'intervention est nécessaire à la mise en marché du produit, en assumer les frais et déterminer la part que chaque producteur doit supporter, ainsi que le mode de perception;

6. établir des postes de rassemblement en vue de la livraison du produit visé par le plan, et délimiter les zones desservies par ces postes;

7. statuer sur les conditions de production, de conservation, de préparation et de manutention ou déplacement du produit visé, sur sa qualité, sa forme, sur les inscriptions ou indications requises sur le produit;

8. prescrire le classement et le marquage du produit visé, ainsi que les conditions dans lesquelles le classement et le marquage doivent se faire et établir à cette fin, les classes, catégories ou dénominations particulières;

9. contingenter le production et la vente du produit visé, fixer le temps et le lieu de sa mise en marché, prohiber la mise en marché hors du temps ou du lieu fixé ou en violation du contingent ou quota établi ou d'une norme imposée;

10. déterminer le mode et les conditions de mise en marché du produit visé, ou en prohiber la mise en marché autrement que par son entremise;

11. ordonner, organiser, diriger et surveiller la mise en vente en commun du produit visé de façon que les producteurs, dont les produits sont vendus pendant une période fixée et sur un marché désigné, reçoivent chacun sur le produit des ventes le même prix pour un produit identique de même quantité et d'égale qualité mais dont le prix de vente peut varier pour des causes étrangères à la valeur propre du produit, et à cette fin:

IX *Duties of the producers' board, negotiation agent and selling agent*

The duties of the producers' board are:

1. To perform the duties and meet any obligation assigned to a producers' board by the Québec Agricultural Marketing Act;

2. To take advantage of the existing markets and to direct the production according to the needs of the provincial, national and international markets;

3. To make inquiries to find new markets, improve the existing markets and to better the marketing conditions for the product governed by the plan.

X *Powers and functions of the producers' board, negotiation agent and selling agent*

The purchasers' board may:

1. Co-operate with similar bodies in Canada for the marketing outside the Province of Québec of any marketed product, and to exercise for that purpose the powers and perform the duties accruing to it under any law of another jurisdiction providing for such co-operation;

2. Issue a production and sales quota to producers bound by the joint plan;

3. Make rules for the transfer of the production and sales quota totally or in part.

4. Subject to preliminary approval by the Agricultural Marketing Board, determine the financial participation of each producer in the administration of the joint plan, as well as the mode of collection of the said share, and to constitute the reserves necessary to work out the various aspects of the marketing of the product referred to;

5. Retain the services of carriers, of processers, warehousers or any other person whose intervention is needed for the marketing of the product, to assume the costs thereof, and determine each producer's part as well as the way of collecting it;

6. Set up gathering posts for the delivery of the product governed by the plan and determine the zones served by each post;

7. Give a ruling on the conditions of the production, conservation, preparation and handling or transfers of the product referred to, on its quality, its presentation and on the inscriptions or markings to be placed on the product;

8. Stipulate the classification and the marking of the product, as well as the conditions under which classification and marking should be made and establish special classes, categories or denominations for that purpose;

9. Establish quotas for the production and sale of the marketed product, determine when and where it should be marketed, prohibit its marketing in any other time or place or in violation of the set contingent or quota or of the set standard;

10. Determine the terms and conditions of the marketing of the product, or to prohibit its marketing without its mediation;

11. Order, organize, direct and supervise the joint marketing of the product in order that the producers whose products are sold during a fixed period and on a designated market, shall each receive from the proceeds of sale the same price for an identical product of the same quantity and equal quality but the sale price of which may vary for reasons unconnected with the real value of the product; and for such purpose:

a) ordonner que soit déduite du produit des ventes la totalité ou une partie des frais d'exécution, de surveillance et de vérification encourus à l'égard de ces ventes;

b) prescrire les conditions dans lesquelles se feront la vente en commun, le paiement du prix de vente la répartition du produit net des ventes entre les producteurs, la fixation provisoire avant la vente et la fixation définitive après la vente du du prix à payer au producteur pour son produit, le paiement du prix ainsi fixé et le remboursement à l'acheteur, le cas échéant, de l'excédent du prix de vente;

c) obliger l'acheteur à payer au producteur le prix fixé pour son produit et, le cas échéant, à verser à l'office ou à un agent de vente l'excédent du prix de vente sur le prix fixé; si le prix fixé excède le prix de vente, l'office ou agent de vente rembourse l'excédent à l'acheteur;

d) obliger l'acheteur du produit visé à en verser le prix à l'office ou à un agent de vente pour que l'office ou agent fasse le répartition du produit net de vente conformément aux règlements alors en vigueur;

12. déléguer à toute personne une partie de ses pouvoirs et attributions;

13. signer tout contrat et, par là, lier chaque producteur assujetti au plan conjoint, en déterminer la durée et les conditions de renouvellement;

14. établir un comité de bonne entente pour étudier et solutionner les griefs des producteurs relativement à l'exécution du plan conjoint, en déterminer les règlements et la portée de ses décisions;

15. établir une procédure de règlement et d'arbitrage des griefs et différends suscités à l'occasion ou au cours de l'exécution du plan conjoint dans les rapports établis avec tout acheteur ou toute personne dont l'intervention est nécessaire à la mise en marché du produit;

16. obtenir des producteurs tout renseignement jugé utile à l'exécution du plan conjoint;

17. obtenir des acheteurs les renseignements et documents nécessaires à la surveillance du paiement du prix du produit visé suivant son utilisation;

18. faire toute enquête requise par les buts et objectifs du plan conjoint;

19. négocier avec toute personne tenue de le faire en vertu de la Loi des marchés agricoles, toute condition de mise en marché et, spécialement:

a) le prix de vente du produit visé, ainsi que les conditions et modalités du paiement du prix;

b) les conditions, modalités et prix du transport, de l'entreposage, de la transformation, s'il y a lieu, ou de tout autre service relatif à la mise en marché du produit visé;

c) l'appréciation de la quantité, du poids, de la forme, de la qualité, ainsi que des normes à appliquer dans chaque cas et la surveillance de leur application par un représentant attitré de l'office;

d) les conditions de surveillance relative au paiement du prix du produit visé, suivant sa classification et son utilisation, y compris l'obtention des renseignements et documents nécessaires à cette surveillance ainsi que leur forme et la fréquence de leur production;

e) les conditions de livraison;

(*a*) order that there shall be deducted from the proceeds of sale the whole or part of the cost of carrying out, supervision and audit incurred with respect to such sales;

(*b*) prescribe the conditions under which joint sales shall be made, the payment of the sale price, the sharing of the net proceeds of sales among producers, the provisional fixing prior to sale and the final fixing after sale of the price to be paid to the producer for his product, the payment of the price so fixed and the repayment to the purchaser, should the case occur, of the excess of the fixed price over the sale price;

(*c*) compel the purchaser to pay to the producer the price fixed for his product and, should the case occur, to pay to the producers' board or to a selling agent the excess of the sale price over the fixed price; if the fixed price exceeds the sale price, the producers' board or selling agent shall repay the excess to the purchaser;

(*d*) compel the purchaser of the product to pay the price to the producers' board or to a selling agent in order that the producers' board or selling agent may share the net proceeds of sale according to the regulations in force;

12. Delegate part of its powers and functions to any person;

13. Sign any contract and, thereby, bind every producer concerned with the joint plan, to fix its duration and the conditions for its renewal;

14. Establish a good-will committee to study and solve the producers' grievances arising from the carrying out of the joint plan, determine the regulations which shall govern the said committee and the range of its decisions.

15. Establish a regulation and arbitration procedure to settle grievances and disputes which might arise during or from the carrying out of the joint plan, from contacts established with purchasers or any other person whose intervention is needed for the marketing of the product;

16. Obtain from the producers any information deemed useful to the carrying out of the joint plan;

17. Obtain from the purchasers any information or documentation necessary to supervise the payment of the price of the product, according to its use;

18. Make any inquiry necessary for the carrying out of the aims and purposes of the joint plan;

19. Negotiate with any person, obliged to do so under the Agricultural Marketing Act, all marketing conditions and, more particularly:

(*a*) the sale price of the marketed product, as well as the terms and conditions of the payment of the price;

(*b*) the conditions, terms and price of transportation, storage, processing, if need be or of any other service related to the marketing of the product;

(*c*) the appraisal of the quantity, weight, form, quality and standard applicable in each case and the supervision thereof by a representative appointed by the producers' board;

(*d*) the conditions of the supervision relative to the payment of the price of the product, according to its classification and use, including getting the information and documentation necessary for such supervision, as well as their form and the frequency of their production;

(*e*) conditions for delivery;

f) les modes de retenue par l'acheteur ou toute personne qui touche le produit global d'une vente en commun, de la contribution nécessaire au financement du plan conjoint et sa remise à l'office ainsi que de toute somme que peut requérir le paiement d'un service rendu par un intermédiaire et sa remise à l'office ou son délégué;

g) la durée des contrats et les conditions de leur renouvellement, ainsi que celles permettant la réouverture des négociations;

h) tant à l'occasion de la signature d'une convention qu'au cours de son exécution, une procédure de règlement et d'arbitrage des griefs et différends;

i) l'étendue de la protection offerte par toute police d'assurance-responsabilité;

j) quant au bois provenant des producteurs visés par le plan, l'endroit où l'acheteur peut se procurer la quantité qu'il achètera;

XI *Administration du plan conjoint*

1. Le plan conjoint est administré par l'office des producteurs de bois du Saguenay composé de 7 administrateurs qui doivent être des producteurs intéressés au sens de la section IV des présentes.

2. Les administrateurs de l'office sont présentement:

MM. Henri-Paul Gagnon, Grande-Baie, comté Chicoutimi; Jean-Marc Simard, Petit-Saguenay, comté Chicoutimi; Albert Maltais, Hébertville, comté Lac St-Jean; Maurice Girard, St-Jérôme, comté Lac St-Jean; Idola Boutin, Notre-Dame de la Doré, comté Roberval; Frédéric Tremblay, Chambord, comté Roberval; Antonio Dallaire, St-Ambroise, comté Dubuc.

Ces administrateurs resteront en fonction jusqu'à la prochaine assemblée générale annuelle des producteurs régis par le plan conjoint.

3. L'office devra convoquer et tenir, au moins une fois tous les ans, une assemblée générale de tous les producteurs assujettis au plan conjoint pour rendre compte de ses activités, soumettre les comptes de l'exercice à l'approbation de l'assemblée, procéder à la nomination d'un vérificateur et à l'élection de ses administrateurs.

4. Un administrateur de l'office qui cesse d'être un producteur intéressé ou qui devient autrement inapte à remplir ses fonctions doit être remplacé par les autres administrateurs en fonction.

5. Sauf les cas où la Loi des marchés agricoles assujettit l'application d'un règlement à sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*, la publication des règlements ayant rapport aux modalités d'exécution du plan conjoint et à l'exercice des pouvoirs de l'office sera faite dans les langues française et anglaise, par parution dans le journal « La Terre de chez nous ».

XII *Mode de financement*

L'administration et la mise en oeuvre du plan conjoint sont financées par une contribution qui doit être payée par tous les producteurs liés par le plan conjoint, selon le mode déterminé par l'office des producteurs de bois du Saguenay.

Le montant de cette contribution sera déterminé par ledit office au moyen d'une résolution qui devra être approuvée par la Régie des marchés agricoles du Québec avant d'entrer en vigueur.

(*f*) the methods which the purchaser or any person drawing the total proceeds of a joint sale will use to deduct the fee necessary for the financing of the joint plan and remit it to the producers' board, together with any other sum which may be paid for services rendered by an intermediary and its remittance to the producers' board or its delegate;

(*g*) the duration of contracts and the conditions for their renewal, as well as those permitting the re-opening of negotiations;

(*h*) on the occasion of the signing of an agreement as well as during its execution, a regulation and arbitration procedure to settle grievances and disputes;

(*i*) the extent of the coverage offered by any liability insurance policy;

(*j*) with respect to wood from producers bound by the plan, the place where the purchaser may obtain the quantity which he will buy;

XI *Administration of the joint plan*

1. The joint plan is administered by the Saguenay Wood Producers' Board, composed of 7 directors who must be interested producers as defined at Section IV of the presents.

2. The directors of the producers' board are presently:

MM. Henri-Paul Gagnon, Grande-Baie, county of Chicoutimi; Jean-Marc Simard, Petit-Saguenay, County of Chicoutimi; Albert Maltais, Hébertville, County of Lac St-Jean; Maurice Girard, Saint-Jérôme, County of Lac Saint-Jean; Idola Boutin, Notre-Dame de la Doré, County of Roberval; Frédéric Tremblay, Chambord, County of Roberval; Antonio Dallaire, Saint-Ambroise, County of Dubuc.

These directors shall remain office until the next general annual meeting of the producers bound by the joint plan.

3. The producers' board shall call and hold, at least once a year, a general meeting of all the producers bound by the joint plan to report on its activities, to submit the accounts for the financial year to the approval of the meeting, to proceed to the appointment of an auditor and to the election of its directors.

4. When a director of the producers' board ceases to be an interested producer or becomes in some other way inapt to perform his duties, he shall be replaced by the other directors in office.

5. Save in the event where the Agricultural Marketing Act subjects the application of a regulation to its publication in the *Québec Official Gazette*, the publication of regulations referring to the terms and conditions of the execution of the joint plan and the discharge of the powers of the producers' board shall be made in the French and English languages, by appearing in « La Terre de chez nous ».

XII *Financing*

The administration and carrying out of the joint plan are financed by a fee to be paid by all the producers bound by the joint plan, according to a method fixed by the Saguenay Wood Producers' board.

The amount of the said fee shall be fixed by the said producers' board through a resolution to be approved by the Québec Agricultural Marketing Board before coming into force.

Jusqu'à ce qu'elle soit modifiée par une telle résolution, la contribution est de 0.35 la corde de bois ou son équivalent, mise en marché.

Les contributions versées à l'office, en vertu de la Loi des marchés agricoles du Québec, doivent servir à défrayer les dépenses de l'administration et de la mise en oeuvre du plan conjoint.

XIII *Règle d'interprétation*

Au cas de différence entre le texte français et le texte anglais du présent plan conjoint, ou d'un règlement, le texte français prévaudra.

Ce 8 juillet 1969.

Régie des marchés agricoles du Québec.

30278-o *Le secrétaire-intérimaire,*
ROCH MORIN,

Plan conjoint des producteurs de lait nature de l'Estrie

Avis

Prenez avis que la Régie des marchés agricoles du Québec a approuvé le règlement de quota ci-après, adopté par le Syndicat des producteurs de lait nature de la région de l'Estrie (U.C.C.) le 23 juin 1969. Ce règlement entrera en vigueur le 1er août 1969.

Régie des marchés agricoles du Québec.
Le secrétaire-intérimaire,
ROCH MORIN.

Règlement de quota

I *Définitions:*

a) Syndicat: Syndicat des producteurs de lait nature de l'Estrie (U.C.C.);

b) Laiterie: L'un ou l'autre des marchands de lait visés par le plan;

c) Plan: Le plan conjoint des producteurs de lait nature de l'Estrie;

d) Demande moyenne: Le nombre de livres de lait utilisé par une laiterie entre le premier janvier et le 31 décembre augmenté de 10% et et divisé par 365;

e) Quota de base: Le nombre total de livres de lait expédié par un producteur entre le premier octobre d'une année et le 31 mars de l'année suivante, divisé par 182;

f) Quota revisé: Le quota accepté de l'année précédente ajusté conformément au présent règlement selon qu'il a été rempli ou non;

g) Quota accepté: Le nombre de livres de lait attribué à un producteur et sur lequel se base une laiterie ou la laiterie pour calculer la remise à être faite au producteur, selon le pourcentage du lait qu'elle a utilisé dans chaque classe.

II Tout producteur qui livre actuellement du lait à une laiterie visée par le plan, et éventuellement tout nouveau producteur qui pourrait avoir le droit d'y expédier son lait, doit revendiquer un quota accepté en vertu du présent règlement et demander au Syndicat de le calculer.

III Aucun producteur ne peut avoir plus d'un quota accepté ni avoir un quota à plus qu'une laiterie.

Mode d'établissement:

IV Le Syndicat calcule avant le premier mai de chaque année, la demande moyenne de chaque laiterie, d'après les formules R.M.A.I.

V Le Syndicat doit ensuite calculer le quota de base de chaque producteur et le quota revisé, s'il y a lieu, conformément aux articles suivants.

Until it is modified by such a resolution, the fee shall be $0.35 a wood cord or its equivalent, that is marketed.

The fees paid to the producers' board under the Québec Agricultural Marketing Act must be applied to pay the expenses incurred by the administration and carrying out of the joint plan.

XIII *Interpretation regulation*

Should there be a difference between the French and English texts of this joint plan, or of a regulation, the French text shall prevail."

July 8, 1969.

Québec Agricultural Marketing Board.
ROCH MORIN,
30278 *Acting Secretary.*

Joint Plan of Raw Milk Producers of L'Estrie

Notice

Take notice that the Québec Agricultural Marketing Board approved the quota regulation hereafter, adopted by The Raw Milk Producers' Syndicate of L'Estrie Region (U.C.C.), on June 23, 1969. This regulation will come into effect on August 1, 1969.

Québec Agricultural Marketing Board.
ROCH MORIN,
Interim Secretary.

Quota regulation

I *Definitions:*

(*a*) *Syndicate:* Raw Milk Producers' Syndicate of L'Estrie Region;

(*b*) *Dairy:* Either milk dealers covered by the plan;

(*c*) *Plan:* The Joint Plan of Raw Milk Producers of L'Estrie;

(*d*) *Average application:* The pounds of milk used by a dairy between the 1st of January and the 31st of December increased by 10% and divided by 365;

(*e*) *Basic quota:* The total pounds of milk shipped by a producer between the 1st of October of one year and the 31st of March of the following, divided by 182;

(*f*) *Revised quota:* The accepted quota of the preceding year adjusted in conformity with the present regulation whether it has been filled or not;

(*g*) *Accepted quota:* The pounds of milk granted to a producer and on which a dairy or the dairy bases itself to calculate the remittance to be made to the producer, according to the percentage of milk it has used in each class.

II Any producer who presently delivers milk to a dairy covered by the plan, and eventually any new producer who could have the right to ship his milk, must claim an accepted quota pursuant to the present regulation and ask that the Syndicate calculate it.

III A producer may not have more than one accepted quota nor have a quota at more than one dairy.

Means of settlement:

IV The Syndicate calculates before the first of May of each year, the average application of each dairy, according to R.M.A.I. Forms.

V The Syndicate must then calculate each producer's basic quota and the revised quota, if necessary, in conformity with the following sections.

VI L'établissement du quota accepté de chaque producteur se fait selon les règles suivantes:

1. Dans le cas où la demande moyenne est égale ou supérieure à celle de l'année précédente;

a) Si le total des quotas de base des producteurs d'une laiterie est égal à la demande moyenne de cette laiterie, chaque producteur a un quota accepté équivalent à son quota de base.

b) Si le total des quotas de base des producteurs d'une laiterie excède la demande moyenne de cette laiterie et,

1) si le quota de base du producteur est inférieur à son quota accepté de l'année précédente, le quota de base devient à la fois le quota revisé et le quota accepté;

2) si le quota de base du producteur est supérieur à son quota accepté de l'année précédente, le quota accepté précédent devient le quota revisé du producteur.

c) La différence entre le total des quotas revisés et la demande moyenne de la laiterie est partagée entre chaque producteur dont le quota de base est supérieur au quota accepté précédent jusqu'à concurrence de son quota de base.

Pour faire ce partage, on établit d'abord le pourcentage que représente la différence mentionnée au paragraphe précédent par rapport à celle résultant de la différence des quotas de base sur les quotas revisés.

Une fois ce pourcentage obtenu, on le multiplie par le nombre de livres qui résulte de la différence entre le quota revisé et le quota de base d'un producteur. Le résultat obtenu constitue le nombre de livres qu'il faut ajouter au quota revisé de ce producteur pour obtenir son quota accepté.

Le quota accepté est alors communiqué par le Syndicat au producteur concerné.

2. Dans le cas où la demande moyenne d'une laiterie est inférieure à sa demande moyenne de l'année précédente, les quotas acceptés se calculent comme suit:

Les quotas acceptés de l'année précédente sont diminués, pour chaque producteur, dans la même proportion que le pourcentage de la diminution de la demande moyenne.

Si le quota de base d'un producteur est supérieur à ce quota diminué, c'est le quota diminué qui devient le quota revisé.

Si le quota de base d'un producteur est inférieur à son quota diminué, son quota de base devient son quota revisé.

Par la suite, on procède conformément aux dispositions du paragraphe 1 *c*).

VII Aucun producteur ne peut avoir un quota accepté supérieur de cent (100) livres du plus gros quota accepté de l'année précédente dans le territoire visé par le plan conjoint.

En cas d'application des dispositions de l'alinéa précédent, le supplément de quota accepté qu'aurait obtenu le producteur concerné est réparti entre les autres producteurs de cette laiterie, conformément aux dispositions de l'article VI.

VIII Le producteur ayant subi une baisse de production causée par une épizootie, une suspension en vertu d'une convention en vigueur ou une force majeure, a le droit de revendiquer, preuves à l'appui, le quota accepté de l'année précédente. Une attestation du médecin vétérinaire qui a soigné le troupeau est suffisante, de même qu'une constatation visuelle en cas de désastre. La demande à cet effet doit parvenir au Syndicat dans les dix (10) jours qui suivent le 31 mars de chaque année.

VI The settlement of each producer's accepted quota is made according to the following rules:

1. When the average application is equal to or higher than that of the preceding year;

(*a*) If the total of the dairy producers' basic quotas is equal to the average application of this dairy, each producer has an accepted quota equivalent to his basic quota.

(*b*) If the total of the dairy producers' basic quotas exceeds the average application of this dairy, and

(1) if the producer's basic quota is inferior to his accepted quota of the preceding year, the basic quota becomes the revised and accepted quota;

(2) if the producer's basic quota is superior to his accepted quota of the preceding year, the preceding accepted quota becomes the producer's revised quota.

(*c*) The difference between the total of the revised quotas and the average application of the dairy is divided among each producer whose basic quota is superior to the preceding accepted quota to the extent of his basic quota.

To thus divide, one must first establish the percentage which the difference mentioned in the preceding paragraph in relation to the one resulting from the difference of the basic quotas on revised quotas represents.

Once the percentage is obtained, it is multiplied by the pounds resulting from the difference between a producer's revised quota and basic quota. The result constitutes the pounds one must add to this producer's revised quota to obtain his accepted quota.

The accepted quota is then transmitted by the Syndicate to the producer concerned.

2. When the average application of a dairy is inferior to its average application of the preceding year, the accepted quotas are calculated as follows:

The accepted quotas of the preceding year are diminished, for each producer, in the same proportion as the percentage of the reduction of the average application.

If the producer's basic quota is superior to this reduced quota, the reduced quota becomes the revised quota.

If the producer's quota is inferior to his reduced quota, his basic quota becomes his revised quota.

Eventually, one proceeds in conformity with the provisions of paragraph 1 (*c*).

VII A producer may not have an accepted quota superior to one hundred (100) pounds of the highest accepted quota of the preceding year in the territory mentioned in the joint plan.

In the application of the provisions of the preceding paragraph, the supplement of the accepted quota which the producer concerned would have obtained is divided among the other dairy producers, in conformity with the provisions of section VI.

VIII The producer having suffered a drop in production caused by an epizooty, a suspension pursuant to an agreement in force or in absolute necessity, has the right to claim, proving his case, the accepted quota of the preceding year. A certificate from a veterinary surgeon having attended to the herd is sufficient, as well as a visual verification in case of a disaster. The application to this effect must be made to the Syndicate within the ten (10) days following the 31st of March of each year.

IX La liste des quotas acceptés est transmise par le Syndicat à la laiterie concernée dans le délai prévu pour ce faire dans la convention.

X Si tous les producteurs ont rempli leur quota accepté:

A) À chaque période de paie, la laiterie établit le quota mensuel en multipliant le quota accepté de chaque producteur par le nombre de jours qu'il y a dans le mois concerné. Elle utilise ce quota mensuel pour calculer, selon le pourcentage du lait qu'elle a utilisé dans chaque classe la remise à être faite au producteur;

B) Cependant, si un producteur ne remplit pas son quota accepté durant cette même période mensuelle, sa production est alors considérée par la laiterie comme étant son quota accepté pour cette période.

Le nombre de livres de lait qui aurait dû être expédié par un producteur qui n'a pas rempli son quota est partagé par la laiterie aux producteurs qui ont produit plus que leur quota accepté durant cette période mensuelle, selon le système établi par l'article VI.

XI Dans le cas où des corrections sont apportées par la Régie des marchés agricoles à la formule R.M.A.I., les quotas acceptés sont révisés en conséquence.

Négociabilité des quotas:

XII Le quota accepté d'un producteur est rattaché à la ferme de celui-ci et n'est négociable que comme partie intégrante de cette ferme.

S'il s'agit d'un nouveau producteur, il doit cependant avoir été préalablement accepté par le Syndicat, par la laiterie et par le bureau d'hygiène concerné, pour utiliser son quota accepté.

Tout producteur déjà lié par le plan qui achète ou loue une ferme à laquelle est attaché un quota accepté peut l'ajouter à celui qu'il détient déjà. Le tout est alors considéré comme une même ferme, à condition que le producteur tienne feu et lieu sur l'une d'elles. Cette addition ne peut excéder le quota accepté le plus élevé existant dans le territoire visé par le plan conjoint et ne peut se faire que s'il s'agit de producteurs de la même laiterie.

Seul un producteur déjà détenteur d'un quota accepté peut bénéficier des dispositions du paragraphe précédent.

Le quota accepté d'un producteur qui cesse de produire du lait ou dont la ferme est vendue pour d'autres fins que pour la production laitière est annulé.

Un père peut céder en tout ou en partie son quota accepté à son fils, pourvu que ce nouveau producteur s'établisse dans un circuit de transport déjà desservi par la laiterie et que la partie du quota cédée par le père à son fils et celle qui reste ne soient pas inférieures à 300 livres de lait par jour.

Un producteur qui cesse d'expédier du lait pendant plus de quinze (15) jours sans motif valable, perd son quota accepté.

Dispositions générales:

XIII L'ordonnance de la Régie des marchés agricoles du Québec relative aux quotas demeure applicable pour autant qu'elle n'est pas modifiée par le présent règlement.

XIV Toute décision prise par le Syndicat aux termes du présent règlement peut être révisée par la Régie des marchés agricoles, à la demande de toute personne intéressée.

IX The list of accepted quotas is transmitted by the Syndicate to the dairy concerned within the delay provided for in the agreement.

X If all the producers have filled their accepted quota:

A) At each pay period the dairy establishes the monthly quota by multiplying the accepted quota of each producer by the number of days existing in the month concerned. It uses this monthly quota to calculate, according to the percentage of milk it has used in each class, the remittance to be made to the producer;

B) However, if a producer does not fill his accepted quota during this same monthly period, his production is then considered by the dairy as being the accepted quota for this period.

The pounds of milk which should have been shipped by a producer who has not filled his quota is divided by the dairy among the producers who have produced more than their accepted quota during this monthly period, according to the system established by section VI.

XI When corrections are brought by the Agricultural Marketing Board to the R.M.A.I. Form, the accepted quotas are consequently revised.

Negotiability of quotas:

XII The accepted quota of a producer is tied to his farm and is negotiable only as an integral part of this farm.

If a new producer, he must however have already been accepted by the Syndicate, by the dairy and by the health office concerned, to use his accepted quota.

Any producer already tied by this plan who purchases or rents a farm to which is attached an accepted quota may add it to the one he already holds. The whole is then considered as a single farm, on condition that the producer holds hearth and home on one of them. This addition cannot exceed the highest accepted quota existing on the territory mentioned by the joint plan and cannot be made unless it consists of producers of the same dairy.

Only a producer already holder of an accepted quota may benefit from the provisions of the preceding paragraph.

The accepted quota of a producer who ceases to produce milk or whose farm is sold for purposes other than for milk production is annulled.

A father may cede in whole or in part his accepted quota to his son, provided that this new producer is established within a transportation circuit already used by the dairy and that the part of the quota ceded by the father to his son and that which remains is not inferior to 300 pounds of milk per day.

A producer who ceases to ship his milk during more than fifteen (15) days without a valid motive, loses his accepted quota.

General provisions:

XIII The ordinance of the Québec Agricultural Marketing Board in relation to quotas remains applicable as long as it is not modified by the present regulation.

XIV Any decision taken by the Syndicate on the terms of the present regulation may be revised by the Agricultural Marketing Board, upon request of any interested person.

XV Le Syndicat est autorisé à abroger, modifier ou amender le présent règlement en tout temps, sujet à l'approbation de la Régie des marchés agricoles du Québec. Lesdits amendements ne peuvent entrer en vigueur avant le premier mai de chaque année.

XVI Le Syndicat se réserve le droit de mener toute enquête utile pouvant servir à une exécution prévoyante et efficace du présent règlement et tout producteur a l'obligation de fournir les renseignements requis.

Dispositions transitoires:

XVII Les quotas établis pour l'année 1968, suivant le système actuellement en vigueur dans chaque laiterie, sont considérés comme les quotas acceptés précédents, pour les fins du présent règlement.

XVIII Le présent règlement entre en vigueur le 1er août 1969.

30278-o

XV The Syndicate is authorized to abrogate, modify or amend the present regulation at all times, subject to the approval of the Québec Agricultural Marketing Board. The said amendment cannot come into force before the first of May of each year.

XVI The Syndicate binds itself to lead all useful inquiries which may serve for an efficient and far-sighted execution of the present regulation and every producer must furnish the information required.

Transitory provisions:

XVII The quotas established for 1968, following the system presently in force in each dairy, are considered as preceding accepted quotas, for the purposes of the present regulation.

XVIII The present regulation will come into force on August 1, 1969.

30278

Ventes pour taxes

Ville de Senneterre

Avis public est par les présentes donné que les propriétés ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère à l'Hôtel de Ville situé au 551, 10e avenue dans la ville de Senneterre, MERCREDI, le VINGTIÈME jour d'AOÛT 1969, à QUINZE heures, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires avec intérêts plus les frais subséquemment encourus, à moins que ces taxes, intérêts et dépenses ne soient payés avant la vente;

Sales for Taxes

Town of Senneterre

Public notice is hereby given that the properties below designated shall be sold by public auction at the town hall situated at 551, 10th Avenue in the town of Senneterre, WEDNESDAY, the TWENTIETH day of AUGUST 1969, at FIFTEEN o'clock, in satisfaction for payment of municipal and school taxes with interest, plus subsequent costs incurred, unless such taxes, interest and expenses are paid before the sale.

Fiche Slip	Noms des propriétaires Owner's names	Cadastre	Lot	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes Scol. School taxes	Int.
26-44	Paradis, Marcel	78	16	$372.80	$83.20	$ 26.77
28-6	Benoît, Pierre	Rg. 8	29A	87.88	78.96	3.30
6-28	Fortin, Hervé (constructions seulement) (buildings only)	34	14-15-16	397.02	90.74	29.77

Donné à Senneterre, ce 15e jour de juillet 1969.

Copie conforme.

Le secrétaire-trésorier,
MARCEL MIRAULT.

30226-30-2-o

Given at Senneterre, this 15th day of July, 1969.

True copy.

MARCEL MIRAULT,
Secretary-Treasurer.

30226-30-2-o

Ville de Duparquet

Avis public est, par la présente, donné par la soussignée, Mme Marie-Louise Gibouleau, secrétaire-trésorière de la susdite municipalité. Le conseil de la ville de Duparquet, par une résolution du conseil en date du 2 juin 1969, a ordonné à la soussignée, conformément à l'article 549 et suivants de la Loi des cités et villes, de vendre les immeubles ci-dessous décrits avec toutes les bâtisses dessus construites, dépendances et circonstances pour satisfaire au paiement des taxes dues à la ville de Duparquet et à la commission scolaire de Duparquet, avec intérêts et frais et qu'en conséquence, lesdits immeubles seront vendus par encan public dans la salle du conseil, Hôtel de Ville de Duparquet P.Q., LUNDI le DIX-HUITIÈME jour d'AOÛT 1969, à DEUX heures de l'après-midi.

Town of Duparquet

Public notice is hereby given by the undersigned, Mrs. Marie-Louise Gibouleau, Secretary-Treasurer of the aforementioned municipality. The council of the town of Duparquet, by a resolution of the council dated June 2, 1969, order the undersigned, in conformity with section 549 and according to the Cities and Towns Act, to sell the immovables hereunder described with all buildings constructed thereon, circumstances and dependencies to satisfy the payment of taxes due to the town of Duparquet and to the school commission of Duparquet, with interests and costs and that consequently, the said immovables will be sold by public auction in the hall of the council, at the Duparquet Town Hall, P.Q., on MONDAY, the EIGHTEENTH day of AUGUST, 1969, at TWO o'clock in the afternoon.

Noms Names	No du cadastre No. of cadastre	Taxes mun. Munic. taxes	Taxes scol. School taxes	Int. Interest	Total
Hébert, Jean-Marie	2-16	$ 38.25	$ 100.74	$ 7.66	$ 146.65
Gionet, Mme William	2-68	103.20	200.46	25.97	329.63
Migneault, Léo	2-70	15.00	21.51	3.59	40.10
Bernier, Ovila	2-76	77.93	231.33	24.91	334.17
Daigle, Emilius	2-79	13.50	23.92	3.10	40.52
Tremblay & Frères	6-3-p	148.73	361.82	31.60	542.15
Yurkovich, John	6-38	158.10	432.14	35.42	625.66
Pomerleau, Gérard	6-151	104.61	147.30	25.61	277.52
Roy, Ozanam	6-443	28.40	15.80	5.79	49.99
Boulanger, Gaston	6-467	26.70	.....	4.07	30.77

La vente des immeubles décrits dans le présent avis est faite, s'il y a lieu, sujette aux conditions des baux emphytéotiques pouvant affecter lesdits immeubles.

Le prix d'adjudication de chacun des immeubles sera payable immédiatement.

Donné à Duparquet, P.Q., ce 11e jour de juillet 1969.

Le secrétaire-trésorier,
MARIE-LOUISE GIBOULEAU.

30267-30-2-o

The sale of the immovables described in the present notice is made, if necessary, subject to the conditions of long leases which may affect the said immovables.

The adjudication price of each of the immovables will be paid immediately.

Given at Duparquet, P.Q., this 11th day of July, 1969.

MARIE-LOUISE GIBOULEAU,
Secretary-Treasurer.

30267-30-2

Ventes par Shérifs

AVIS PLUBIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

GASPÉ

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Gaspé

Cour Provinciale, No S-317. { LA BANQUE TORONTO DOMINION, corps politique et incorporé ayant une place d'affaires en la ville de Gaspé, comté et district de Gaspé, province de Québec, demanderesse, *vs* DONALD DESPRÉS et DONAT DESPRÉS, journaliers de Rivière-au-Renard, comté et district de Gaspé, province de Québec, défendeurs.

Propriété de Donald Després:

« Un certain lopin de terre de figure irrégulière sis et situé en la paroisse de Rivière-au-Renard, comté de Gaspé, province de Québec, mieux connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Fox comme lot numéro 268-8 du Rang Nord de la Rivière dans ledit canton de Fox, borné au Nord-Ouest par le lot 268-7 au sud-est par le Golfe St-Laurent au nord-est par le lot 270 et au sud-ouest par le lot 268-7. »

Propriétés de Donat Després:

« Un certain lopin de terre de figure irrégulière sis et situé en la paroisse de Rivière-au-Renard, comté de Gaspé, mieux connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Fox comme lot ou partie du lot numéro 265 du Rang Nord de la Rivière dans ledit canton de Fox, borné au nord-ouest par le lot 264-1, au sud-est par les lots 266-1 et 266-2, au nord-est par le lot 264-1 et au sud-ouest par lel ot 261-1. »

« Un certain lopin de terre de figure irrégulière sis et situé en la paroisse de Rivière-au-Renard, comté de Gaspé, mieux connu et désigné

Sheriffs' Sales

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

GASPÉ

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Québec
District of Gaspé

Provincial Court, No. S-317. { THE TORONTO-DOMINION BANK, a body politic and incorporated having a place of business in the town of Gaspé, county and district of Gaspé, Province of Québec, plaintiff, *vs* DONALD DESPRÉS and DONAT DESPRÉS, labourers of Rivière-au-Renard, county and district of Gaspé, province of Québec, defendants.

Property of Donald Després:

"A certain piece of land of irregular figure lying and situate in the parish of Rivière-au-Renard, county of Gaspé, province of Québec, more exactly known and designated on official plan and book of reference for the township of Fox as being lot number 268-8 of the north Range of the River in the said township of Fox, bounded on the northwest by lot 268-7, on the southeast by St. Lawrence River, on the northeast by lot 270 and on the southwest by lot 268-7."

Properties of Donat Després:

"A certain piece of land of irregular figure lying and situate in the parish of Rivière-au-Renard, county of Gaspé, more exactly known and designated on official plan and book of reference for the township of Fox as being lot or part of lot number 265 of the north Range of the River in the said township of Fox, bounded on the northwest by lot 264-1, on the southeast by lots 266-1 and 266-2, on the northeast by lot 264-1 and on the southwest by lot 261-1."

"A certain piece of land of irregular figure lying and situate in the parish of Rivière-au-Renard, county of Gaspé, more exactly known and design-

aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Fox comme lot ou partie du lot numéro 266-1 du rang Nord de la Rivière dans ledit canton de Fox, borné au nord-ouest par le lot 265, au sud-est et au nord-est par le lot 264-1, à l'est par le Boulevard Perron et au sud-ouest par le lot 266-2 ».

« Un certain lopin de terre de figure irrégulière sis et situé en la paroisse de Rivière-au-Renard, comté de Gaspé, mieux connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Fox comme lot ou partie du lot numéro 266-2 du Rang Nord de la Rivière dans ledit canton de Fox, borné au nord-ouest par le lot 265, au nord-est par le lot 266-1, au sud et à l'est par le Boulevard Perron et à l'ouest par le lot 261-6. »

Pour être vendu au bureau de la division d'enregistrement de Gaspé, à Percé, LUNDI, le VINGT-CINQUIÈME jour d'AOÛT 1969, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif adjoint,
WILLIAM KEIGHAN.

Bureau du Shérif,
Percé, ce 11 juillet 1969. 30269-o

ated on official plan and book of reference for the township of Fox as being lot or part of lot number 266-1 of the north Range of the River in the said township of Fox, bounded on the northwest by lot 265, on the southeast and northeast by lot 264-1, on the east by Perron Boulevard and on the southwest by lot 266-2."

"A certain piece of land of irregular figure lying and situate in the parish of Rivière-au-Renard, county of Gaspé, more exactly known and designated on official plan and book of reference for the township of Fox as being lot or part of lot number 266-2 of the North Range of the River in the said township of Fox, bounded on the northwest by lot 265, on the northeast by lot 266-1, on the south and the east by Perron Boulevard and on the west by lot 261-6."

To be sold at the Office of the Registration Division of Gaspé, at Percé, MONDAY, the TWENTY-FIFTH day of AUGUST, 1969, at TWO o'clock in the afternoon.

WILLIAM KEIGHAN,
Associate Sheriff.

Sheriff's Office,
Percé, July 11, 1969.

HAUTERIVE

De Terris
Canada — Province de Québec
District de Hauterive

Cour Provinciale, No. 2674. { CORPORATION MUNICIPALE DE SAULT AU MOUTON, corps politique légalement constitué en vertu de la Loi et du Code Municipal, ayant sa place d'affaires à Sault au Mouton, district de Hauterive, demanderesse, *vs* MARCEL DUFOUR, gentilhomme, domicilié à Sault au Mouton, district de Hauterive, défendeur.

« Un terrain de 40 x 40 pieds, situé sur le lot no: 47, rang 4, du Canton Iberville; soit une partie du lot 47 rang 4, borné comme-ci: Au sud par la rue Côté, à l'ouest par Adrien Bourgoing, à l'est par Médéril Bouchard et au nord par Édouard Lavoie, (Terrain vacant), avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu au bureau du régistrateur de la division d'enregistrement, du comté de Saguenay, au Palais de Justice de Baie Comeau, MERCREDI, le VINGT-SEPTIÈME jour d'AOÛT 1969, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif adjoint,
MARCEL RODRIGUE.

Bureau du Shérif,
Baie Comeau. 30270-o

HAUTERIVE

De Terris
Canada — Province of Québec
District of Hauterive

Provincial Court, No. 2674. { CORPORATION MUNICIPALE DE SAULT AU MOUTON, a body politic legally constituted under the Law and of the Municipal Code, having its place of business at Sault au Mouton, district of Hauterive, plaintiff, *vs* MARCEL DUFOUR, gentleman, domiciled at Sault au Mouton, district of Hauterive, defendant.

"A lot of land of 40 x 40 feet, situated on lot No. 47, Range 4, of the township of Iberville; namely a part of lot 47, Range 4, bounded as follows: On the south by Côté Street, on the west by Adrien Bourgoing, on the east by Méderil Bouchard and on the north by Édouard Lavoie, (vacant lot), with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold at the Office of the Registrar, Registration Division for the county of Saguenay, at the Court House of Baie Comeau, WEDNESDAY, the TWENTY-SEVENTH day of AUGUST 1969, at TEN o'clock in the forenoon.

MARCEL RODRIGUE,
Associate Sheriff.

Sheriff's Office,
Baie Comeau. 30270

MONTRÉAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, No 709 478. { BANQUE CANADIENNE NATIONALE, corporation légalement constituée, ayant son siège social dans les cité et district de Montréal, demanderesse, *vs* DAME MARTHE LUSSIER TÉTRAULT, veuve non remariée de Gabriel Tétrault, domiciliée au 154, boulevard Richelieu, Beloeil, district de Montréal, défenderesse.

« Un emplacement situé en la ville de Beloeil, ayant front sur le côté nord-ouest du Boulevard Sir Wilfrid Laurier, désigné au cadastre officiel de la paroisse de St-Mathieu de Beloeil, comme étant composé:

MONTREAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court — District of Montreal

Montreal, No. 709 478. { NATIONAL CANADIAN BANK, corporation legally incorporated having its head office in the city and district of Montreal, plaintiff, *vs* DAME MARTHE LUSSIER TÉTRAULT, unremarried widow of Gabriel Tétrault, domiciled at 154 Richelieu Boulevard, Beloeil, district of Montreal, defendant.

"An emplacement situated in the town of Beloeil, fronting on the north-west side of Sir Wilfrid Laurier Boulevard, designated on the official cadastre for the parish of Saint-Mathieu de Beloeil, as being constituted by:

a) des lots numéros cent vingt et un, cent vingt-deux et cent vingt-trois de la subdivision du lot originaire numéro vingt-huit (28-121,122 et 123), mesurant, chacun desdits lots, cinquante pieds (50′) de largeur dans ses lignes nord-est et sud-ouest, sur une profondeur de cent pieds (100′) dans ses lignes nord-ouest et sud-est, mesure anglaise;

b) de la partie nord-ouest du lot numéro cent dix-neuf de la subdivision du lot originaire numéro vingt-huit (28 partie n.-o. de 119), mesurant cinquante pieds (50′) de largeur, sur une profondeur de quatre-vingt-deux pieds (82′) dans la ligne nord-est, et de soixante et onze pieds et deux dixièmes de pied (71.2′) dans la ligne sud-ouest; mesure anglaise; bornée comme suit: en front au sud-est, par le résidu sud-est dudit lot numéro 28-119, qui est maintenant une partie dudit boulevard Sir Wilfrid Laurier; en profondeur, au nord-ouest, par une partie du lot numéro 28-121; d'un côté, au nord-est, par la rue de Rouville; et de l'autre côté, au sud-ouest, par la partie ci-après désignée du lot numéro 28-120;

c) de la partie nord-ouest du lot numéro cent vingt de la subdivision du lot originaire numéro vingt-huit (28 partie n.-o. de 120), mesurant cinquante pieds (50′) de largeur, sur une profondeur de soixante et onze pieds et deux dixièmes de pied (71.2′) dans la ligne nord-est, et de cinquante-huit pieds et huit dixièmes de pied (58.8′) dans la ligne sud-ouest; mesure anglaise; bornée comme suit: en front, au sud-est, par le résidu sud-est dudit lot numéro 28-120, qui est maintenant une partie dudit boulevard Sir Wilfrid Laurier; en profondeur, au nord-ouest, par une partie du lot numéro 28-121; au nord-est, par la partie ci-avant désignée du lot numéro 28-119; et de l'autre côté, au sud-ouest, par une partie du lot numéro 28-128. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Verchères, 108, rue Principale, à Verchères, le CINQUIÈME jour de SEPTEMBRE 1969, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN.

Bureau du Shérif,
Cour Supérieure,
Montréal, ce 21 juillet 1969. 30271-o

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: No 744 709. CORONATION CREDIT CORPORATION LTD., demanderesse, *vs* ENRICO SADORI *et al.*, défendeurs.

« Un emplacement faisant front sur le boulevard Crémazie est, Montréal, connu et désigné comme étant le lot numéro cinq cent soixante-dix-sept de la subdivision du lot officiel numéro quatre cent soixante-quinze (475-577) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sault-au-Récollet. Avec toutes les bâtisses y érigées portant le numéro civique 2470 dudit boulevard Crémazie est, Montréal, circonstances et dépendances. Tel que le tout subsiste actuellement avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, attachées audit emplacement.

b) Un emplacement faisant front sur la rue d'Iberville, Montréal, mais étant sur le boulevard Crémazie, Montréal, connu et désigné comme étant le lot numéro cinq cent soixante-seize du lot originaire numéro quatre cent soixante-quinze (475-576) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sault-au-Récollet.

(*a*) lot numbers one hundred and twenty-one, one hundred and twenty-two and one hundred and twenty-three of the subdivision of the original lot number twenty-eight (28-121, 122 and 123), measuring, each of the said lots, fifty feet (50′) wide on its north-east and south-west lines, with a depth of one hundred feet (100′) on its north-west and south-east lines, English measure;

(*b*) the north-west part of lot number one hundred and nineteen of the subdivision of the original lot number twenty-eight (28 part n.-w. of 119) having fifty feet (50′) wide with a depth of eighty-two feet (82′) on its north-east line, and seventy-one feet and two tenths of a foot (71.2′) on its south-west line; English measure; bounded as follows: in front, on the south-east, by the south-east residue of the said lot number 28-119, which is now a part of the said Sir Wilfrid Laurier Boulevard; in depth, on the north-west, by a part of lot number 28-121; on one side, on the north-east, by Rouville Street; and on the other side, on the south-west by the part hereafter designated as lot number 28-120;

(*c*) the north-west part of lot number one hundred and twenty of the subdivision of original lot number twenty-eight (28 part n.-w. of 120), being fifty feet (50′) wide, with a depth of seventy-one feet and two tenths of a foot (71.2′) on its north-east line, and fifty-eight feet and eight tenths of a foot (58.8′) on its south-west line; English measure; bounded as follows: front, on the south-east, by the south-east residue of the said lot number 28-120, which is now part of the said Sir Wilfrid Laurier Boulevard; in depth, on the north-west, by a part of lot number 28-121; on the north-east, by the part already designated of lot number 28-119; and on the other side, on the south-west, by a part of lot number 28-128."

To be sold at the registry office for the county of Verchères, 108 Main Street, at Verchères, on the FIFTH day of SEPTEMBER, 1969, at TWO o'clock in the afternoon.

PAUL ST-MARTIN,
Associate Sheriff.

Sheriff's Office,
Superior Court,
Montreal, July 21, 1969. 30271

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: No. 744 709. CORONATION CREDIT CORPORATION LTD., plaintiff, *vs* ENRICO SADORI *et al.*, defendants.

"An emplacement fronting on Boulevard Cremazie East, Montreal, known and designated as being lot number five hundred and seventy-seven of the subdivision of the official lot number four hundred and seventy-five (475-577) upon the official plan and in the book of reference of the parish of Sault-au-Récollet. With all the buildings thereon erected bearing civic number 2470 of the said Cremazie Boulevard East, Montreal, circumstances and dependencies. As the whole now subsists with all the servitudes active and passive, apparent or inapparent, attached to the said emplacement.

(*b*) An emplacement fronting on Iberville Street, Montreal, but being on Cremazie Boulevard, Montreal, known and designated as being lot number five hundred and seventy-six of the original lot number four hundred and seventy-five (475-576) upon the official plan and book of reference of the parish of Sault-au-Récollet.

Avec les bâtisses y érigées avec une maison ayant trois étages, ayant trente-quatre logements et portant le numéro civique 7990 de ladite rue d'Iberville, Montréal, circonstances et dépendances.

Tel que le tout subsiste actuellement, avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit emplacement. »

Pour être vendu au bureau du Protonotaire, au vieux Palais de justice, en la ville de Montréal, le DOUZIÈME jour de SEPTEMBRE 1969, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN.

Bureau du Shérif,
Montréal, ce 21 juillet 1969. 30272-o

With the buildings thereon erected with a house having three stories, having thirty-four flats and bearing civic number 7990 of the said Iberville Street, Montreal, circumstances and dependencies.

As the whole now subsists, with all the servitudes active and passive, apparent or unapparent attached to the said emplacement."

To be sold at the office of the Prothonotary, at the old Court House in the city of Montreal, on the TWELFTH day of SEPTEMBER, 1969, at TWO o'clock in the afternoon.

PAUL ST-MARTIN,
Associate Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, July 21, 1969. 30272

Fieri Facias de Terris
District de Montréal

Cour Provinciale, No. 192 732. CHRISTINE DUMAS, avocate et pratiquant sa profession au 210 est, rue Ste-Catherine, en les cité et district de Montréal, demanderesse, *vs* DAME MARIA MOTYKA, née WOLNA, domiciliée au 3769, Avenue Coloniale, en les cité et district de Montréal, défenderesse.

Un emplacement ayant front sur la rue d'Ailleboust en la cité de Montréal, connu et désigné sous le No. 111 de la subdivision officielle du lot original No. 2629 au plan et livre de renvoi officiel de la paroisse de St-Laurent mesurant 25 pieds de largeur sur 88 pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, avec toutes constructions dessus érigées et notamment une maison portant le numéro civique 627 et 629 de ladite rue d'Ailleboust, tel que le tout se trouve présentement avec tous les droits inhérents sans exception ni réserve.

Pour être vendu au bureau du Protonotaire, au vieux Palais de Justice, en la ville de Montréal, chambre #129, le ONZIÈME jour de SEPTEMBRE 1969, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN.

Bureau du Shérif,
Montréal, ce 21 juillet 1969. 30273-o

Fieri Facias De Terris
District of Montreal

Provincial Court, No. 192 732. CHRISTINE DUMAS, advocate and practising her profession at 210 Sainte-Catherine Street East, in the City and District of Montreal, plaintiff, *vs* DAME MARIA MOTYKA, née WOLNA, domiciled at 3769 Coloniale Avenue, in the city and district of Montreal, defendant.

An emplacement fronting on d'Ailleboust Street in the City of Montreal, known and designated under number 111 of the official subdivision of original lot number 2629 on the official plan and book of reference for the parish of Saint-Laurent, measuring 25 feet wide by 88 feet deep, English measure and more or less with all buildings thereon erected and particularly a house bearing civic number 627 and 629 of the said d'Ailleboust Street, as the whole now exists with all rights inherent thereto, without exception nor reserve.

To be sold at the office of the Prothonotary, at the old Court House, in the City of Montreal, room #129, on the ELEVENTH day of SEPTEMBER, 1969, at TWO o'clock in the afternoon.

PAUL ST-MARTIN,
Associate Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, July 21, 1969. 30273

Fieri Facias de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, No 724 607. GAÉTAN E. LAGARDE, avocat, faisant affaires au numéro civique 4169, rue St-Hubert, en les cité et district de Montréal, demandeur, *vs* JEAN PAUL LEMAY, résidant au numéro 7955 rue Lacordaire, à St-Léonard, district de Montréal, et C.L. INC., corps politique légalement constitué ayant son siège social au numéro civique 7955, de ladite rue Lacordaire, cité de St-Léonard, dit district.

« Un emplacement ayant front sur le Boulevard Lacordaire en la ville de St-Léonard, et composé de: *a*) la partie nord-ouest du lot de terre connu et désigné sous le numéro onze de la subdivision du lot originaire numéro quatre cent vingt-sept (Ptie N.O. 427-11) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-du-Récollet, mesurant treize pieds et soixante-quatorze centièmes de pieds de largeur sur une profondeur de quatre-vingt-dix-neuf pieds et soixante-six centièmes de pied dans sa ligne sud-est et de quatre-vingt-dix-neuf pieds et soixante-quinze centièmes de pied dans sa ligne nord-ouest, mesure anglaise et plus ou moins, et bornée comme suit: en front vers le sud-ouest par le boulevard Lacordaire, en arrière vers le nord-est par une ruelle (No 427-5), d'un côté vers le sud-est par le résidu

Fieri Facias de Terris
Superior Court — District of Montreal

Montreal, No. 724 607. GAÉTAN E. LAGARDE, advocate, carrying on business at number 4169 St-Hubert Street, in the city and district of Montreal, plaintiff, *vs* JEAN PAUL LEMAY, residing at number 7955 Lacordaire Street, at St-Léonard, district of Montreal, and C.L. INC., body politic legally incorporated having its head office at number 7955 of the said Lacordaire Street, City of St-Léonard, said district, defendants.

"An emplacement fronting on Lacordaire Boulevard in the town of St-Léonard, and composed of: *a*) the northwest part of the lot of land known and designated under number eleven of the subdivision of original lot number four hundred and twenty-seven (Pt N.W. 427-11) on the official plan and book of reference of the parish of Sault-du-Récollet, measuring thirteen feet and seventy-four hundredths of a foot in width by a depth of ninety-nine feet and sixty-six hundredths of a foot on its southeast line and ninety-nine feet and seventy-five hundredths of a foot on its northwest line, English measure and more or less, and bounded as follows: in front on the southwest by Lacordaire Boulevard, in the back on the northeast by a lane (No. 427-5), on one side on the southeast by the

du lot No 427-11, et de l'autre côté vers le nord-ouest par la partie ci-après décrite du lot No 427-10. »

Pour être vendu au bureau du protonotaire, au vieux palais de justice en la ville de Montréal, chambre #129, le QUATRIÈME jour de SEPTEMBRE 1969, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN.

Bureau du Shérif,
Cour Supérieure,
Montréal, ce 21 juillet 1969. 30274-o

Fieri Facias de Terris
District de Montréal

Cour Supérieure, No 766 668. { MONTREAL POLISH CREDIT UNION, demanderesse, *vs* STANISLAS MOTYKA, résidant au 3766, rue Coloniale, Montréal, défendeur.

« Ce certain emplacement situé dans la ville de Montréal, constitué par les deux pieds de largeur, sud-est, de la subdivision de lot numéro quinze et des vingt et un pieds de large, nord-ouest, de la subdivision de lot numéro quatorze sur la subdivision officielle du lot numéro neuf cent soixante-onze (971-p. 15 et 971-p. 14), le tout aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis, comprenant vingt-trois pieds de large sur soixante-quinze pieds de profondeur, le tout en mesures anglaises et plus ou moins; borné en front, au nord-ouest, par l'avenue Coloniale; à l'arrière, par une ruelle commune; au nord-ouest par le résidu dudit lot numéro 971-15 et au sud-est par le résidu dudit lot numéro 971-14, le tout aux plan et livre de renvoi officiels.

Avec toutes les bâtisses y érigées, particulièrement une construction de deux étages, portant les numéros civiques 3766 et 3770A, avenue Coloniale, dans la ville de Montréal, et dont les deux murs latéraux sont mitoyens.

Avec le droit d'utiliser la ruelle à l'arrière, collectivement avec d'autres y ayant des droits ainsi qu'à la ruelle menant à ladite avenue Coloniale.

Tel que le tout existe présentement avec tous les droits, membres et appartenances qui s'y rattachent, sans exception ou réserve d'aucune sorte. »

Pour être vendu au bureau du protonotaire, au vieux Palais de Justice, à Montréal, chambre #129, le CINQUIÈME jour de SEPTEMBRE 1969, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN.

Bureau du Shérif,
Montréal, le 21 juillet 1969. 30275

remainder of lot No. 427-11, and on the other side on the northwest by the part hereafter described of lot No. 427-10."

To be sold at the office of the Prothonotary, at the Old Court House in the city of Montreal, Room #129, on the FOURTH day of SEPTEMBER, 1969, at TWO o'clock in the afternoon.

PAUL ST-MARTIN,
Associate Sheriff.

Sheriff's Office,
Superior Court,
Montreal, July 21, 1969. 30274

Fieri Facias de Terris
District of Montreal

Superior Court, No. 766 668. { MONTREAL POLISH CREDIT UNION, plaintiff, *vs* STANISLAS MOTYKA, residing at 3766 Coloniale St, Montreal.

"That certain emplacement situated in the city of Montreal, being composed of the south easterly two feet in width of subdivision lot number fifteen and the northwest twenty one feet in width of subdivision lot number fourteen on the official subdivision of lot number nine hundred and seventy one (971-Pt. 15 and 971-Pt. 14), all upon the official plan and book of reference of the St-Louis Ward, containing twenty three feet in width by seventy five feet in depth, the whole English measure and more or less; bounded in front, to the northwest, by Colonial Avenue; in rear, by a lane in common; to the northwest by the remainder of said lot number 971-15 and to the southeast by the remainder of said lot number 971-14, all upon the official plan and book of reference.

With all the buildings thereon erected, especially a two storey high building, bearing civic numbers 3766 and 3770A Colonial Avenue, in the city of Montreal, whereof both lateral walls are mitoyen.

With the right to use the lane in rear in common, with others having rights therein and also in and through the lane leading to said Colonial Avenue.

As the whole now subsists with all its rights, members and appurtenances, without exception or reserve of any kind."

To be sold at the Protonotary's office, at the old Court House, in Montreal, room #129, the FIFTH day of SEPTEMBER 1969, at TWO o'clock in the afternoon.

PAUL ST-MARTIN,
Associate Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, July 21, 1969. 30275-o

QUÉBEC

Fieri Facias de Terris
Cour Supérieure

Québec, à savoir: No 709. { LA VILLE DE QUÉBEC, corporation légalement constituée ayant le siège social de ses affaires en les ville et district de Québec, contre le CURATEUR PUBLIC de la province de Québec.

Le lot numéro 147-31-1 du cadastre officiel du quartier Notre-Dame de Québec (banlieue) de figures irrégulières, borné au nord-est par le lot 147-32; au sud-est par le lot 147-42; au sud-ouest par le lot 147-30; au nord-ouest par le lot 147-31, mesurant 42.5′ sur la ligne qui le divise du lot

QUÉBEC

Fieri Facias de Terris
Superior Court

Québec, to wit: No. 709. { THE CITY OF QUÉBEC, corporation legally incorporated having its head office for business in THE city and district of Québec, *vs* the PUBLIC CURATOR of the Province of Québec.

Lot number 147-31-1 on the official cadastre of the Notre-Dame-de-Québec Ward (outskirt) of an irregular figure, bounded on the northeast by lot 147-32; on the southeast by lot 147-42; on the southwest by lot 147-30; on the northwest by lot 147-31, measuring 42.5′ on the line which

147-32, 35′ sur la ligne qui le divise du lot 147-42, 17.8′, 11′ et 6.2′ sur ses lignes nord-ouest qui le divisent du lot 147.31, formant une superficie de 1,609.3′ mesure anglaise, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances et les servitudes actives et passives qui peuvent affecter ledit lot.

Ladite vente à être faite à charge d'une rente foncière annuelle constituée de $39.99 échéant le 1er mai de chaque année et rachetable au capital de $999.75, et à charge aussi des arrérages de rente qui peuvent être dus.

Pour être vendus à la salle d'Assemblée, chambre A-24, au Palais de Justice, à Québec, le VINGT-HUITIÈME jour d'AOÛT 1969, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif adjoint,
RAYMOND HAINS.

Bureau du Shérif,
Québec, le 22 juillet 1969. 30276-o

Fieri Facias de Terris

Québec, à savoir: Cour Supérieure, No 130-774. } TREMBLAY ALUMINUM LTÉE, corporation légalement constituée ayant une place d'affaires en la cité de Québec, *vs* LAVAL TARDIF, domicilié à Route Rurale No 2, Neuville, comté Portneuf.

« 1° Tout le lot numéro 10 du cadastre officiel de la paroisse de Pointe-aux Trembles, (Neuville) comté de Portneuf, district de Québec, comprenant une superficie de deux arpents et une perche de largeur sur quarante arpents et cinq perches de profondeur, comprenant une maison de 37 par 30 pieds, de l'étage et demi, une annexe (résidence d'été), de 29 pieds par 22 pieds, une grande étable de 56 pieds par 30 pieds, une remise de 10 par 24 pieds, circonstances et dépendances, sauf à distraire de ce lot numéro 10:

a) L'emprise du chemin de fer Transcontinental, dont acte a été enregistré sous le numéro 47,406;

b) Une partie ayant servi à l'élargissement de la route Nationale No 2 qui appartient à la province de Québec et enregistrée sous le numéro 93-312;

c) Une partie vendue à Dame Hermine Tardif, mesurant 90 pieds par 150 pieds, enregistrée sous le numéro 183-668;

d) Une partie vendue à Cemille Carmichael, enregistrée sous le numéro 176-017.

2° Tout le lot numéro 403, du cadastre officiel pour la paroisse de Pointe-aux-Trembles, (Neuville), comté de Portneuf, district de Québec, avec circonstances et dépendances. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Portneuf, à Cap-Santé, comté de Portneuf, le VINGT-NEUVIÈME jour d'AOÛT 1969 à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif adjoint,
RAYMOND HAINS.

Bureau du Shérif,
Québec, le 22 juillet 1969. 30277-o

separates it from lot 147-32, 35′ on the line which separates it from lot 147-42, 17.8′, 11′ and 6.2′ on its northwest lines which separate it from lot 147.31, having an area of 1,609.3′, English measure, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, and the servitudes active and passive which might affect the said lot.

The said sale to be made, with an obligation to pay an annual ground rent, constituted by $39.99 maturing on May 1st of each year and redeemable from the capital of $999.75, and with the obligation also to pay the rent arreas that might be due.

To be sold at the Meeting Hall, Room A-24, at the Québec Court House, on the TWENTY-EIGHTH day of AUGUST, 1969, at TEN o'clock in the forenoon.

RAYMOND HAINS,
Associate Sheriff.

Sheriff's Office,
Québec, July 22, 1969. 30276

Fieri Facias de Terris

Québec, to wit: Superior Court, No. 130-774. } TREMBLAY ALUMINUM LTÉE, a corporation legally incorporated having a business place in the city of Québec, *vs* LAVAL TARDIF, domiciled at Rural Route No. 2, Neuville, county of Portneuf.

"1. The whole of lot number 10 of the official cadastre of the parish of Pointe-aux-Trembles, (Neuville) county of Portneuf, district of Québec, including an area of two arpents and one perch in width by forty arpents and five perches in depth, including a house of 37 by 30 feet, of 1½ stories, an annex (summer residence), of 29 feet by 22 feet, a large barn of 56 feet by 30 feet, a shed of 10 by 24 feet, circumstances and dependencies, save to withdraw from this lot number 10:

(*a*) The Transcontinental railroad right of way, the deed of which was registered under number 47,406;

(*b*) A part having served for the enlargement of National Route No. 2 which belongs to the Province of Québec and is registered under number 93-312;

(*c*) A part sold to Mrs. Hermine Tardif, measuring 90 feet by 150 feet, registered under number 183-668;

(*d*) A part sold to Cemille Carmichael, registered under number 176-017.

2. The whole of lot number 403 of the official cadastre for the parish of Pointe-aux-Trembles, (Neuville), county of Portneuf, district of Québec, with circumstances and dependencies."

To be sold at the Portneuf registry office, at Cap-Santé, county of Portneuf, on the TWENTY-NINTH day of AUGUST, 1969, at TEN o'clock in the morning.

RAYMOND HAINS,
Associate Sheriff.

Sheriff's Office,
Québec, July 22, 1969. 30277

INDEX No 30

ARRÊTÉS en Conseil ***ORDERS in Council***

2027 — Serrurerie et menuiserie métallique Montréal 4064
2027 — Non-Structural Metalwork, Montreal 4064
2039 — Réduction du montant de la rente et du coût des travaux requis payables par la Compagnie Sisque Limitée 4063
2039 — Reduction of the amount of the rental and the cost of the required work payable by the "Compagnie Sisque Limitée" 4063

AVIS divers — ***MISCELLANEOUS Notices***

New-Richmond, canton-township (*Requête-Petition*) 4065
St-André, (Sans désignation) (*Requête-Petition*) 4064
St-André, Village (*Requête-Petition*) 4064

CHANGEMENT DE NOM — Loi du — ***CHANGE OF NAME — Act***

Abramovitch, Arthur Lawrence (*Dem.Appl.*) 4067
Ewaschuk, Tom (*Dem-Appl.*) 4067
Field, Linda, Carold (*Dem. – Appl.*) 4067
Gour, Willis Wayne (*Dem.-Appl.*) 4066
Lavoie, Pierre Raymond (*Dem.-Appl.*) 4067
McLoof, Joseph (*Dem.-Appl.*) 4067
Sabadiglia, Giuseppe (*Dem. – Appl.*) 4067
Yanocko, Lorne, Micheal, Claymore (*Dem. – Appl.*) 4067

CAISSES d'épargne et de crédit — ***SAVINGS and credit unions***

Caisse d'Économie Canipco, Canipco Credit Union (*Nom.– Name ch.*) 4080
Caisse d'Économie des Employés Dow-O'Keefe (*Nom ch.*) 4080
Caisse d'Économie Hydro-Québec Montmorency (La) (*Ch. de groupe*) 4081
Caisse d'Économie Richelain, Richelain Credit Union (*Nom – Name ch.*) 4080
Caisse d'Établissement Saguenay – Lac St-Jean (La) (*Nom – Name ch.*) 4081
Caisse Populaire de Rivière-du-Loup (La) (*Ext. terr.*) 4080
Caisse Populaire des Enseignants de la Mauricie (*Formation*) 4081
Caisse Populaire des Vieilles Forges (La) (*Formation*) 4081
Dow-O'Keefe Employees Credit Union (*Name ch.*) 4080

COMPAGNIES — ***COMPANIES***

Avis relatifs à la loi des Autorisée à faire des affaires — ***Notices relatives to the Act of Licensed to do Business***

Royalton Limited 4068

Chartes — Demandes d'Abandon de — ***Charters — Application for Surrender of***

Acme Leather Inc 4062
Aqueduc de Sainte-Anne des Plaines incorporé (L') 4060
Association des Vendeurs en Pharmacie du Québec 4062
Bengrantel, Inc 4060
Cedar Holiday Homes Ltd 4061
Cherry (James D.) & Sons Limited 4060
Classy Belt Inc 4060
Daimor Realty Co. Ltd 4060
Dalkol Holdings Inc 4059
Désilet (Paul) inc 4060
Dominion Advertising Inc 4061
Édifice Ferland inc 4062
Édifice Médico-Chirurgical de Magog inc 4060
Harney Shipping Inc 4062
Jardinière inc. (La) 4061
Kodiak Kamps Limited 4062
Lakeshore Court Inc 4061
Placements Georges-Arthur Fortier inc. 4061
Provincial Properties Incorporated 4063
Publicité Dominion inc 4061
Québec Drug Salesmen's Association 4061
Thomson (L.-C.) (1962) Inc 4061

Divers — ***Miscellaneous***

Association des Géologues du Québec (*Dir.*) 4059
Association of Geologists of Québec (*Dir.*) 4059
Briquerie St-Laurent limitée (La) (*Dir.*) 4057
Corporation Moneta (La) (*Dir.*) 4059
Déménagement & Entreposage Kenwoods ltée (*Dir.*) 4057
Déménagement & Entreposage Kenwoods ltée (*Dir.*) 4057
Dismat inc. (*Dir.*) 4058
Durex Construction Ltd. (*Dir.*) 4057
Eaton (The T.) Co. Limited of Montreal (*Dir.*) 4057
Faberland Corp. (*Dir.*) 4057
Federation of Catholic Charities Inc. (*Règl.– By-laws*) (*Dir.*) 4059
Fisher (H.) & Sons Ltd. (*Dir.*) 4057
Glencannon Corporation (*Dir.*) 4057
Kenwood's Moving & Storage Ltd. (*Dir.*) 4057
Kenwood's Moving & Storage Ltd. (*Dir.*) 4057
Leodo Investments Ltd. (*Dir.*) 4056
Lowby's Limited (*Dir.*) 4058
Metofer Ltd. (*Dir.*) 4058
Metofer ltée (*Dir.*) 4058
Moneta Corporation (*Dir.*) 4059
National Containers Limited (*Dir.*) 4058
Rediffusion Incorporated (*Dir.*) 4058
S. M. A. (Société de Mathématiques Appliquées) inc. (*Dir.*) 4058
St. Lawrence Brick Co. Limited (*Dir.*) .. 4057
Standard Structural Steel Ltd. (*Dir.*) .. 4058
Standard Structural Steel Ltd. (*Dir.*) .. 4058
Télébec ltée (*Dir.*) 4059
Valentine Foods Limited (*Dir.*) 4059
Wilson Company (The) (*Dir.*) 4058

Lettres patentes — ***Letters Patent***

A.C.R. inc 4010
A.J.S. Metal Inc 4010
Association de protection et conservation de la faune du district No 8 inc. 4011
Accessoires de bureau Québec inc 4011
Association des loisirs du Lac Rond inc. 4011
Aubaines Idéales inc. (Les) 4012
Auvicom inc 4012
Beaudoin (Eug.) & fils ltée 4012
B. J. Entreprises inc 4013
Bolduc (Claude) limitée 4013
Bons Coupons de Montréal ltée 4013
Boucherie Idéale (Baie-Comeau) inc 4014
Buffet Nico inc 4014

Lettres patentes (*suite*) — ***Letters Patent*** (*continued*)

C.M.P. Confection Inc. 4017
Caparo inc. 4014
Carrier (Louis) inc. 4015
Carrières Ste-Thérèse limitée 4015
Choinière (Wilfrid) inc. 4015
Cifax inc. 4016
Comité Industriel de Tingwick inc. (Le) 4016
Compagnie Paquet, limitée (La) 3016
Compagnie Québecoise Larovel ltée (La) 4017
Compresseur Général 69 inc. 4017
Confection C.M.P. inc. 4017
Consulab inc. 4018
Corporation of Employers of Men's Hairdressers, Montreal Region Inc. 4018
Corporation Patronale des Coiffeurs pour homme, Région de Montréal inc. 4018
Couët inc. 4018
Davignon Enterprises Inc. 4019
Des Rochers, Dubuc, Émond, Tanguay & associés inc. 4019
Diamond (Roland) inc. 4019
Distributions de l'Est inc. (Les) 4020
Distributions Olympiques inc. (Les) 4020
Double H Corp. 4020
Duplessis électrique inc. 4021
École Bilingue de l'Ouest de l'Ile 4043
Éditions Pégagogie Nouvelle inc. 4021
Encans St-Polycarpe inc. (Les) 4021
Entreprises Apac inc. (Les) 4022
Entreprises F-4 Dion inc. 4022
Entreprises Gilles Hains ltée (Les) 4022
Entreprises Gotham inc. 4023
Entreprises Nifort inc. (Les) 4023
Entreprises R.Y.R. inc. (Les) 4023
Entreprises Rockway inc. (Les) 4035
Épicerie Royale (Carleton) inc. 4024
Fédération Haltérophile du Québec 4024
Fleuriste St-Luc inc. 4024
Fontainebleau Pools Inc. 4030
Garage Port-Cartier ltée 4025
Gaz & Soudure Leclair inc. 4025
Gendron (André) Plumbing & Heating Inc. 4032
General Compressor 69 Inc. 4017
Gen-Tec (1969) inc. 4025
Gotham Enterprises Inc. 4023
Grand Prix Snowmobile Inc. 4028
Hershorn (Myer) Consultants Inc. 4025
International Hardware Corporation Limited 4026
Leclair Gas & Welding Inc. 4025
Maison St. Edward (La) 4036
Ménard asphalte inc. 4026
Metalphoto Corp. 4027
Morin (Ovide) inc. 4027
Mossos Importing Co. Ltd. 4027
Moto-neige Grand Prix inc. 4028
Motoricie inc. 4028
Novab ltée 4028
Orfe Sportswear Mfg. Inc. 4029
Organisation Via ltée (L') 4029
Paquet Company, Limited (The) 4016
PaRi 5-10-15 inc. 4029
Pinard & Simard inc. 4030
Piscines Fontainebleau inc. 4030
Placements Fontéga ltée (Les) 4030
Placements Gilmont inc. 4031
Placements Orcal inc. (Les) 4031
Placements J. E. St-Laurent inc. 4031
Placements Unico inc. 4032
Plastiques Venneco inc. 4042
Playbull Steak House Inc. 4032
Plomberie & Chauffage André Gendron inc. 4032
Poly-Tec Inc. 4033
Pouliot (Marcel) inc. 4033
Québec Box Manufacturing and Paper Corporation Ltd. 4033
R.J.P. Holdings Ltd. 4034
Renor construction ltée 4034
Restaurama Inc. 4034
Reynolds Air Services Inc. 4035
Rockway Enterprises Inc. 4035
St. Augustine Sunset Campground Inc. 4035
St. Edward's House 4036
St-Georges draperies inc. 4036
St-Polycarpe Auctions Inc. 4021
St-Jarre & Legault ltée 4037
Ste-Thérèse Quarries Limited 4015
Salon Claudine (LaSalle) inc. 4037
Scierie Aimé Gaudreau inc. (La) 4037
Société de financement Pilaco inc. 4038
Société Télécab limitée (La) 4038
Station-Service Le Forum ltée 4038
Taxi Sénécal inc. 4039
Télé-Service de Thetford inc. 4039
Tex-Style Dyers Inc. 4039
Thibault (Léo), courtiers d'assurances, inc. 4040
Toolster Ltd 4040
Trade-Winds International Ltd. 4040
Trans Ocean Finance Corporation 4041
Transport Yvan Côté inc. 4041
Unico Investments Inc. 4032
Unipom ltée 4041
Venneco Plastic Inc. 4042
Vidom Ornemental Ltd. 4042
Warren (Guy) inc. 4042
West Island Bilingual School 4043

Lettres patentes supplémentaires — ***Supplementary Letters Patent***

Compagnie de Bois Interprovincial inc. (La) 4044
Desco & Marbre inc. 4043
Florit Realty Co. 4043
Foyer des Années d'Or de Kénogami inc. (Le) 4044
Hôpital Sainte Famille de Ville Marie 4044
Institut des Contrôleurs et des Comptables d'Hôpitaux de la Province de Québec 4044
Institute of Hospital Controllers and Accountants of the Province of Québec 4044
Interprovincial Lumber Co. Inc. 4044
Lewis, Apedaile & Hanson Incorporated 4044
Polish Mutual Aid Society Incorporated (The) 4045
Polskie Towarzystwo Wzajemmej Pomocy Inkorporowane 4045
Poudres Métalliques du Québec, limitée (Les) 4045
Powell Investments Ltd. 4045
Québec Metal Powders Limited 4045
Relais au Moulin Rouge (1969) inc. 4045
Saint-Pierre (Armand) et Fils limitée 4046

Sièges sociaux *Head Offices*

Agences d'Importation et d'Exportation d'Outre-Mer inc. (Les) 4054
Asselin Transport ltée 4054
Association des Géologues du Québec .. 4055
Association of Geologists of Québec 4055

Beauchamp (Marc) inc. 4054
Brompton Mines Ltd. 4053

Ciné-Sync limitée 4054
Cohen (S.) & Co. Ltd. 4055
Courvan Mining Company Limited 4053
Cupra Mines Ltd. 4053

D'Estrie Mining Company Ltd. 4053

East Sullivan Mines Limited 4053
Eastern Explorers Corporation 4053
Éditions Emmanuel inc. (Les) 4055

Federal Metals Corporation 4053

Hastings Mining and Development Co. Ltd. 4053

Lemay Cleaner Inc. 4056
Leodo Investments Ltd. 4055

Mart Optical Supplies Ltd. 4056
Mines Sullivan ltée (Les) 4053

Nettoyeur Lemay inc. 4056

Peninsula Metals Corporation 4053

Québec Lithium Corporation 4053

S. & F. Clothing Co. Ltd. 4056
Séguin (Claude) Transport inc. 4054
Société Fabec inc. 4055
Société Minière Brompton ltée 4053
Société Minière Cupra ltée 4053
Société Minière d'Estrie ltée 4053
Société Minière Weedon ltée 4053
Solbec Copper Mines, Ltd. 4053
Standard Gold Mines Ltd. 4053
Sullico Mines Limited 4053
Sullivan Mines Ltd. 4053

Vennat (Raoul) inc. 4056

Weedon Mines Ltd. 4053

LIQUIDATION *WINDING*
avis de *up Notice*

Laitiers Tremblay & Frères ltée (Les) .. 4066

MINISTÈRES *DEPARTMENTS*

Institutions financières, compagnies et coopératives *Financial Institutions, Companies and Cooperatives*

Assurance: *Insurance:*

American Re-Insurance Company (*Permis-License*) 4084

La Paix, Société Anonyme — La Paix Insurance Company (*Annul.*) 4084
La Paix, Société Anonyme d'Assurances à primes fixes contre les Accidents, l'Incendie, le Vol et Autre Risques Divers (*Permis-License*) 4082

Peerless Insurance Company (*Annul.*) .. 4082

Renouvellement des certificats d'enregistrement des compagnies de fidéicommis 4082
Renewal of Certificate of Registration .. 4082

Industrie et Commerce *Industry and Commerce*

Avis de pêche aux coquillages 4066
Clam Fishing notice 4066

Richesses naturelles *Natural Resources*

Révocation de concession minière et de droits miniers 4069
Revocation of mining concession and mining rights 4069

Terres et Forêts *Lands and Forests*

Cadastre: *Cadastre:*

Arthabaskaville, village 4068
Wentworth, canton-township 4069

Travail *Labour*

Industrie ou métiers de: *Industry or Trades of:*

Automobile, Rimouski (*Prél.-Levy*) 4048
Coiffeurs, Laurentides (*Mod.*) 4050
Dress, Province (*Levy*) 4046
Hairdressers, Laurentian Region (*Amend.*) 4050
Robe, Province (*Prél.*) 4046

RÉGIE des marchés agricoles du Québec *QUÉBEC Agricultural Marketing Board*

Producteurs de bois du Saguenay (*Plan conjoint*) 4085
Producteurs de lait nature de l'Estrie (*Plan conjoint*) 4090
Raw Milk Producers of l'Estrie (*Joint Plan*) 4090
Wood Producers of Saguenay (*Joint Plan*) 4085

SOCIÉTÉ coopérative agricole *COOPERATIVE Agricultural Association*

Société coopérative agricole des apiculteurs du Québec (*Formation*) 4069

SOUMISSIONS *TENDERS*

Bois-des-Filion, village 4069
Chicoutimi, cité-city 4071
Longueuil, c.s.c.-c.s.c. 4078
St-Donat, munic. 4073
St-Jean-Port-Joli, munic. 4075
St-Léonard, cité-city 4076

SYNDICATS Professionnels *SYNDICATES Professional*

Syndicat Coiffeurs des Comtés de Rimouski, Matane et Matapédia (La) (*Const.-Inc.*) 4068
Syndicat des coiffeurs des comtés de Montmagny, l'Islet et Bellechasse (*Const.-Inc.*) 4068

VENTES *SALES*

SHÉRIFS *SHERIFFS*

Gaspé *Gaspé*

Banque Toronto Dominion (La) *vs* Desprès 4094
Toronto Dominion Bank (The) *vs* Desprès 4094

Hauterive *Hauterive*

Sault-au-Mouton, munic. *vs* Dufour.... 4095

Montréal *Montreal*

Banque Canadienne Nationale (La) *vs* Tétrault..... 4095

Coronation Credit Corporation Ltd. *vs* Sadori..... 4096

Dumas *vs* Motyka..... 4097

Lagarde *vs* Lemay..... 4097

Montreal Polish Credit Union *vs* Motyka..... 4098

National Canadian Bank *vs* Tétrault... 4095

Québec *Québec*

Québec, ville-city *vs* Le Curateur Public Curator..... 4098

Tremblay Aluminum ltée *vs* Tardif.... 4099

Taxes *Taxes*

Duparquet, ville-town..... 4093

Senneterre, ville-town..... 4093